



Conseil de sécurité

Distr. générale
1^{er} mars 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 25 février 2021, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des pays membres du Conseil de sécurité par la Présidente du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des exposés présentés par le Secrétaire général António Guterres et M^{me} Nisreen Elsaïm, représentante des jeunes de la société civile et Présidente du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques, ainsi que des déclarations faites par M. Boris Johnson, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ; M. Emmanuel Macron, Président de la France ; M. Uhuru Kenyatta, Président du Kenya ; M. Kaïs Saïed, Président de la Tunisie ; M^{me} Kaja Kallas, Première Ministre de l'Estonie ; M. Brigi Raffini, Premier Ministre du Niger ; M^{me} Erna Solberg, Première Ministre de la Norvège ; M. Ralph Gonsalves, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Saint-Vincent-et-les Grenadines ; M. Nguyen Xuan Phuc, Premier Ministre du Viet Nam ; M. Simon Coveney, Ministre des affaires étrangères et de la défense de l'Irlande ; M. Marcelo Ebrard Casaubón, Ministre des relations extérieures du Mexique ; M. Prakash Javadekar, Ministre de l'environnement, des forêts et des changements climatiques de l'Inde ; M. John F. Kerry, Envoyé spécial du Président des États-Unis pour le climat ; M. Xie Zhenhua, Envoyé spécial de la Chine pour les changements climatiques, ainsi que par le représentant de la Fédération de Russie, à l'occasion de la visioconférence sur la question « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : climat et sécurité », tenue le mardi 23 février 2021. Des déclarations ont également été faites par M. Lazarus McCarthy Chakwera, Président du Malawi ; M. Gaston Alphonso Browne, Premier Ministre et Ministre des finances et de la gouvernance des entreprises d'Antigua-et-Barbuda ; et M. Heiko Maas, Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne.

Conformément à l'accord auquel sont parvenus les membres du Conseil pour cette visioconférence, les délégations et entités ci-après ont fourni des déclarations écrites, dont le texte est également joint : Afghanistan, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Chili, Chypre, République tchèque, Danemark, Équateur, Égypte, El Salvador, Fidji, Géorgie, Grèce, Guatemala, Comité international de la Croix-Rouge, Indonésie, Japon, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Maldives, Malte, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nigéria, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, Sainte-Lucie, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Sri Lanka, Suisse, Tuvalu, Ukraine et Émirats arabes unis.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison



des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus, le texte des exposés et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Conseil de sécurité
(*Signé*) Barbara **Woodward**

Annexe 1

Exposé du Secrétaire général

[Original : anglais et français]

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le présent débat et de m'avoir invité à faire un exposé sur un sujet extrêmement préoccupant.

La crise climatique est le problème qui définit notre époque. La décennie qui vient de se terminer a été la plus chaude de l'histoire de l'humanité. Les niveaux de dioxyde de carbone ont atteint des records, et les incendies, les cyclones, les inondations et les sécheresses sont devenus la nouvelle norme. Ces chocs n'endommagent pas seulement l'environnement dont nous dépendons ; ils affaiblissent également nos structures politiques et socioéconomiques. La ligne de conduite que nous dicte la science est claire : nous devons limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C d'ici la fin du siècle. Notre devoir est encore plus clair : nous devons protéger les personnes et les communautés qui pâtissent du dérèglement climatique. Nous devons intensifier les mesures de préparation en vue des répercussions de plus en plus graves que la crise climatique a sur la paix et la sécurité internationales.

Le dérèglement climatique amplifie et multiplie les crises. Lorsqu'ils assèchent des rivières, amoindrissent des récoltes, détruisent des infrastructures essentielles et déplacent des communautés, les changements climatiques exacerbent les risques d'instabilité et de conflit. Une étude de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm a révélé que huit des 10 pays accueillant les plus grandes opérations de paix multilatérales en 2018 se trouvaient dans des zones très exposées aux changements climatiques.

Les conséquences de la crise du climat sont les plus importantes là où la fragilité et les conflits ont affaibli les mécanismes d'adaptation, où les populations dépendent du capital naturel, comme les forêts ou les stocks de poissons, pour leur subsistance et où les femmes, qui subissent les effets les plus lourds de l'urgence climatique, ne jouissent pas de l'égalité des droits. En Afghanistan, par exemple, où 40 % de la main-d'œuvre est active dans le secteur agricole, la baisse des récoltes plonge les gens dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire, ce qui les rend susceptibles d'être recrutés par des bandes criminelles ou des groupes armés. En Afrique de l'Ouest et au Sahel, plus de 50 millions de personnes dépendent de l'élevage pour leur survie. L'évolution des modes de pâturage a contribué à la multiplication des violences et des conflits entre éleveurs et agriculteurs. Au Darfour, les faibles précipitations et les sécheresses récurrentes accroissent l'insécurité alimentaire et la concurrence pour les ressources, et nous en voyons les effets. Les conséquences sont particulièrement dévastatrices pour les femmes et les filles, qui sont obligées de marcher plus loin pour aller chercher de l'eau, ce qui les expose davantage à la violence sexuelle et fondée sur le genre.

La vulnérabilité aux risques climatiques est également corrélée à l'inégalité des revenus. En d'autres termes, ce sont les plus pauvres qui souffrent le plus. Si nous ne protégeons pas les personnes les plus exposées et les plus vulnérables aux impacts climatiques, nous pouvons nous attendre à ce qu'elles soient de plus en plus marginalisées et que leur mécontentement ne fasse qu'empirer. Les niveaux élevés d'inégalité, que les changements climatiques accentuent, peuvent affaiblir la cohésion sociale et conduire à la discrimination, à la désignation de boucs émissaires et à la montée des tensions et des troubles, augmentant ainsi le risque de conflit. Les populations déjà laissées pour compte seront de plus en plus défavorisées.

Le dérèglement climatique entraîne déjà des déplacements de population sur toute la planète. Dans certains petits pays insulaires du Pacifique, des communautés entières ont été contraintes de se déplacer, ce qui a eu de terribles conséquences sur leurs moyens de subsistance, leur culture et leur patrimoine. Le déplacement forcé d'un plus grand nombre de personnes augmentera clairement les risques de conflit et d'insécurité. Lorsque j'étais Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, j'ai passé du temps avec des personnes déracinées par les conséquences des changements climatiques dans la Corne de l'Afrique, au Darfour, au Sahel et ailleurs. En écoutant leurs témoignages, j'ai perçu la profonde souffrance et le traumatisme de ces familles forcées d'abandonner les habitations et les terres qui leur appartenaient depuis des générations. Il reste encore beaucoup à faire pour lutter contre les risques spécifiques que la crise climatique fait peser sur la paix et la sécurité. Voici quatre domaines d'action prioritaires.

Premièrement, nous devons insister davantage sur la prévention au moyen d'une action climatique forte et ambitieuse. La communauté internationale doit prendre les mesures nécessaires pour réaliser les objectifs de l'Accord de Paris et éviter une catastrophe climatique. Nous devons former une véritable coalition mondiale qui s'engage à réduire les émissions à zéro d'ici le milieu du siècle, et nous devons ouvrir la voie à une décennie de transformation en réussissant la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) à Glasgow. Pour ce faire, tous les États Membres doivent présenter, bien avant novembre, des contributions déterminées au niveau national ambitieuses et assorties d'objectifs, qui permettront de réduire les émissions mondiales de 45 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2010. Nous demandons également à toutes les entreprises, villes et institutions financières de préparer des plans de décarbonisation concrets et crédibles.

Nous avons encore un long chemin à parcourir, et nous attendons des principaux émetteurs qu'ils montrent l'exemple dans les mois à venir. C'est ainsi qu'ils prouveront la crédibilité de leur engagement envers les peuples et la planète. C'est aussi le seul moyen de faire en sorte que l'objectif de 1,5 °C demeure réalisable.

Deuxièmement, nous devons agir immédiatement pour protéger les pays, les communautés et les personnes contre les effets de plus en plus fréquents et graves du climat. Nous devons percer dans les domaines de l'adaptation et de la résilience, ce qui exige une augmentation spectaculaire du niveau des investissements. Tous les donateurs et les banques multilatérales et nationales de développement doivent s'engager à porter à au moins 50 % la part du soutien financier à l'action climatique qui est consacrée aux initiatives visant à améliorer l'adaptation et la résilience. Et nous devons rendre ces fonds accessibles aux populations qui sont en première ligne de la crise climatique. Les pays développés doivent tenir leur promesse d'acheminer 100 milliards de dollars par an vers le monde du Sud. Ils ont déjà manqué l'échéance de 2020.

Nous devons renforcer les systèmes d'alerte et d'intervention rapides en cas de crise climatique, qu'il s'agisse de sécheresses, de tempêtes ou de l'apparition de zoonoses. Nous avons également besoin d'une protection sociale renforcée pour soutenir les personnes touchées. Ces dispositions doivent être prises dès maintenant et s'accompagner de politiques de transformation qui pourront être appliquées au fur et à mesure que nous sortirons de la pandémie. Les systèmes économiques et financiers doivent intégrer le risque climatique dans l'analyse financière, afin qu'il en soit tenu compte dans les modèles commerciaux et les décisions d'investissement. Nous devons investir dans les énergies renouvelables et les infrastructures vertes. En

bref, nous devons combler le déficit de financement en augmentant le soutien aux pays et aux communautés qui souffrent le plus des effets de la crise climatique. Ce soutien doit bénéficier aux femmes et aux filles, qui subissent la crise le plus durement et représentent 80 % des personnes déplacées par les changements climatiques.

Troisièmement, nous devons adopter un concept de sécurité qui place l'humain au centre. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a montré les ravages que pouvaient causer les menaces dites non traditionnelles pesant sur la sécurité, à l'échelle mondiale. C'est en prévenant et en combattant la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les déplacements causés par les dérèglements climatiques que nous contribuerons à pérenniser la paix et à réduire les risques de conflit. Le Comité Nobel a reconnu cette corrélation lorsqu'il a décerné le prix Nobel de la paix au Programme alimentaire mondial l'année dernière.

Le respect des droits humains, en particulier des droits des femmes, l'état de droit, l'inclusion et la diversité sont fondamentaux pour surmonter la crise climatique et bâtir des sociétés plus pacifiques et plus stables. À cet égard, le Programme 2030 et les objectifs de développement durable nous offrent un plan d'action applicable à l'échelle mondiale.

La quatrième priorité, c'est le renforcement des partenariats au sein du système des Nations Unies et au-delà. Nous devons tirer parti des compétences des différents acteurs, notamment du Conseil, de la Commission de consolidation de la paix, des institutions financières internationales, des organisations régionales, de la société civile, du secteur privé, des universités et d'autres encore. Le mécanisme de sécurité climatique, qui réunit le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, constitue un modèle pour ce type de collaboration au sein du système des Nations Unies.

Tandis que l'Organisation des Nations Unies travaille à la réalisation de ces objectifs, nous nous efforçons de montrer l'exemple en veillant à ce que nos propres opérations tiennent pleinement compte de la crise climatique. Nous œuvrons afin de nous assurer que nos stratégies de médiation, nos analyses et nos rapports, y compris à l'intention du Conseil, prennent systématiquement en compte les risques climatiques. Au Soudan du Sud, par exemple, notre opération de maintien de la paix s'est appuyée sur des données de l'impact des changements climatiques pour négocier un accord local sur la gestion du bétail. Au Yémen, le Fonds pour la consolidation de la paix a soutenu l'action visant à restaurer et à renforcer les structures locales de gouvernance de l'eau, atténuant ainsi les tensions intercommunautaires. Nous réduisons également l'empreinte écologique de l'Organisation des Nations Unies, grâce notamment à l'utilisation accrue des énergies renouvelables.

La crise climatique est le défi multilatéral de notre époque. Elle a déjà des répercussions sur tous les domaines de l'activité humaine. Surmonter cette crise requiert une coordination et une coopération d'une envergure encore inédite. L'engagement de tous les organismes multilatéraux, notamment du Conseil, peut jouer un rôle décisif dans cette entreprise. J'exhorte les membres du Conseil à user de leur influence au cours de cette année charnière pour assurer le succès de la COP26, et à mobiliser les autres acteurs, notamment les institutions financières internationales et le secteur privé, pour qu'ils fassent leur part. Je garantis le plein appui de l'ONU à la présidence britannique de la COP26, aux côtés de la coprésidence italienne. L'année 2021 doit être celle de l'action collective sur tous les fronts contre l'urgence climatique.

Annexe 2

Exposé de M^{me} Nisreen Elsaim, représentante de la société civile des jeunes et Présidente du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques

Je voudrais tout d'abord remercier les membres du Conseil de sécurité de m'avoir permis de m'exprimer sur cette question importante et cruciale. Je souhaiterais également remercier tout particulièrement la présidence britannique du Conseil de sécurité de cette invitation.

Le Conseil de sécurité a tenu six débats portant spécifiquement sur les risques de sécurité liés au climat – en 2007 (voir S/PV. 5663), 2011 (voir S/PV.6587 et S/PV.6587 (Resumption 1)), 2018 (voir S/PV.8307), 2019 (voir S/PV.8451) et deux en 2020 (voir S/2020/751), dont un débat informel. Il a inclus des références aux risques de sécurité liés au climat dans des résolutions relatives à la Somalie, au Soudan, à l'Afrique de l'Ouest et au Sahel, au Mali et au bassin du lac Tchad. La science prévoit que si nous ne prenons pas les bonnes mesures maintenant et si nous ne commençons pas à nous adapter, en particulier en Afrique, de nombreux autres pays rejoindront cette liste

Le 17 avril 2007, le Conseil de sécurité a tenu, pour la première fois, un débat public au niveau ministériel sur la relation entre énergie, climat et sécurité (voir S/PV.5663 et S/PV.5663 (Resumption 1)). La même année, le huitième Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, a qualifié le conflit au Darfour de premier conflit climatique moderne.

Aujourd'hui, près de 14 années plus tard, ce point de l'ordre du jour est toujours d'actualité et nous discutons de la sécurité climatique. Pour un jeune Soudanais, rien de ce qui concerne les changements climatiques ne saurait être associé à la sécurité. Nous vivons dans une insécurité permanente due à de nombreux facteurs, ce qui a placé le Soudan en tête de liste en matière de vulnérabilité climatique. En 2018, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2429 (2018), sur le Soudan, qui énonce :

« Constatant les effets défavorables des changements climatiques, des changements écologiques et des catastrophes naturelles, entre autres facteurs, sur la situation au Darfour, notamment du fait de la sécheresse, de la désertification, de la dégradation des terres et de l'insécurité alimentaire »
(résolution 2429 (2018), vingt et unième alinéa du préambule).

Ce paragraphe et d'autres encore illustrent bien la situation. La survie de l'humanité dans une situation de dégradation des ressources, de faim, de pauvreté et de migration climatique incontrôlée rendra les conflits inévitables.

De plus, les situations d'urgence liées au climat entraînent des perturbations majeures de l'accès à la santé et aux services de santé sexuelle et procréative vitaux. La perte ou la modification des moyens de subsistance liée au climat, ainsi que les déplacements et les migrations, augmentent le risque de violence fondée sur le genre et de pratiques néfastes. Il convient de mentionner que les femmes, les jeunes et les enfants sont touchés de manière répétée dans ces situations d'insécurité climatique. La terre et les ressources en Afrique et dans de nombreuses autres régions du monde ne peuvent plus assurer la subsistance des jeunes en raison des changements climatiques. Notre quête d'une vie décente, d'emplois verts et de qualité et d'un accès correct aux services, ainsi que le nouveau défi que représente la maladie à coronavirus (COVID-19), font que pour beaucoup, la seule solution sera la migration – dans le pays, transfrontière ou internationale, légale ou non –, ce qui exacerbera le risque de conflits.

J'accueille très favorablement la résolution 2524 (2020), sur la nouvelle mission politique, la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan, qui, contrairement aux missions militaires, peut avoir un mandat portant sur les changements climatiques et l'inclusion des jeunes. Il s'agit d'une occasion historique de s'attaquer aux causes profondes du conflit.

Ce dont je me félicite le plus, c'est le fait que les changements climatiques et la participation des jeunes sont mentionnés à deux reprises dans la résolution. Ce que j'apprécie encore davantage, c'est l'inclusion, dans l'Accord de paix de Djouba, de la question des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement au Soudan et dans les Deux Zones, reflet d'une forte prise de conscience des menaces qui pèsent sur la durabilité de la paix.

Collecter des données sur les conflits et les changements climatiques, consulter les communautés locales et faire confiance à la science seront mes principales recommandations pour aujourd'hui.

En tant que jeune, je suis convaincue que les jeunes sont la solution. J'exhorte les États Membres à nous donner plus de place, à nous écouter et à nous associer à leurs actions. Nous sommes le présent, et l'avenir nous appartient. Ne répétons pas les erreurs des générations précédentes. Il ne doit plus y avoir de doutes. Nous exhortons les États Membres à mettre fin aux conflits en mettant un terme aux changements climatiques, à nous donner la sécurité et à assurer notre avenir.

Annexe 3

Déclaration de M. Boris Johnson, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Depuis plus de 75 ans, le Conseil de sécurité est chargé de maintenir la paix et la sécurité, et la tâche est difficile. Nous ne sommes pas toujours d'accord sur la voie à suivre pour atteindre cet objectif. Une chose est toutefois absolument claire à mes yeux : nous sommes déterminés à lutter contre les menaces à notre sécurité et, comme l'ont indiqué le Secrétaire général et Nisreen Elsaïm, les changements climatiques posent une menace évidente à notre sécurité collective et à la sécurité de nos nations.

Je sais qu'il y a dans le monde entier des personnes qui diront que toutes ces « pensées écolo » viennent d'une bande de mangeurs de tofu qui étreignent des arbres et n'ont rien à faire dans le monde de la diplomatie et de la politique internationales. Je m'inscris totalement en faux contre cela. Nous devons lutter contre les causes des changements climatiques, mais comme M^{me} Elsaïm et le Secrétaire général l'ont souligné dans leurs exposés, leurs effets sont on ne peut plus clairs.

Pensez au jeune homme forcé de prendre la route lorsque sa maison devient un désert, lui qui fait partie des 16 millions de personnes déplacées chaque année en raison de catastrophes liées au climat – des catastrophes liées au climat qui sont associées aux changements climatiques. Il se retrouve dans un camp, devient une proie pour des extrémistes violents, des gens qui le radicalisent, et les effets de cette radicalisation sont ressentis dans le monde entier.

Pensez à la fille qui quitte l'école parce que sa quête quotidienne d'eau la force à s'éloigner de plus en plus de sa famille, et elle se retrouve entre les griffes de trafiquants d'êtres humains ou de bandes criminelles internationales qui profiteront d'elle.

Pensez à l'agriculteur qui a perdu récolte après récolte à cause de la sécheresse et qui commence à cultiver du pavot parce que le pavot est plus résistant, sachant l'impact que les cultures d'opium ont, très franchement, dans les rues de toutes nos villes.

Pensez à la nation appauvrie et fragile dont le Gouvernement s'effondre lorsque les infrastructures essentielles sont dépassées par des événements climatiques extrêmes de plus en plus fréquents qui envoient des ondes de choc et d'instabilité dans le monde entier.

Si de tels résultats, en termes de conséquences politiques, économiques et humanitaires, étaient provoqués par un seigneur de guerre despotique ou une guerre civile, personne ne remettrait en question le droit et le devoir qu'a le Conseil de sécurité d'agir. C'est pourquoi nous ne devons pas hésiter à aborder ce sujet.

D'ailleurs, cette question n'est pas, comme un si grand nombre des questions qu'aborde le Secrétaire général, un menuet diplomatique d'une complexité déconcertante. Ce n'est pas l'équivalent moderne de la question du Schleswig-Holstein. Vous souvenez-vous de la réponse à la question du Schleswig-Holstein, M. le Secrétaire général ? Je parie que oui.

Les gens connaissent la réponse aux changements climatiques, et ils savent comment lutter contre cette crise. Comme Bill Gates l'explique dans son nouveau livre, nous devons passer de 51 milliards de tonnes de gaz à effet de serre par an à des émissions nettes nulles afin que l'augmentation des températures mondiales reste gérable. Ce faisant, nous devons aider les nations les plus vulnérables et les plus fragiles qui ressentent les effets des changements climatiques. Nous devons les aider à s'adapter et à renforcer leur résilience.

Et c'est ce que nous faisons. En 2019, nous avons adopté une loi selon laquelle le Royaume-Uni s'engage à parvenir à des émissions nettes nulles d'ici à 2050, et nous nous sommes engagés à réduire nos émissions de 68 % d'ici à 2030. C'est la réduction la plus marquée parmi les grandes économies. Nos engagements en matière de financement climatique pour les cinq prochaines années, qui visent à aider le reste du monde à atteindre cet objectif, s'élèvent à 11,6 milliards de livres. En amont de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2021, nous allons également placer fermement les changements climatiques au premier rang de nos priorités durant notre présidence du Groupe des Sept.

Mon message au Conseil de sécurité aujourd'hui est qu'il doit lui aussi agir maintenant parce que les changements climatiques sont une question géopolitique autant qu'environnementale. Si le Conseil veut parvenir à maintenir la paix et la sécurité mondiales, il doit galvaniser tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies pour mener une action rapide et efficace.

Voici ma question : si nous n'agissons pas maintenant, quand le ferons-nous ?

Quand ferons-nous quelque chose si nous n'agissons pas maintenant ? Agirons-nous lorsque la variation du niveau des mers influencera sur la navigation le long de nos côtes ? Agirons-nous, comme l'a dit M^{me} Elsaïm, lorsque des déplacements massifs seront causés par des sécheresses ou des incendies, ou lorsque les conflits liés aux ressources frapperont à nos portes ?

Que cela nous plaise ou non, la question n'est pas de savoir si, mais quand, nos pays et nos peuples devront faire face aux problèmes de sécurité résultant des changements climatiques. Nous devons donc faire ce pour quoi le Conseil de sécurité a été créé et jouer un rôle moteur à l'échelle mondiale afin de protéger la paix, la sécurité et la stabilité de nos nations, de nos régions et de notre monde.

Annexe 4**Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la France**

[Original : français et anglais]

Je tiens d'abord à remercier le Premier Ministre Boris Johnson et le Royaume-Uni d'organiser avec le Secrétaire général cette réunion et de nous accueillir pour la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Glasgow cette année. Je pense qu'on a tous clairement en tête l'importance de cet agenda alors même que dans quelques semaines, les États-Unis d'Amérique organiseront un sommet important, le 22 avril, et je salue John Kerry que j'aperçois à l'écran et qui fut sur les fonts baptismaux de l'Accord de Paris et, si je puis dire, un résistant durant les quatre années qui viennent de s'écouler. Et donc nous sommes tous heureux de retrouver pleinement les États-Unis d'Amérique autour de la table.

J'ai trois messages tout simples à partager avec vous qui sont en ligne avec tout ce qui vient d'être dit.

Le premier, c'est que très clairement nous avons pu établir ces dernières années que la lutte contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement est clairement une question de paix et de sécurité à part entière. Je ne reviens pas sur tout l'agenda suivi de l'Accord de Paris et ce que nous discuterons sans doute en virtuel le 22 avril, puis à Glasgow, et les objectifs qui sont les nôtres à l'égard des générations actuelles et futures. Mais très clairement, le lien entre climat et sécurité, s'il est complexe, est indéniable, en quelque sorte inexorable et au-delà même de ce qui peut être écrit.

Sur les 20 pays les plus touchés par les conflits dans le monde, 12 font également partie des pays les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques. Dans le Pacifique et à défaut d'action résolue d'adaptation, les habitants de certaines îles n'auront d'autre choix que de quitter leurs terres. Et nous avons appris ces dernières années combien les conséquences des désertifications, de la réduction des réserves halieutiques comme des possibilités d'établir des cultures stables conduisaient à des conflits.

La zone du lac Tchad en est la parfaite illustration, qui a subi des migrations, et une large partie de la conflictualité, au-delà du fait terroriste islamiste, a été nourrie par des migrations forcées par le changement climatique. Il en est de même du succès de Boko Haram dans la région et du changement d'usage de certaines terres dans le nord-est nigérian. Donc, très clairement, nous voyons les conséquences, dans ces zones, d'un agenda climatique non maîtrisé sur l'insécurité et, en quelque sorte, sur la naissance de nouveaux conflits, mais aussi sur un agenda dont je sais combien il tient à cœur à notre Secrétaire général António Guterres, celui des déplacements de populations, des migrations subies et donc, des réfugiés.

Les réfugiés climatiques sont de plus en plus nombreux. Les réfugiés climatiques sont en train, aujourd'hui, de devenir les premières cibles de la pandémie et de la crise alimentaire. Et nous voyons bien, en quelque sorte, le cumul de tous ces agendas. Et, très clairement, un échec sur le front du climat saperait les efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix. C'est pourquoi je soutiens totalement l'initiative de saisir ces enjeux au niveau du Conseil de sécurité, dans le cadre de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

L'action du Conseil doit être guidée par la nécessité d'atténuer les effets du changement climatique sur les populations et ses conséquences sur le développement des conflits. Cette action peut être conduite dans le cadre d'une diplomatie climatique multilatérale efficace, et en nous dotant aussi d'une palette d'outils à disposition.

Après un événement climatique extrême, il faudra des mesures d'urgence qui sont humanitaires pour sauver des vies, assurer la sécurité, fournir aussi des moyens d'une reconstruction durable. Et, dans d'autres cas, il faudra aider les communautés à s'adapter face à la montée inéluctable des eaux et à la dégradation des sols.

Il faudra aussi anticiper en dotant, par exemple, les petits producteurs de mécanismes d'assurance pour leur permettre de redémarrer une activité économique. Et donc, on le voit bien, c'est un agenda à structurer, un agenda de prévention et d'efficacité, qui, d'une part, justifie qu'il soit saisi au niveau du Conseil de sécurité, et, d'autre part, justifie pleinement que nous puissions soutenir la nomination d'un ou d'une envoyée spéciale pour la sécurité climatique, pour coordonner tous ces efforts. Je ne verrais que des avantages à ce que le Secrétaire général fasse rapport chaque année au Conseil de sécurité sur l'impact du climat sur la sécurité internationale pour anticiper, alerter, faire des recommandations et nous permettre de jouer notre rôle.

Deuxième remarque, c'est que, face à ce multiplicateur de menaces, il nous faut agir efficacement, prendre nos responsabilités chacune et chacun, et en particulier dans trois régions qui me semblent tout spécifiquement vulnérables, et où l'agenda multilatéral doit s'articuler avec l'agenda régional et prendre une forme sans doute plus adaptée. Nous le savons, les conséquences du changement climatique sont injustement réparties et nous devons prendre ceci en compte, évidemment, dans nos engagements. Il y a un mois, j'ai plaidé pour que la part de la France, justement, dans la finance climat dédiée à l'adaptation, augmente. La France consacrera 2 milliards d'euros par an, soit un tiers de la finance climat, à l'adaptation. Et l'accent doit être particulièrement mis sur plusieurs zones.

D'abord l'Afrique. Très clairement, c'est en Afrique, les deux exemples que je citais tout à l'heure l'ont montré, que nous avons les conséquences parmi les plus criantes de ce lien entre climat et sécurité. Le 11 janvier dernier, à l'occasion du One Planet Summit dédié à la biodiversité, nous avons lancé un accélérateur de la Grande Muraille verte. La Grande Muraille verte est une initiative qui existe depuis plus de 10 ans aujourd'hui, qui regroupe 11 États du Sahel – et je salue tous mes amis sahéliens que j'aperçois ici aussi –, 11 États du Sahel, donc, avec un objectif de restaurer 100 000 000 d'hectares de terres pour l'agriculture et de créer 10 millions d'emplois, tout en séquestrant 250 millions de tonnes de carbone, ce qui serait une contribution remarquable de l'Afrique aussi à la lutte contre le réchauffement climatique.

Sur cet agenda-là, nous avons décidé de réinvestir, de remettre de la gouvernance et, nous le savons bien compte tenu de ce que vivent les pays du Sahel aujourd'hui face à la menace terroriste, nous avons, en accélérant nos réponses pour la biodiversité et contre le réchauffement climatique dans le Sahel, un instrument très concret de la lutte pour le climat et pour la paix – complètement joints.

Et c'est exactement le même esprit, en Afrique, qui a animé toutes les initiatives qui ont été prises pour la forêt tropicale. Je vois la Première Ministre de Norvège qui est ici et qui, à côté de la Chancelière Merkel, a joué un rôle fondateur dans cette initiative qui doit continuer de nous animer. Et je pense que c'est exactement cet esprit que nous devons structurer. Et, à cet égard, je pense qu'un dialogue accru entre l'Union africaine et les Nations Unies serait extrêmement propice à mieux structurer ces instruments et articuler ce débat.

C'est exactement la même méthodologie, il me semble, que nous devons retenir au niveau de la région indo-pacifique. Nous avons aujourd'hui, dans la région indo-pacifique – donc Pacifique et Océanie –, énormément d'États vulnérables, nous le savons, des États-nations qui, aujourd'hui, auront énormément de mal à s'adapter si nous ne brisons pas le cours du réchauffement et des dérèglements climatiques. Des réponses sont à apporter, qui sont les conditions à la paix et la stabilité de toute

cette région, et nous devons les apporter dans un cadre multilatéral, sinon l'anxiété climatique, les troubles climatiques viendront durcir une situation géopolitique que nous connaissons, et seront en quelque sorte les instruments d'une diplomatie de l'adaptation climatique qui créera les guerres des prochaines années, en proposant des repeuplements, en proposant des aménagements à la main de l'un ou l'autre grand État souverain de la région.

Troisième point, c'est l'agenda dans l'Arctique, qui sera l'un des enjeux majeurs des prochaines années et qui sera là aussi un enjeu climatique et géopolitique, mariant les réponses qui devront être les nôtres pour prévenir, accompagner le réchauffement qui est aujourd'hui à l'œuvre, et éviter les tensions géopolitiques qui sont en train de naître dans cette région. Je voulais insister sur ces trois régions qui sont des théâtres très concrets d'une plus grande ré-implication de la communauté internationale et du besoin des Nations Unies et d'un agenda multilatéral pour éviter des conflictualités nouvelles.

Enfin, la bataille contre les fléaux du XXI^e siècle doit aussi être le ferment d'une unité retrouvée du Conseil de sécurité. La pandémie nous a montré la réconciliation de la lutte pour la santé mondiale, pour la biodiversité et pour la lutte contre le dérèglement climatique. Je crois qu'il en est de même en y adjoignant les sujets de paix et de sécurité. Nous sommes de plus en plus en train de réunifier ces agendas autour de la protection de l'humain, et de créer aussi les voies et moyens d'une reconsolidation, en quelque sorte, d'un multilatéralisme efficace et d'une nécessité, pour les membres permanents comme pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité, de coopérer sur cet agenda concret pour les prochaines années, car il en va non pas de conflits régionaux dont on pourrait accepter qu'ils se dégradent – encore que, je pense qu'on ne devrait jamais s'y résoudre –, mais il en va de notre santé, de nos vies, de la stabilité de notre planète.

Voilà les trois remarques que je voulais partager avec vous avec une conviction, c'est que le rôle de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil est, sur ce sujet, sans doute encore plus important aujourd'hui qu'hier et que nous sommes face à une accélération des temps qui, au fond, unifie ces agendas. Et je voulais simplement vous dire combien la France, à vos côtés, y serait profondément engagée.

Annexe 5

Déclaration de M. Uhuru Kenyatta, Président et Commandant en chef des forces de défense du Kenya

Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Madame la Présidente, pour votre direction continue du Conseil de sécurité pour le mois de février 2021.

Je me félicite de ce débat de haut niveau, car notre compréhension des changements climatiques continue de révéler leur rôle de multiplicateur des menaces existantes pour la paix et la sécurité internationales.

La communauté internationale a réagi ailleurs à la menace des changements climatiques en adoptant des solutions ambitieuses qui transforment le développement économique grâce à des investissements qui cherchent à minimiser les nuisances au niveau de l'environnement, de la société et de la gouvernance. Nous devons faire davantage pour garantir que ces nouvelles approches en matière d'investissement par les secteurs public et privé atteignent les pays et les régions les plus touchés par les changements climatiques. Pour commencer, nous pouvons reconnaître que les sécheresses persistantes, l'élévation constante du niveau de la mer et les phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents annulent la croissance économique et les progrès en matière de développement réalisés au fil des décennies. Il en résulte une fragilité accrue qui mène à l'instabilité et aux conflits armés, qui attirent alors l'attention du Conseil de sécurité.

La mise en œuvre du mandat du Conseil en matière de maintien de la paix et de la sécurité mondiales ne fera que se compliquer avec le temps si les changements climatiques restent sur leur lancée actuelle. Plutôt que d'attendre un futur point de basculement, nous devons redoubler d'efforts pour orienter toutes les ressources et les cadres multilatéraux de notre ordre international fondé sur des règles vers l'atténuation des effets des changements climatiques.

Si l'essentiel de ce travail se fait en dehors du Conseil de sécurité, comme il se doit, aucun organe doté d'un mandat aussi fort ne devrait se soustraire à ce défi. C'est pourquoi l'une de nos priorités au Kenya, pendant notre mandat au Conseil de sécurité, est de clarifier l'importance du lien entre le climat et la sécurité. Ce lien a déjà un impact sur l'Afrique, dont les dossiers dominant l'ordre du jour du Conseil. Écoutez-nous, Africains, lorsque nous vous disons que le lien est clair, que son impact est tangible et que le besoin de solutions est urgent.

L'Afrique subira malheureusement les pires conséquences des changements climatiques, alors qu'elle est la moins responsable des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les changements climatiques prévus pour l'Afrique laissent présager un avenir marqué par une pénurie d'eau croissante, une baisse des rendements agricoles, l'avancée du désert et des infrastructures côtières endommagées.

Les exemples de conséquences sont nombreux. La Corne de l'Afrique frappée par la sécheresse, l'assèchement du bassin du lac Tchad et le rétrécissement du Sahel et des prairies de la savane ont aggravé les vulnérabilités économiques et déclenché des dynamiques politiques, démographiques et migratoires qui accroissent la menace d'insurrection et d'extrémisme violent.

J'espère que le Conseil de sécurité écoutera plus attentivement les nouveaux outils innovants de prévention des conflits liés au climat et de renforcement de la résilience qui peuvent émerger de la Commission de consolidation de la paix, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Programme des Nations unies pour l'environnement, et en tiendra compte. Je demande instamment à ces organismes d'établir un lien entre les systèmes d'alerte précoce qui

cartographient les points chauds des changements climatiques et les outils de prise de décision qui permettent de prévenir les conflits aux niveaux national, régional et international.

Ces outils comprennent la mise en place d'une modélisation dynamique et accessible aux niveaux national et régional, qui permet aux gouvernements et aux secteurs multilatéral et privé de déployer des solutions dans une optique de sécurité et d'anticipation. Pour que ces travaux novateurs aient un impact sur les politiques, il faudra démocratiser l'accès aux données essentielles et multiplier les échanges de données avec les institutions, les ingénieurs et les chercheurs africains.

Je voudrais, pour terminer, faire deux recommandations qui peuvent être immédiatement mises en œuvre par le Conseil de sécurité.

En élaborant des mandats pour la résolution des conflits et la résolution post-conflit, nous pouvons faire davantage pour nous assurer qu'ils concordent avec les efforts de déploiement des mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. À cet égard, j'applaudis la résolution 2349 (2017), sur le lac Tchad, et la résolution 2502 (2019), sur la République démocratique du Congo, qui ont intégré des mesures pour faire face à l'impact des changements climatiques.

Les pays fragiles confrontés à un conflit armé, ou à la menace d'un tel conflit, reçoivent peu d'investissements publics ou privés. Le manque d'emplois et d'opportunités aggrave à son tour la crise politique et sécuritaire. Le Conseil, ainsi que les entités de l'ONU et les institutions financières internationales compétentes qui tiennent compte de ses résolutions, peuvent contribuer à atténuer ce problème en alignant la résolution des conflits, le maintien de la paix, l'aide humanitaire et la reconstruction post-conflit sur la création d'emplois par le secteur privé national.

Une autre mesure importante et rapide que le Conseil peut prendre pour renforcer la paix et la sécurité dans les régions les plus fragiles d'Afrique est d'agir fermement contre les sorties financières illicites, l'exploitation illicite des ressources, le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent. Cela permet d'augmenter immédiatement les ressources dont disposent les gouvernements pour entreprendre l'atténuation des changements climatiques et offrir les services et les biens publics nécessaires pour consolider et protéger la paix. Cela perturbe également les forces négatives qui aggravent la menace des changements climatiques en rendant plus difficile la lutte contre leur impact sur la sécurité.

En conclusion, je voudrais affirmer que le Kenya restera une voix forte pour l'Afrique et le monde du Sud, y compris les petits États insulaires en développement, dans la défense du lien entre les changements climatiques et la sécurité. Le monde attend des résultats et attend du Conseil de sécurité qu'il remplisse son mandat de manière toujours plus efficace. Une part croissante de ce travail est susceptible de concerner les incidences des changements climatiques sur les conflits.

Une fois de plus, je vous remercie, Monsieur le Président, de votre invitation, et je remercie tous les membres de leur aimable attention.

Annexe 6**Déclaration de M. Kaïs Saïed, Président de la Tunisie**

[Original : arabe]

Je voudrais commencer par souligner un point que plusieurs intervenants, en particulier M^{me} Elsaïm, ont évoqué au cours du débat d'aujourd'hui : les jeunes sont en effet le présent et l'avenir, et le monde entier devrait donc les écouter. En outre, comme le Conseil le sait, le concept familial et conventionnel de sécurité a été remplacé, comme l'a dit le Secrétaire général, par un concept de sécurité qui place les personnes en son centre. Nous plaçons également les personnes, plutôt que l'argent, au centre.

Je tiens tout d'abord à vous remercier sincèrement, Monsieur le Président, ainsi que le Royaume-Uni, d'avoir choisi de consacrer la réunion d'aujourd'hui à l'examen des nombreux risques multiformes liés aux changements climatiques qui menacent la paix et la sécurité internationales. La République tunisienne accorde la plus haute priorité à cette question à travers son adhésion actuelle au Conseil de sécurité et à travers d'autres instances internationales et régionales.

Je remercie également S.E. le Secrétaire général pour son précieux exposé. Nous apprécions sincèrement ses efforts et soutenons les priorités qu'il a fixées pour 2021, en particulier la volonté des États Membres de prévenir les changements climatiques et de mobiliser le soutien nécessaire pour contrer leurs nombreux effets sur la paix et la sécurité au sens le plus large.

Je remercie également les autres participants pour leurs contributions et pour les idées qu'ils ont présentées au cours de ce débat sur les problèmes critiques auxquels l'humanité tout entière est confrontée.

Il est paradoxal que l'être humain, qui est la principale victime des changements climatiques, soit aussi responsable au premier chef de ces changements et de l'élargissement de leur portée. Il y a encore de l'espoir qu'il est possible d'enrayer les changements climatiques et d'en atténuer les effets, si tout le monde est convaincu de l'utilité d'une action collective et d'une réponse unifiée face aux menaces communes. Aucun d'entre nous, quelle que soit sa position, n'a le droit de se tuer et par la même occasion, de tuer toute l'humanité.

Lorsque l'initiative qui a abouti à l'adoption de la résolution 2532 (2020) a été présentée, il a été souligné que les menaces imminentes qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales ne se limitent plus aux menaces traditionnelles découlant des guerres et des conflits, mais qu'il existe d'autres menaces nouvelles et graves qui ne sont pas moins dangereuses, comme les épidémies, la pauvreté et la fragilité. Si les épidémies et les conflits armés sont des menaces, les changements climatiques représentent à leur tour une menace non moins grave que les dangers familiers et bien connus.

Les changements climatiques, qui aggravent la pauvreté parmi les groupes vulnérables et menacent la sécurité alimentaire et hydrique dans de nombreuses régions du monde, notamment en Afrique, risquent de porter atteinte au potentiel économique et social des États et de limiter leur capacité à atténuer les graves conséquences de ces problèmes et à y faire face. La situation environnementale dramatique dont nous sommes témoins aujourd'hui présage la situation à venir dans un nombre croissant de régions du monde, compte tenu de l'exacerbation des facteurs de fragilité environnementale et de leur rôle dans l'aggravation des crises, la prolongation des conflits armés, la création d'un climat de marginalisation et

d'exclusion, la propagation des organisations terroristes, de l'extrémisme violent et de la criminalité organisée, en plus de l'augmentation des migrations illégales et de l'intensification des conflits liés aux ressources alimentaires et hydriques.

Face à cette situation délicate, nous appelons de nouveau le Conseil à adopter une nouvelle approche, une approche globale permettant de s'attaquer aux causes de ces menaces environnementales avant de s'attaquer à leurs conséquences. Nous appelons également à la fourniture de l'appui matériel nécessaire aux organismes spécialisés des Nations Unies et aux organisations régionales et internationales pour qu'ils puissent jouer leur rôle pour contrer ces menaces en développant leurs capacités d'analyse et d'évaluation, et pour faire face aux dangers évitables en établissant des mécanismes d'alerte rapide et en mettant en place des stratégies de prévention efficaces.

De nombreuses catastrophes naturelles et sanitaires, dont la plus récente est la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui n'a épargné personne, ont souligné une fois de plus l'importance de renforcer la solidarité internationale entre nos peuples et la nécessité d'envisager la reconstruction de nos systèmes économiques, financiers, sociaux et sanitaires en prenant en compte les besoins de la nature et en réduisant les impacts climatiques et les émissions de gaz toxiques. C'est une responsabilité que nous partageons tous. Cette responsabilité est partagée par tous les pays, ceux du Nord comme ceux du Sud, mais elle varie en fonction de la responsabilité de chacun s'agissant de provoquer les changements climatiques. En outre, les mesures de lutte contre les changements climatiques ne doivent pas être prises de manière unilatérale mais par tout le monde, et ne doivent pas être mises en œuvre au détriment des pays en développement et de leur droit légitime au développement, à la prospérité et à la croissance.

Pour terminer, je voudrais souligner l'engagement de la Tunisie en faveur des questions environnementales. Nous avons intégré les changements climatiques dans le texte de notre Constitution en tant que priorité nationale. Nous réaffirmons l'engagement de notre pays en faveur d'une action internationale pour faire face à ces nouvelles menaces pour la paix et la sécurité internationales, et nous réitérons notre ferme détermination à poursuivre nos efforts pour faire avancer les travaux du Conseil dans ce domaine.

Nous nous efforcerons de faire en sorte que les Nations Unies soient véritablement unies, afin que l'humanité ne s'expose pas à des dangers à la recherche d'un profit qui disparaîtra lorsque les droits de l'homme seront oubliés, ou progressivement étouffés par la propagation des gaz et des toxines qui y sont associées, car à ce moment-là, ces gaz n'épargneront personne.

Annexe 7

Déclaration de M^{me} Kaja Kallas, Première Ministre de l'Estonie

Je voudrais tout d'abord remercier le Royaume-Uni d'avoir convoqué la présente réunion à un niveau aussi élevé. J'espère qu'il n'y a nul besoin de convaincre le monde que les changements climatiques constituent une menace réelle, y compris pour notre sécurité commune. Mais le monde a certainement besoin que les dirigeants élaborent des actions, des plans et des objectifs concrets et les mettent en œuvre afin de lutter contre les changements climatiques.

Nous saluons vivement la décision des États-Unis de réintégrer l'Accord de Paris sur les changements climatiques et nous sommes prêts à coopérer de toutes les manières possibles dans ce domaine.

Je suis fier de dire que l'Union européenne montre la voie. Notre engagement à atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 sera bientôt inscrit dans la loi, et chacune de nos démarches visera à atteindre cet objectif. D'ici à 2050, nous comptons également parvenir à la neutralité climatique en tant qu'objectif national.

Même si elle est d'une importance capitale, cette décision n'a pas été facile à prendre, notamment pour l'Estonie, où la production d'énergie repose traditionnellement sur notre ressource nationale, le schiste bitumineux, qui est un combustible fossile. Cependant, mon gouvernement est fermement décidé à contribuer aux efforts mondiaux. Nous avons établi un calendrier précis pour l'élimination progressive du schiste bitumineux d'ici à 2040.

Le chevauchement entre les défis climatiques et de sécurité a été douloureusement mis en évidence lors d'un débat public du Conseil de sécurité tenu en juillet dernier (voir S/2020/751). Sept des 10 pays les plus vulnérables et les moins préparés à faire face aux changements climatiques accueillent une opération de maintien de la paix des Nations Unies ou une mission politique spéciale. Les États membres du Conseil de sécurité ne peuvent pas continuer à fermer les yeux sur ce lien entre climat et sécurité. Aujourd'hui, le Ministre allemand des affaires étrangères présentera des propositions de pays partageant les mêmes idées concernant les prochaines étapes au sein du Conseil de sécurité. Nous appuyons pleinement son message.

Nous devons reconnaître que l'urgence climatique peut représenter un danger pour la paix. Et nous devons l'intégrer dans la planification de nos politiques de sécurité et dans nos discussions ici. Le Conseil de sécurité doit faire davantage pour comprendre pleinement les risques de sécurité liés au climat et intégrer ces connaissances dans tous les aspects de son action. Il faut donner au Secrétaire général un mandat l'autorisant à collecter des données et à coordonner les politiques à cet effet.

Comme toujours, nous ne devons pas oublier les plus vulnérables. Nous savons à quel point les femmes et les enfants souffrent dans les situations de conflit. Mais les recherches confirment que les femmes et les filles sont également touchées de manière disproportionnée par les changements climatiques. Nous devons contribuer à l'autonomisation des femmes. Nous devons orienter les ressources vers les groupes de femmes locaux qui sont en première ligne de la lutte contre les changements climatiques. Nous devons reconnaître le droit des femmes à l'accès aux terres et aux ressources ainsi qu'à leur utilisation et à leur contrôle, sur un pied d'égalité avec les hommes. C'est ainsi que nous pourrions construire des communautés résilientes, non seulement pour les femmes, mais aussi pour tout le monde.

L'Estonie a choisi de coopérer avec certaines petites îles et certains pays les moins développés en matière de solutions technologiques vertes et de transfert de savoir-faire. Nous avons apporté notre appui à des systèmes d'adaptation et de communication d'urgence dans la région du Pacifique, à des systèmes de surveillance de l'eau potable dans le bassin fluvial de l'île de la Grenade et à l'élaboration de solutions basées sur l'énergie solaire dans les zones rurales du Myanmar. Mais en plus des projets individuels, nous avons besoin d'actions communes au niveau mondial.

La crise de la maladie à coronavirus (COVID-19) nous a appris que les urgences ne font aucun cas des frontières. Cependant, on s'empresse de fermer les frontières, même en ce qui concerne les données. Pour élaborer des politiques efficaces, il ne suffit pas de disposer de données exactes, il faut aussi pouvoir les partager et les utiliser. Cela signifie que les données doivent être comparables, accessibles et interopérables au niveau mondial. Et nous avons besoin d'un leadership politique.

C'est pourquoi l'Estonie a récemment lancé une nouvelle initiative de coopération. Nous proposons la création de l'Alliance des données au service de l'environnement – DEAL. La DEAL sera une coalition d'acteurs étatiques et non étatiques qui aidera le Programme des Nations Unies pour l'environnement à élaborer une stratégie mondiale en matière de données environnementales d'ici 2025. Elle vise également à améliorer les capacités nationales de gestion des données dans le monde entier. Je nourris l'espoir que tout le monde, y compris le Conseil, comprendra l'importance que revêt une gestion des données moderne répondant à des normes élevées. Je remercie toutes les personnes qui ont déjà manifesté leur intérêt.

Il ne fait aucun doute que les changements climatiques rendent le monde plus dangereux. Qui, sinon le Conseil de sécurité, doit y accorder l'attention voulue et mobiliser les énergies en amont de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ?

Annexe 8**Déclaration de M. Brigi Rafini, Premier Ministre du Niger**

[Original : français]

J'ai l'honneur de prendre la parole à ce débat de haut niveau du Conseil de sécurité, au nom du Président de la République du Niger, S. E. M Issoufou Mahamadou, qui n'a malheureusement pas pu se joindre aux membres du Conseil pour des raisons d'agenda. C'est pourquoi il m'a chargé de transmettre au Conseil de sécurité son soutien et ses vœux de plein succès au présent débat de haut niveau. À présent, je voudrais livrer le message qu'il a souhaité partager avec le Conseil.

« Qu'il me soit permis tout d'abord de saluer le Royaume-Uni pour son engagement à maintenir la question des risques sécuritaires liés au changement climatique à l'ordre du jour du Conseil. Je voudrais également remercier M. António Guterres, ainsi que M^{me} Nisreen Elsaïm pour leurs interventions et leur ferme engagement à faire prendre en compte l'impact du changement climatique sur les questions de paix et de sécurité.

Comme l'ont si bien rappelé le Secrétaire général et les autres intervenants, l'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité est de plus en plus évident. Il est aujourd'hui indéniable que les phénomènes climatiques inversent la trajectoire de développement à travers plusieurs régions du monde, amplifiant des crises humanitaires et sécuritaires.

Selon une récente étude de la Banque mondiale, « la raréfaction en eau, exacerbée par le changement climatique, pourrait affecter les économies et conduire certaines régions du monde, telle que le Sahel, à enregistrer un recul du produit intérieur brut de l'ordre de 6 %, provoquer des migrations massives de populations et générer des conflits ».

En outre, le changement climatique pourrait augmenter la faim et la malnutrition de 20 % d'ici 2050 et accroître la pauvreté, en particulier pour les 2,5 milliards de petits producteurs, dont les moyens de subsistance dépendent du climat et de son impact sur leurs conditions de production. Ainsi, au Sahel, creuset de cette réalité, le changement climatique a intensifié la compétition autour des ressources foncières, fourragères et hydriques déjà en baisse, ce qui a attisé les tensions entre éleveurs et agriculteurs et entravé les efforts de consolidation de la paix et de développement dans la région.

Mon premier message porte sur notre responsabilité collective de prendre en compte ce défi existentiel visant à un changement de paradigme. Le changement climatique et la dégradation des terres ne se limitent plus à une question d'ordre environnemental, mais s'inscrit désormais dans une vision plus large, qui lie étroitement les objectifs environnementaux aux objectifs de développement économique et social et, partant, à notre objectif commun que sont la paix, la stabilité et la sécurité du monde.

Tout comme nous l'avons fait pour la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), nous nous devons de considérer le changement climatique comme une menace à la paix et à la sécurité, et cela ne doit pas être source de division. Nous devons œuvrer, ensemble, avec encore plus d'ardeur pour traduire nos connaissances et politiques en actions concrètes. Il est donc important de comprendre les causes, les effets et la complexité du changement climatique afin de pouvoir les combattre, car notre objectif n'est pas seulement de gérer les conflits : nous avons la responsabilité fondamentale de les prévenir.

Sur cette base, mon deuxième message est un appel à l'action à travers une approche intégrée et coordonnée. Dans le cas des efforts de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de sécurité, un investissement accru dans les actions de prévention et d'anticipation dans les États fragiles pourrait limiter les conséquences humanitaires combinées du changement climatique et des conflits armés.

À cet égard, nous appelons au renforcement de la capacité du Conseil à comprendre l'impact du changement climatique sur la sécurité par la production d'un rapport régulier du Secrétaire général, qui intégrera une analyse approfondie des risques actuels et futurs, ainsi que des recommandations orientées vers l'action. J'en appelle également à une prise en compte systématique de ces risques dans les résolutions se rapportant à des contextes et situations spécifiques des pays et régions, car cela peut accroître l'efficacité des efforts de consolidation et de maintien de la paix.

En ce sens, je voudrais encourager le Conseil de sécurité à s'appuyer, autant que possible, sur le rôle consultatif de la Commission de consolidation de la paix, ainsi que sur le Groupe d'experts informel sur le climat et la sécurité, coprésidé par le Niger et l'Irlande. Ces cadres, de même que les données qui nous sont fournies par les instituts de recherche, nous permettent d'avoir une perspective sur les processus nationaux et régionaux, qui sont autant d'outils pour mieux informer le Conseil de sécurité sur les implications du changement climatique sur la paix et la sécurité. De plus, la nomination d'un envoyé spécial du Secrétaire général pour le climat et la sécurité nous semble opportune, dans la mesure où elle donnera plus de visibilité et d'efficacité à la prise en compte de cette dimension dans les actions du Conseil.

Les effets du changement climatique ne connaissent pas de frontières. Nous partageons donc la responsabilité de les gérer collectivement pour atteindre les objectifs de développement durable. Sans de meilleures stratégies d'adaptation et de renforcement de la résilience consacrée à gérer et restaurer notre capital naturel de manière responsable, le changement climatique en Afrique de l'Ouest et au Sahel continuera d'être un facteur important de risques, menaçant les moyens de subsistance des populations des zones rurales, provoquant des migrations forcées et aggravant les conflits autour de ressources naturelles de plus en plus limitées.

Mon troisième message porte sur l'importance de changer la perception sur les régions les plus affectées par les risques sécuritaires liés au climat, particulièrement le Sahel. Trop souvent, les récits et discours autour de ces zones se limitent aux défis et aux vulnérabilités. Ils ignorent les opportunités et les potentiels de ces régions en termes d'atouts naturels, démographiques et culturels.

Nous avons les capacités de tirer profit de ces opportunités à travers l'innovation technologique et la création d'emplois durables, particulièrement dans les secteurs clefs tels que l'énergie et l'agriculture. L'infrastructure énergétique limitée, la répartition de la population sur un très vaste territoire et l'aridité du climat qui étaient jadis considérées comme autant de conditions désavantageuses constituent désormais un atout pour cette région, mais également pour l'Afrique dans son ensemble.

Cette vision peut se concrétiser à condition qu'elle soit soutenue par un engagement ferme et une volonté politique conséquente. C'est pourquoi, en Afrique et particulièrement dans la région sahélienne, un grand espoir a été placé dans l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur les changements

climatiques. Cet accord a, entre autres, généré une initiative phare en Afrique, adoptée lors du Sommet africain de l'action en faveur d'une coémergence continentale, tenu au Maroc en marge de la COP 22 sur le climat, en l'occurrence, la création de trois Commissions climat pour l'Afrique, dont celle pour la région du Sahel que j'ai l'honneur de présider et qui regroupe 17 pays.

Pour son opérationnalisation, la Commission Climat pour la région du Sahel s'est dotée d'un plan d'investissement climatique d'un coût global d'environ 440 milliards de dollars, avec pour objectif de contribuer à l'effort planétaire d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et d'accroître les capacités d'adaptation et de résilience des populations sahéliennes. Il a fait l'objet d'une table ronde pour son financement et d'une réunion consultative de haut niveau que j'ai présidée le 22 septembre 2019 à New York, réunion qui a enregistré la participation de hautes personnalités, dont le Secrétaire général de l'ONU.

Pour terminer, je voudrais, au nom de la Commission Climat pour la région du Sahel, inviter chaque pays partie à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à jouer pleinement sa partition dans ses rôles et responsabilités afin de réussir ensemble à inverser la trajectoire du changement climatique. Le chemin qui reste à parcourir est encore très long, et les conséquences de l'inaction climatique encore plus désastreuses pour les générations actuelles et futures. Nous devons avancer les yeux ouverts et tous ensemble. »

Annexe 9

Déclaration de M^{me} Erna Solberg, Première Ministre de la Norvège

Je remercie le Royaume-Uni d'avoir inscrit cette question à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Je remercie également les intervenants d'avoir planté le décor. L'année 2020 a été la plus chaude jamais enregistrée. Des vagues de chaleur, des incendies de forêts et des inondations ont touché la vie de millions de personnes. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë s'élève à 270 millions. Les chocs climatiques en sont un des principaux facteurs. Au Sahel, les changements climatiques pèsent sur les écosystèmes et les moyens de subsistance. L'intensification des rivalités pour l'accès à des ressources rares alimente les conflits.

En Somalie et dans le bassin du lac Tchad, les incidences du climat permettent aux groupes armés de stimuler le recrutement. Dans la Corne de l'Afrique et au Moyen-Orient, les changements climatiques aggravent les risques de conflit. Le réchauffement des océans, la pêche illégale et la montée du niveau des mers menacent les nations côtières et les petits pays insulaires. Comme les agriculteurs du Sahel, les pêcheurs du Pacifique ont donc des difficultés à maintenir leurs moyens de subsistance.

La crise de la biodiversité et la déforestation menacent la sécurité de nombreuses personnes. Elles sont étroitement liées aux changements climatiques et peuvent faire obstacle à la paix et au développement. Nous risquons d'entrer dans une spirale négative : les changements climatiques sapent la capacité de faire face aux conflits et les conflits compromettent la résilience face aux changements climatiques.

Les changements climatiques sont en train de redéfinir le contexte de sécurité mondiale. Il n'existe toutefois pas de solution unique : nous devons adapter notre action en fonction du contexte. On estime que les changements climatiques vont provoquer le déplacement de plus de 140 millions de personnes d'ici à 2050. Douze des 20 pays les plus vulnérables face aux changements climatiques sont également en proie à des conflits violents. Nous devons réexaminer et adapter les approches suivies par le Conseil de sécurité en matière de consolidation et de pérennisation de la paix de trois manières.

Premièrement, le Conseil de sécurité a besoin d'être mieux informés des risques de sécurité liés au climat. À cet égard, les réseaux internationaux de recherche et le groupe d'experts informel sur le climat et la sécurité seront importants. Pour appuyer nos travaux, la Norvège a demandé à l'Institut norvégien des affaires internationales et à l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm de créer un réseau d'experts des pays nordiques et baltes.

Nous appuyons pleinement les travaux du mécanisme de sécurité climatique. Je relaie l'appel à la présentation de rapports réguliers au Conseil de sécurité par le Secrétaire général. Il faudrait aussi nommer un ou une représentant(e) spécial(e) sur le climat et la sécurité.

Les risques climatiques doivent être pris en compte dans toutes les activités de prévention, de maintien et de consolidation de la paix. Cela s'applique au Conseil de sécurité, mais également aux États Membres, au Secrétariat et aux dirigeants des opérations des Nations Unies.

Deuxièmement, le Conseil de sécurité doit étudier les risques climatiques dans les contextes nationaux spécifiques, en se fondant sur les rapports de pays et les exposés. L'ONU doit être à l'avant-garde de la diplomatie préventive. Pour parvenir à des solutions durables, notre diplomatie pour la paix doit tenir compte des conditions climatiques et notre action climatique doit quant à elle prendre en compte les risques de conflit.

Troisièmement, nous devons renforcer nos partenariats au sein du système des Nations Unies et au-delà. Nous devons collaborer étroitement avec les États touchés et les organisations régionales et garantir la participation active de groupes divers, notamment les femmes et les jeunes.

Dans de nombreux pays, les acteurs nationaux chargés de la sécurité ont compris les menaces à la sécurité que posent les changements climatiques. Même si les changements climatiques peuvent donner lieu à des problèmes de sécurité au sens classique du terme, il n'existe en revanche pas de solutions sécuritaire dans ce domaine. Notre première ligne de défense consiste en une action climatique ambitieuse. Elle doit commencer par la pleine mise en œuvre de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'action climatique repose sur la coopération multilatérale. Nous devons investir dans la capacité des communautés de s'adapter et de faire face aux chocs et aux crises climatiques. Cela permettra de réduire les risques et, en retour, de rompre le cycle des mesures à court terme pour évoluer vers des solutions durables.

Nous avons tous la responsabilité de lutter contre les changements climatiques et de maintenir la paix et la sécurité, en particulier pour les générations à venir. Je suis fermement convaincue que le Conseil de sécurité jouera un rôle important dans ces efforts. Ce faisant, le Conseil sera mieux préparé à maintenir la paix et la stabilité internationales.

Annexe 10**Déclaration de M. Ralph Gonsalves, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Saint-Vincent-et-les Grenadines**

Saint-Vincent-et-les Grenadines félicite le Royaume-Uni de nous donner l'occasion d'examiner les risques de sécurité liés au climat. Nous saluons son dévouement et son dynamisme constants sur cette question, en particulier dans l'optique de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Je remercie également les intervenants de leurs observations perspicaces sur ce sujet vital.

En tant qu'organe ayant la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité est tenu de lutter contre les conséquences des changements climatiques, comme le veut son mandat. Ne pas lutter contre leurs effets débilissants sous l'angle de la paix et de la sécurité reviendrait en partie à renoncer à nos responsabilités. Aussi est-il temps que le Conseil envisage sérieusement d'adopter un projet de résolution sur la question et d'élaborer une approche cohérente, en vue de parvenir à un consensus opérationnel.

Nous réaffirmons que la CCNUCC est le principal organe de lutte contre les changements climatiques et que l'Accord de Paris est une composante majeure de notre système international fondé sur des règles. Dans le même temps, nous reconnaissons que le Conseil de sécurité a un rôle à jouer, sans empiéter toutefois sur les prérogatives de l'organe de décision inclusif de la CCNUCC. De même, nous devons travailler avec la Commission de consolidation de la paix et l'Assemblée générale pour lutter efficacement contre les risques climatiques et ceux liés à la sécurité dans l'ensemble des problèmes concernant l'aide humanitaire, le développement durable, les pandémies sanitaires, la paix et la sécurité.

Saint-Vincent-et-les Grenadines réitère que la première chose à faire pour prévenir ou contenir les risques de sécurité liés au climat est que les grands émetteurs historiques honorent, et en vérité dépassent, les engagements pris dans l'Accord de Paris. L'action mondiale doit s'accélérer pour maintenir le réchauffement à moins de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels, conformément à nos responsabilités communes mais différenciées. En effet, autour de cette table virtuelle sont réunis les acteurs qui peuvent avoir le plus fort impact sur la prévention des conflits liés au climat, en réduisant de manière rationnelle et globale leurs émissions et en honorant les engagements financiers relatifs aux mesures d'adaptation, en sus des obligations déjà convenues en matière d'aide publique au développement.

Les changements climatiques représentent une menace existentielle pour nous tous, mais ils continuent de toucher de manière disproportionnée les plus vulnérables d'entre nous, notamment les petits pays insulaires et les pays touchés par des conflits. En tant que petit État insulaire en développement, Saint-Vincent-et-les Grenadines ne connaît que trop les conséquences des chocs climatiques de plus en plus intenses en raison de ses vulnérabilités et de ses fragilités structurelles singulières. Dans notre région des Caraïbes, il est devenu malheureusement très courant que le produit intérieur brut d'une année entière soit anéanti du jour au lendemain par un ouragan, alors même que nous sommes freinés par un accès insuffisant, à des conditions favorables, à l'architecture financière mondiale. Nos frères et sœurs des États insulaires de faible altitude sont confrontés à une menace existentielle qui est aussi évidente que présente et qui suscite des préoccupations considérables pour leur souveraineté et, par extension, pour la paix internationale. Nous sommes solidaires des pays touchés par des conflits dans lesquels les changements climatiques exacerbent l'insécurité alimentaire et les crises humanitaires, attisent les rivalités autour des ressources, alimentent les troubles politiques et créent d'importantes difficultés socioéconomiques.

L'île sœur d'Haïti est une des plus exposées aux effets des risques climatiques dont l'intensité et la fréquence vont croissant. Les catastrophes naturelles touchent durement ce pays, du fait en partie de l'abattage de ses forêts, de l'utilisation abusive de ses ressources forestières et de ses obligations au titre du paiement de dettes imposées de l'extérieur. Un autre exemple terrible est celui du Sahel : nous ne verrons pas la fin des cycles complexes de conflit si nous ne frappons pas au cœur de la bataille qui se livre pour des ressources de plus en plus limitées sur fond de changements climatiques et de sécheresse.

Il est évident que l'ensemble des problèmes découlant des effets des changements climatiques figurent parmi les principaux moteurs contemporains de l'insécurité mondiale. Aucun pays n'y échappe.

Il existe des solutions à ces crises provoquées par l'homme. Si nous voulons aborder efficacement ces situations complexes, nous devons intégrer les dimensions climatiques dans le travail du Conseil. À cette fin, nous sommes favorables à ce que le Secrétaire général nous présente des rapports plus détaillés sur les questions pertinentes et à ce que le Conseil prennent ses décisions à l'aune des données sur les risques climatiques. Nous appuyons également la nomination d'un ou une envoyé(e) spécial(e) sur le climat et la sécurité ; une formation plus approfondie du personnel des Nations Unies pour lui permettre de faire face aux conséquences des changements climatiques sur la sécurité ; et l'intégration de conseillers climatiques dans les missions de maintien de la paix.

Lorsqu'il définit les mandats qu'il confie, le Conseil de sécurité doit également accorder une attention particulière aux principaux défis et approches en matière de sécurité climatique énoncés par les gouvernements des États touchés par un conflit, notamment dans leurs contributions déterminées au niveau national et leurs plans nationaux d'adaptation. Par ailleurs, la création récente d'un groupe informel d'experts sur le climat et la sécurité, composé de membres du Conseil de sécurité, est une évolution prometteuse dont Saint-Vincent-et-les Grenadines est fière de faire partie.

En cette soixante-seizième année d'existence de l'Organisation des Nations Unies, l'heure est venue pour le Conseil de sécurité de relever les défis découlant des risques sécuritaires liés au climat. Les changements climatiques ont rendu obsolètes les approches traditionnelles de la gestion des conflits. Aujourd'hui, la Charte des Nations Unies, mais aussi l'avenir de l'humanité tout entière exigent davantage de nous.

Annexe 11**Déclaration de M. Nguyen Xuan Phuc, Premier Ministre du Viet Nam**

Je salue l'initiative prise par le Gouvernement britannique et la présidence du Conseil de sécurité d'organiser aujourd'hui l'important débat public du Conseil sur l'action à prendre face aux risques climatiques pesant sur la paix et la sécurité internationales. Je tiens à remercier le Secrétaire général António Guterres et la Présidente du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques, Nisreen Elsaïm, de leurs exposés éclairants sur les questions de fond ainsi que de leurs recommandations.

La Terre, notre planète bleue et notre maison commune, souffre des graves conséquences des changements climatiques. L'année 2020 a été l'une des trois années les plus chaudes de l'histoire moderne, entraînant une suite ininterrompue de phénomènes dévastateurs, notamment des inondations, des sécheresses, des feux de brousse, une élévation du niveau de la mer et l'apparition sans précédent de la maladie à coronavirus (COVID-19).

Ces calamités font peser un lourd fardeau sur la vie politique et socioéconomique de nombreux pays. Elles ont provoqué le chômage et la pauvreté, touché les moyens de subsistance de centaines de millions de personnes et risqué de créer des situations d'instabilité ou d'exacerber les conflits actuels dans de nombreux pays et régions, menaçant ainsi la paix et la sécurité internationales. Qui plus est, les conflits et les instabilités risquent d'éroder davantage la capacité de résistance des pays et de les priver de ressources précieuses qui pourraient être utilisées pour s'attaquer aux défis des changements climatiques.

C'est pourquoi je propose que le Conseil de sécurité, dont la mission suprême est le maintien de la paix et de la sécurité internationales, galvanise les efforts collectifs et constants de la communauté internationale en prenant les mesures suivantes.

Premièrement, une approche globale et équilibrée est nécessaire pour traiter les liens entre les défis traditionnels et non traditionnels en matière de sécurité. Il s'agit notamment de s'attaquer aux causes profondes des conflits, telles que la pauvreté, les inégalités, la politique de la force, l'ingérence unilatérale et la coercition. Le strict respect de la Charte des Nations Unies et du droit international doit véritablement devenir une norme de comportement pour les pays dans les relations internationales.

Deuxièmement, si nous voulons que le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Accord de Paris sur les changements climatiques soient véritablement mis en œuvre, le Conseil de sécurité et la communauté internationale doivent affecter davantage de ressources à l'appui des pays en développement, des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays sans littoral, qui sont les plus touchés par les changements climatiques et qui manquent également de compétences spécialisées et de moyens.

Troisièmement, je nourris l'espoir que le Conseil de sécurité continuera à renforcer sa capacité d'alerte rapide et à consolider son rôle de médiation, de prévention et de règlement des conflits dans toutes les régions, notamment en resserrant la coopération avec les organisations régionales.

Quatrièmement, afin de gérer harmonieusement le lien entre les changements climatiques et la sécurité, il est nécessaire de continuer à défendre les principes de respect de la souveraineté, de l'appropriation nationale et des responsabilités principales des États. Les intérêts communs des populations et des peuples, en particulier des groupes vulnérables, doivent être placés au cœur de toutes les stratégies et de tous les plans nationaux et mondiaux d'action en faveur du climat.

Selon la Banque mondiale, le Viet Nam fait partie des six pays les plus gravement touchés par les changements climatiques. C'est pourquoi le Gouvernement vietnamien a mis en œuvre une réponse active et efficace aux changements climatiques, faisant preuve d'une forte volonté politique et définissant les grandes orientations à suivre. Le Viet Nam a consenti d'importants efforts pour s'acquitter de ses engagements internationaux en matière de changements climatiques au titre du Programme 2030 et de l'Accord de Paris. À cet égard, nous appuyons tous les efforts visant à relever les défis liés au climat au sein du Conseil de sécurité et dans d'autres instances multilatérales.

J'espère que la communauté internationale fournira au Viet Nam une aide et des ressources supplémentaires afin qu'il puisse mieux honorer ses engagements. Le Viet Nam travaillera en étroite collaboration avec les autres membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et appuiera la coopération entre l'ASEAN et l'ONU.

Le monde ploie sous le fardeau de la lutte contre la maladie à coronavirus (COVID-19). Pour répondre à l'appel du Secrétaire général à faire la paix avec la nature, qui sera la grande œuvre du XXI^e siècle, nous devons prendre des mesures audacieuses et renforcer l'unité internationale. Je suis convaincu que les défis posés par les changements climatiques peuvent être transformés en moteurs du changement, contribuant à favoriser un avenir de paix et de développement plus durable pour les générations à venir.

Annexe 12**Déclaration de M. Simon Coveney, Ministre des affaires étrangères et de la défense de l'Irlande**

Je remercie le Président. Je voudrais commencer par le féliciter, ainsi que le Royaume-Uni, pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité et d'avoir organisé le présent débat très important à un niveau aussi élevé. J'aimerais également remercier le Secrétaire général António Guterres de ses observations et de son rôle de chef de file sur cette question, ainsi, bien sûr, que l'intervenante, M^{me} Nisreen Elsaïm, de son important exposé.

Grâce au travail de toute une vie, David Attenborough a fait entrer dans nos foyers les merveilles, mais aussi la vulnérabilité de la riche biodiversité de notre planète, un patrimoine commun que nous devons aux générations futures de protéger et de préserver. Les changements climatiques constituent l'enjeu qui définit notre génération. Si rien n'est fait, chaque coin de notre planète en souffrira. Aucun aspect de nos sociétés ne sera épargné. Nous avons besoin d'une action urgente et collective de tous les piliers du système multilatéral, y compris le Conseil de sécurité, si nous voulons relever ce défi.

La façon dont nous réagissons aujourd'hui déterminera notre avenir commun demain, et nous avons tous un rôle à jouer. L'Irlande, ainsi que le reste de l'Union européenne, seront au rendez-vous. L'Irlande passera à une économie à zéro émissions nettes d'ici à 2050. Comme tous les autres pays, l'Irlande ressent déjà les effets des changements climatiques, et elle prend des mesures d'atténuation. Ces mesures à elles seules ne suffiront toutefois pas à préserver notre avenir, et nous le savons.

Comme l'a dit le Premier Ministre Boris Johnson, nous devons investir davantage dans les mesures d'adaptation et de résilience afin de protéger les plus pauvres et les plus vulnérables contre les effets des changements climatiques, en particulier dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

Les pays qui ont des moyens, tels que l'Irlande, doivent être les premiers à agir. Ce faisant, nous devons examiner la qualité de notre financement de l'action climatique alors que nous nous employons à l'augmenter. À cet égard, dans la perspective de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26) et de la suite des événements, nous devons écouter les voix de ceux qui sont le plus touchés par les changements climatiques et les laisser nous guider, en particulier dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

Non contents d'écouter, nous devons aussi encourager le rôle critique de ces pays dans les processus de prise de décisions sur le climat. Dans cet esprit, nous avons eu le plaisir de collaborer étroitement avec le Royaume-Uni sur la question de l'adaptation et de la résilience dans le cadre de l'Initiative Action pour l'adaptation et la résilience. Cette initiative, dirigée par les pays les moins avancés, vise à augmenter durablement la part du financement de l'action climatique qui parvient au niveau local pour des activités d'adaptation vitales, afin de la faire passer de 10 % actuellement, selon les estimations, à 70 % d'ici à 2030.

Il est urgent d'agir pour combattre les effets des changements climatiques sur notre environnement et notre écosystème mondial complexe. Nous attendons avec intérêt les négociations qui se dérouleront à l'occasion de la COP 26 à Glasgow plus tard cette année, et nous espérons que des progrès réels pourront être réalisés, à partir des acquis de l'Accord de Paris sur le climat.

Les changements climatiques ont de nombreuses incidences complexes, en particulier sur la paix et la sécurité internationales, qui relèvent précisément de la compétence du Conseil de sécurité. Elles sont au cœur de notre débat aujourd'hui. Il est clair que les changements climatiques provoquent déjà des bouleversements, agissant sur les personnes ainsi que sur la sécurité et la stabilité des sociétés dans le monde entier. C'est le témoignage qui nous revient quotidiennement des quatre coins du monde – des petits États insulaires, de nos partenaires africains et des régions touchées par des inondations ou des incendies de forêt dévastateurs.

Au Sahel, et plus particulièrement dans les pays riverains du lac Tchad, nous voyons comment les conflits et les problèmes climatiques se conjuguent et limitent la disponibilité des ressources naturelles et l'accès à ces ressources. Cela amplifie les tensions entre les fermiers et les autres populations, ce qui en retour déclenche des violences. Dans toute la Corne de l'Afrique, les chocs multiples et récurrents provoqués par les sécheresses et les inondations sapent la résilience et les moyens de subsistance des communautés, créant des conditions que les groupes armés exploitent pour exercer leur influence et recruter de nouveaux membres.

Le Conseil de sécurité a déployé des missions de maintien de la paix dans huit des 15 pays les plus exposés aux risques climatiques. Si cela ne nous interpelle pas, je ne sais pas ce qui le fera.

La relation entre le climat et la sécurité est complexe. L'instabilité politique mine les efforts visant à renforcer la résilience face aux changements climatiques, et les effets des chocs climatiques sont aggravés lorsque les institutions sont affaiblies ou en déroute. Nous devons prendre en compte ces liens entre le climat, l'insécurité et la paix dans le cadre de nos activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix mais aussi au titre de nos responsabilités en tant que membres du Conseil. Nous devons améliorer notre compréhension collective de ces liens afin de pouvoir prendre de mesures efficaces.

L'Irlande est fière de s'associer au projet « Weathering Risk » pour contribuer à guider notre action au Conseil de sécurité et au-delà. Nous sommes déterminés à mieux comprendre non seulement la manière dont les changements climatiques contribuent à l'insécurité, mais également l'incidence que peut avoir l'action climatique sur la consolidation de la paix. Nous voulons utiliser ces connaissances pour mettre l'accent sur le climat et la sécurité durant notre mandat au Conseil. En collaboration avec le Niger, nous présidons le groupe d'experts informel sur le climat et la sécurité, qui est composé de membres du Conseil de sécurité. Ce groupe constitue un cadre fondamental pour partager des informations sur le pourquoi et le comment de l'action climatique dans le contexte de la consolidation et de la pérennisation de la paix. Nous allons aussi faire équipe avec Nauru et l'Allemagne, qui président le Groupe des Amis sur le climat et la sécurité. Si le Conseil doit se mobiliser, il est indispensable qu'il travaille avec la communauté des nations à cet effet.

Le message principal que l'Irlande souhaite faire passer aujourd'hui est que la prise en compte des questions climatiques dans les débats et l'action du Conseil de sécurité renforcera la prévention des conflits et contribuera aux efforts de consolidation de la paix. Il est évident que l'action climatique à elle seule ne permettra pas d'instaurer la paix. Nous en sommes conscients. Toutefois, en l'absence d'action climatique, la paix sera moins durable dans de nombreuses régions du monde.

L'Irlande suivra une démarche concrète et orientée vers l'action. Nous sommes conscients que nos soldats de la paix luttent déjà contre des crises climatiques. Lorsque des risques de sécurité liés au climat existent, les opérations de maintien de la paix doivent être dotées de mandats clairs et de ressources suffisantes.

Nous sommes également conscients des dimensions sexospécifiques des changements climatiques, dont les effets menacent tout particulièrement les femmes et les filles. Ces dimensions sont également primordiales dans nos efforts de lutte contre les changements climatiques, et nous devons garantir la participation pleine et entière, et sur un pied d'égalité, des femmes aux processus de prise de décisions liées aux questions climatiques et à la gestion des ressources naturelles.

Nous devons par ailleurs collaborer étroitement avec les jeunes, qui ont dans certains cas fait preuve de solidarité et d'un dynamisme extraordinaire en matière de lutte contre les changements climatiques à l'échelle mondiale. Le fait d'écouter et de comprendre les préoccupations et les points de vue des générations futures ne nous exonère cependant pas de la responsabilité qui nous incombe de montrer la voie aujourd'hui.

La lutte mondiale contre l'urgence climatique donne également des raisons d'espérer, ce dont nous avons besoin en ce moment. La grande majorité des États Membres de l'ONU veut agir de concert pour nous permettre de remédier à un des plus graves problèmes qu'ait jamais connu l'humanité. Nous pouvons et devons lutter contre les menaces à la paix et à la sécurité mondiales que posent les changements climatiques et renforcer ce faisant la coopération mondiale.

Les changements climatiques sont un défi à l'humanité toute entière. Je suis cependant optimiste et, pour reprendre les mots de James Joyce, « Je serai demain, ou un jour prochain, ce que je crée aujourd'hui ». Nous devons aujourd'hui repartir de zéro et conjuguer nos efforts. Cette année est importante pour l'action climatique, en particulier dans la perspective de la COP 26.

Annexe 13**Déclaration de M. Marcelo Ebrard Casaubón, Ministre des relations extérieures du Mexique**

[Original : espagnol]

Le Mexique remercie le Premier Ministre du Royaume-Uni, Boris Johnson, d'avoir convoqué le présent débat sur les effets des changements climatiques sur la paix et la sécurité internationales.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a montré que la sécurité internationale ne pouvait plus être envisagée uniquement sous l'angle des menaces traditionnelles. Les menaces sont multidimensionnelles et liées à des défis en matière de développement socioéconomique. Il incombe au Conseil de sécurité d'agir sans délai pour faire face aux problèmes actuels dans le domaine du maintien de la paix.

Le Secrétaire général nous rappelle sans cesse que les incendies, les inondations et d'autres événements climatiques extrêmes ont empiré dans toutes les régions du monde et que le risque d'une catastrophe éventuelle, qui verrait une hausse de plus de 3°C des températures mondiales, a augmenté. L'insécurité alimentaire, la raréfaction de l'eau, les sécheresses et les inondations ont atteint des niveaux alarmants dans plusieurs régions du monde, mais elles touchent surtout les communautés en proie à des conflits, et plus particulièrement les femmes.

Les changements climatiques doivent être abordés de manière multilatérale par une approche globale et cohérente à l'échelle de tout le système des Nations Unies. Le Mexique ne ménagera aucun effort pour que la prochaine Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow, soit couronnée de succès et puisse définir les grandes lignes des actions à mener en vue d'assurer une reprise durable après la pandémie.

Nous saluons le retour des États-Unis au sein de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et leur engagement renouvelé envers un outil efficace auquel le Mexique a toujours cru : le multilatéralisme. Les changements climatiques nécessitent une réponse internationale coordonnée, qui mette l'accent sur la conservation des écosystèmes et appuie les engagements en matière d'atténuation et d'adaptation. À cet égard, le Mexique vient de soumettre une mise à jour de sa contribution déterminée au niveau national, dans le respect de ses engagements au titre de l'Accord de Paris.

Au sein de la Commission mondiale sur l'adaptation, le Mexique promeut des solutions fondées sur la nature, telles que les infrastructures durables qui favorisent la récupération, la résilience et les investissements afin de réduire les inégalités socioéconomiques.

Le Mexique est pour un équilibre entre les ressources financières, l'attention politique et les efforts consacrés à l'adaptation en plus de ceux qui sont orientés uniquement vers l'atténuation. Il estime que l'adaptation est une question d'intérêt prioritaire étant donné qu'il est urgent de donner aux communautés et aux personnes les plus vulnérables les moyens de faire face aux effets des changements climatiques.

À cet égard, la prévention est un élément fondamental de notre politique globale de gestion des risques. Nous considérons également que la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) doit renforcer les activités entreprises au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba, entre autres processus multilatéraux, créer des synergies et s'harmoniser avec celles-ci.

Une analyse rigoureuse des principaux risques et de leur contexte spécifique permettrait au Conseil de sécurité d'identifier en temps utile les situations et les domaines dans lesquels les effets des changements climatiques pourraient avoir des effets multiplicateurs influant sur la paix et la sécurité internationales. Cela permettrait de prendre des mesures préventives afin d'éviter ou d'atténuer les catastrophes humanitaires.

La création du groupe informel d'experts du Conseil chargé d'assurer le suivi du lien entre les changements climatiques et la sécurité est donc opportune et bienvenue. Le groupe, qui pourra s'appuyer sur les études réalisées par le mécanisme de sécurité climatique axé sur la coopération au sein du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, est un exemple du type de mesures concrètes qui nous aideront à renforcer les capacités dont le système a besoin.

La pandémie actuelle de COVID-19 et ses conséquences, en particulier dans les contextes les plus fragiles, ont mis en évidence l'urgence de protéger les personnes et leurs moyens de subsistance et de garantir une consolidation durable de la paix.

Nous pensons comme le Secrétaire général que le redressement post-pandémie est une occasion de reconstruire en mieux et que nous devons mettre en œuvre des changements transformateurs. C'est pourquoi le Mexique réaffirme son engagement à faire de la lutte contre les changements climatiques une priorité et redit sa volonté d'œuvrer de concert pour trouver des solutions globales, multidimensionnelles et structurelles aux problèmes environnementaux afin de construire des sociétés plus égalitaires, plus durables et plus résilientes.

Annexe 14

Déclaration de M. Prakash Javadekar, Ministre de l'environnement, des forêts et des changements climatiques de l'Inde

Je voudrais commencer mon intervention par un court hymne tiré du Sukla Yajurveda.

« Que l'équilibre règne dans l'espace, le ciel, sur Terre ! Qu'il y ait de la croissance dans les plantes, dans les arbres ! Que la grâce soit en Dieu et la félicité dans l'âme. Que l'équilibre règne en toute chose et que cette paix soit avec chacun d'entre nous ! ».

De ce message védique, il ressort clairement que l'environnement appartient à tous les êtres vivants et qu'il doit donc être protégé par tous et pour le bien-être de tous.

Les changements climatiques constituent l'enjeu qui définit notre époque. Si nous ne prenons pas collectivement des mesures radicales, l'adaptation à leurs effets sera forcément plus difficile et plus coûteuse, voire impossible.

La communauté mondiale a abordé la question des changements climatiques par le biais de divers mécanismes, notamment la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et l'Accord de Paris négocié en vertu de cette convention. Ensemble, ils représentent un effort démocratique mondial à l'équilibre délicat dont l'objectif est de prendre des mesures en faveur du climat d'une manière déterminée au niveau national, sur la base de certains principes fondamentaux dont il a été convenu, au premier rang desquels celui des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, et qui doivent sous-tendre toutes les discussions futures sur les changements climatiques. Par conséquent, avant de commencer à examiner la question d'une approche sécuritaire du climat, nous devons nous assurer que nous ne sommes pas en train de créer un volet climatique parallèle dans lequel ces mécanismes et ces principes sont écartés ou ne sont pas dûment pris en compte.

Le rapport spécial de 2019 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, intitulé « Changement climatique et terres émergées », indique que les événements météorologiques et climatiques extrêmes ou les événements à progression lente pourraient entraîner une augmentation des déplacements, une perturbation des chaînes alimentaires et des menaces sur les moyens de subsistance et contribuer à exacerber les tensions menant aux conflits. Même les meilleures données scientifiques disponibles affirment que les changements climatiques, s'ils exacerbent les conflits, n'en sont pas la raison et ne menacent pas la paix et la sécurité.

Il n'existe pas de méthodologie commune et largement acceptée pour évaluer les liens entre les changements climatiques, les conflits et la fragilité. La fragilité et l'impact climatique sont très spécifiques au contexte. En outre, les évaluations de la paix et des conflits, mais aussi celles des vulnérabilités se heurtent à des difficultés importantes en termes de disponibilité des données et de mesure de l'impact.

Dans un certain nombre de contextes fragiles, dans lesquels les gouvernements ont du mal à fournir des services de base en raison de problèmes de capacité et de légitimité, les cas d'urgence chronique et les risques de famine sont en grande partie dus à la persistance de la violence politique qui perturbe les récoltes et l'acheminement de l'aide plutôt qu'aux seuls facteurs climatiques. Cela souligne l'idée selon laquelle il n'est possible de brosser un tableau complet de la vulnérabilité climatique qu'après avoir évalué si l'État a la capacité d'être le principal intervenant face à des dynamiques environnementales, sociales, économiques et sécuritaires interdépendantes.

Les contributions déterminées au niveau national portent essentiellement sur les engagements en matière d'atténuation et les exigences en matière d'adaptation qui, collectivement, déterminent si les pays atteindront l'objectif de Paris consistant à limiter l'augmentation moyenne mondiale des températures tempérées bien en deçà de 2°C. Il n'existe aucune disposition exigeant des parties qu'elles communiquent des informations sur les risques de sécurité liés au climat dans leurs contributions. En outre, une analyse approfondie des contributions déterminées au niveau national soumises au cours du premier cycle montre que les États Membres considèrent les changements climatiques comme un risque pour le bien-être de leurs citoyens et, dans une certaine mesure, pour leurs économies, mais jamais comme un risque pour la stabilité sociale, la souveraineté nationale ou le fonctionnement de l'État. Sur les 16 pays qui avaient soumis une mise à jour de leurs contributions au secrétariat de la CCNUCC avant octobre 2020, aucun n'a présenté les changements climatiques comme un risque pour la paix et la stabilité.

Le but de l'action climatique ne doit pas être de reporter à 2050 l'horizon de nos ambitions climatiques. Il est important que les pays honorent les engagements qu'ils ont pris avant 2020. L'action climatique doit aller de pair avec la mise en place d'un cadre pour apporter aux pays qui en ont besoin un soutien financier et technique et un appui au renforcement des capacités.

Si les changements climatiques ne sont pas directement ou intrinsèquement à l'origine de conflits violents, leurs liens avec d'autres facteurs sociaux, politiques et économiques sont toutefois susceptibles d'exacerber les vecteurs de conflit et de fragilité et d'avoir des effets négatifs sur la paix, la stabilité et la sécurité. C'est précisément la raison pour laquelle les contributions déterminées au niveau national des pays en développement comprennent des informations sur les activités d'adaptation et les besoins en termes de financement, de mise au point et de transfert des technologies, de renforcement des capacités et de transparence. Pourtant, alors que l'engagement, pris par les pays développés, de mobiliser conjointement 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour appuyer l'action climatique dans les pays en développement est au cœur des accords sur le climat depuis 2009, nous attendons toujours qu'il soit concrétisé.

Les incidences des changements climatiques et les risques de sécurité qui y sont associés ont des dimensions de genre importantes. Pour les femmes et les filles, les interactions entre changements climatiques et paix et sécurité se perçoivent de manière directe et profonde. Les femmes étant souvent les pourvoyeuses de nourriture, d'eau et d'énergie pour leurs familles, elles risquent d'avoir davantage de difficultés à accéder aux ressources en raison des changements climatiques.

En tant que principales dispensatrices de soins, les femmes sont souvent en première ligne des changements climatiques et disposent de connaissances et d'une expérience particulières qui leur permettent de contribuer à l'élaboration de stratégies d'adaptation efficaces. Il est urgent de promouvoir et de soutenir une participation effective des femmes et des groupes marginalisés aux processus de planification et d'élaboration des politiques relatives aux changements climatiques au niveau national.

L'Inde a pris des mesures importantes pour lutter contre les changements climatiques, et elle a tenu ses engagements. Ses stratégies d'atténuation ont mis l'accent sur des systèmes énergétiques propres et efficaces ; sur un réseau de transport collectif urbain écologique, sûr, intelligent et durable ; sur un boisement planifié ; et sur l'intégration d'une réflexion écologique dans tous les secteurs de production et de consommation.

Parmi les pays du Groupe des Vingt, l'Inde est le seul étant en bonne voie de respecter ses engagements en matière d'atténuation des changements climatiques. Nous n'allons pas seulement atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, nous allons les dépasser. Le programme d'énergie solaire de l'Inde connaît actuellement la croissance la plus rapide au monde. Nous avons élargi à plus de 80 millions de foyers l'accès à un combustible de cuisson propre. Il s'agit de l'un des plus grands projets d'énergie propre au monde. Les engagements que nous avons pris récemment, s'agissant notamment d'installer 450 gigawatts d'énergie renouvelable, d'éliminer le plastique à usage unique, d'électrifier 100 % des chemins de fer et de créer un puits de carbone supplémentaire en restaurant 26 millions d'hectares de terres dégradées, n'ont fait que renforcer nos ambitions en matière de climat.

L'Inde est convaincue que le seul moyen de générer une action persistante, positive et de longue haleine dans le domaine des changements climatiques est de nouer des partenariats, en prenant des mesures collectives qui auront une incidence durable. Ainsi, l'Alliance internationale pour l'énergie solaire et la Coalition pour une infrastructure résiliente face aux catastrophes sont deux initiatives indiennes qui ont été lancées pour relever les défis des changements et de l'adaptation climatiques.

Les pays ont une occasion importante d'intégrer le développement à faible intensité de carbone dans leurs mesures de sauvetage et de relèvement liées à la maladie à coronavirus (COVID-19) et dans les stratégies d'atténuation à long terme qui devraient être annoncées lorsque la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26) se tiendra en 2021.

Pour mieux intégrer l'adaptation aux changements climatiques et la consolidation de la paix, nous suggérons la mise en place de structures de gouvernance solides aux niveaux local, national et régional pour faire face aux risques liés au climat et à la fragilité. Cela permet non seulement d'améliorer la perception publique de la légitimité des gouvernements, mais aussi de renforcer la capacité des États à lutter contre les risques climatiques avant qu'ils ne soient touchés par la fragilité. Les pays donateurs devraient accroître l'assistance financière et technologique et l'appui au renforcement des capacités qu'ils accordent aux États fragiles, afin de les aider à mettre en place les stratégies d'adaptation et d'atténuation nécessaires pour lutter contre les incidences des changements climatiques.

Comme le mahatma Gandhi l'a dit un jour, « il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité ». Optons donc pour un mode de vie plus respectueux du climat en adoptant une voie de développement à faible intensité de carbone, qui soit fonction de nos besoins et non pas de notre avidité. Nous devons considérer les changements climatiques comme un signal d'alarme, et comme une occasion de renforcer le multilatéralisme et de rechercher des solutions équitables et inclusives pour léguer aux générations futures un monde plus vert, plus propre et plus durable.

Puissent tous les êtres doués de sensibilité être en paix, puisse personne ne tomber malade, puissent tous voir ce qui est prometteur, puisse personne ne souffrir. Paix, paix, paix.

Annexe 15**Déclaration de M. John F. Kerry, Envoyé spécial du Président des États-Unis pour le climat**

Je vous remercie vivement, Monsieur le Président. C'est un plaisir de voir le Ministre britannique des affaires étrangères, M. Raab. Je remercie le Premier Ministre Boris Johnson d'avoir organisé cette discussion essentielle et, naturellement, de son leadership et de son partenariat tandis que nous nous préparons tous à la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26). Je tiens également à remercier le Secrétaire général António Guterres de saisir toutes les occasions de tirer la sonnette d'alarme sur la crise climatique. Je remercie également le Président Macron et la Première Ministre Solberg du rôle de tout premier plan qu'a joué l'Europe durant l'absence de notre pays – que beaucoup d'entre nous ne peuvent que qualifier d'inexcusable – à ce débat. Nous sommes reconnaissants à l'Europe d'avoir répondu présent.

C'est un vrai plaisir que d'avoir le privilège de prendre la parole devant le Conseil de sécurité aujourd'hui, et je remercie tous mes collègues, ceux qui ont apporté leur contribution, ainsi que mon homologue indien, le Ministre Javadekar, d'avoir rappelé – c'était important – les grands enjeux dans ce contexte.

Je pense qu'il est particulièrement important que nous soyons réunis au Conseil de sécurité, car la crise climatique est incontestablement une question relevant du Conseil de sécurité. Depuis des années, le Pentagone, aux États-Unis, qualifie les effets des changements climatiques de multiplicateur de risque. En l'occurrence, il s'agit de l'un des problèmes de sécurité les plus complexes et les plus contraignants auxquels nous ayons jamais été confrontés, il me semble. On nous répète sans cesse qu'ils menacent notre existence même, et pourtant, malgré des incidences susceptibles d'exacerber les tensions politiques, sociales et économiques en place, le monde n'a toujours pas, en toute honnêteté, réagi avec le sentiment d'urgence qui s'impose.

Lorsque, comme d'autres orateurs l'ont mentionné, les agriculteurs ne parviennent plus à gagner leur vie parce que les conditions météorologiques sont extrêmes et imprévisibles, leur désespoir ne fait que s'accroître. Lorsque des populations déjà pauvres perdent l'accès à l'eau et que la chaleur les chasse de leurs foyers, comme c'est le cas actuellement, les braises du conflit s'attisent plus intensément et plus rapidement. Les études nous ont prévenus : des centaines de millions de personnes pourraient être déracinées. Non seulement les migrations de masse peuvent provoquer des crises humanitaires, mais nous savons aussi que, si elles ne sont pas bien gérées, elles compromettent la paix et la stabilité.

Il est donc impératif de discuter de cette question ici, au Conseil de sécurité, parce que, lorsque nous parlons de la crise climatique, nous parlons de notre sécurité – de celle de toutes les nations et de tous les citoyens –, de la sécurité économique, de la sécurité alimentaire, de la sécurité énergétique et, oui, de la sécurité physique aussi.

Les éléments probants, les preuves scientifiques nous interpellent avec force mais, tout comme les êtres humains ont fait les choix qui nous ont amenés jusqu'ici, nous pouvons faire les choix qui nous mèneront jusqu'à un point plus favorable. Nous pouvons renforcer la résilience. Nous pouvons même nous adapter à nombre des impacts attendus.

La triste réalité est que, si l'on regarde une carte des États les plus fragiles au monde et qu'on la superpose sur la carte des États les plus vulnérables à des incidences climatiques dévastatrices, on voit très précisément à quel point les deux cartes correspondent. D'après les projections, bon nombre des régions où nous nous

employons à consolider la paix et à prévenir les conflits seront les points chauds, littéralement, de la crise qui s'annonce. Et nous savons, comme l'a décrit avec force M^{me} Elsaïm, que le conflit et la crise climatique sont liés dans des endroits comme le Soudan et tant d'autres. Nous ne pouvons tout simplement pas ignorer la façon dont le climat affecte ces régions. Au contraire, les incidences climatiques doivent être reflétées dans tous les aspects de la prise de décision de cet organisme et dans les rapports sur le terrain.

La bonne nouvelle est que, même si nous nous attachons à renforcer la résilience dans le monde entier et à nous adapter aux conséquences climatiques déjà inévitables, il est encore possible d'éviter les pires effets de la crise. Le Président Biden sait que nous n'avons pas un instant à perdre, c'est pourquoi il a décidé de rejoindre l'Accord de Paris quelques heures seulement après avoir prêté serment. Et c'est la raison pour laquelle il a ordonné une approche coordonnée, à l'échelle de l'ensemble du Gouvernement, pour faire face à la crise climatique : élever la question au rang de priorité de sécurité nationale et mettre l'Amérique sur une voie irréversible pour parvenir à éliminer les émissions nettes d'ici 2050 ou avant – et, je le souligne, une voie irréversible par tout futur président, par tout futur démagogue.

Mais aucun pays ne peut résoudre la crise climatique à lui seul ; c'est exactement le genre de défi que l'ONU a été créée pour relever. Nous devons tous travailler ensemble, comme nous l'avons fait à Paris, pour fixer des objectifs audacieux et réalisables et des feuilles de route claires sur la manière de les atteindre. Il ne suffit pas de se fixer un objectif lointain, d'ici 30 ans, et de prétendre que nous avons fait notre travail. Chaque pays devra faire preuve d'ambition. Le fait est que les 17 principaux émetteurs du monde ont la responsabilité envers le reste du monde de réduire leurs émissions, et cela commence par une réduction de l'utilisation du charbon à l'échelle mondiale.

Rien de moins qu'une action audacieuse au cours de cette décennie peut mettre le monde entier sur la voie qui, nous en sommes convaincus, permettra de réduire à zéro les émissions nettes d'ici 2050 ou avant. C'est la seule façon, selon la science, de maintenir en vie la possibilité de limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C.

Pourquoi est-ce si important ? Parce que des preuves irréfutables nous indiquent que tout autre résultat aurait des conséquences catastrophiques pour le monde entier. Et pour ceux qui affirment que l'action climatique est trop coûteuse, les études se succèdent et confirment qu'à ce moment précis de notre histoire, l'inaction a un prix bien plus élevé que l'action.

Contrairement à la plupart des menaces pour la sécurité, la lutte contre la crise climatique représente en fait la plus grande opportunité économique de l'histoire moderne. Depuis la révolution industrielle, il n'y a jamais eu un tel potentiel pour reconstruire en mieux – dans tous les coins du monde. Malheureusement, si nous ne le faisons pas, nous nous retrouverons – par inadvertance, par manque de volonté, par manque d'unité – dans une situation où nous avancerons dans ce qui équivaut presque à un pacte de suicide mutuel.

Le sommet des dirigeants que le Président Biden accueillera pour la Journée de la Terre sera un moment crucial pour faire avancer nos objectifs communs. Nous avons l'intention de profiter de toutes les occasions qui se présenteront à nous dans les mois à venir pour travailler ensemble à la résolution des nombreuses facettes de la crise. En novembre, nous nous joindrons au reste du monde pour nous réunir à Glasgow à l'occasion de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26). Je suis convaincu qu'il s'agit littéralement de notre dernier et meilleur espoir de nous remettre sur les rails et de faire les choses correctement.

Entre-temps, ici au Conseil de sécurité, les États-Unis travailleront en étroite collaboration avec nos collègues partageant les mêmes idées afin d'attirer l'attention du Conseil sur la crise climatique et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales. Dans cet esprit, nous félicitons l'Irlande d'avoir assumé la coprésidence, avec le Niger, du groupe d'experts informel sur le climat et la sécurité. Nous sommes impatients de collaborer avec le groupe et de faire progresser ses objectifs.

Mes amis, compte tenu du chemin parcouru par nombre d'entre nous depuis Rio en 1992, nous sommes désormais contraints de faire plus que parler des risques de sécurité liés au climat. Nous devons travailler ensemble pour les comprendre avant qu'ils ne fassent des ravages ; nous devons développer des systèmes d'alerte précoce plus solides ; nous devons intégrer la crise climatique dans tous les aspects de notre secteur public et privé et dans nos décisions. Face aux défis liés au climat, nous devons veiller à ce que la coopération, et non le conflit, soit la réponse de premier recours.

Certains affirment que les changements climatiques ne sont pas l'affaire du Conseil de sécurité. On ne peut que souhaiter que ce soit vrai, mais le fait est que la menace climatique est si massive, si multiforme, qu'il est impossible de la dissocier des autres défis auxquels le Conseil de sécurité est confronté. Nous faisons l'autruche à nos risques et périls. Il est temps de commencer à traiter la crise climatique comme la menace sécuritaire urgente qu'elle représente. C'est littéralement le défi de toutes nos générations.

Annexe 16**Déclaration de M. Xie Zhenhua, Envoyé spécial de la Chine pour les changements climatiques**

[Original: chinois]

La Chine se félicite que le Premier Ministre Boris Johnson préside le débat public d'aujourd'hui et remercie le Secrétaire général António Guterres pour son exposé.

Les changements climatiques sont devenus une menace pressante, grave et bien réelle pour la survie, le développement et la sécurité de l'humanité. L'Accord de Paris, conclu en 2015 – une étape importante de la gouvernance climatique mondiale – a jeté les bases institutionnelles d'une action climatique plus forte et d'une coopération mondiale de la communauté internationale au-delà de 2020.

La gouvernance mondiale du climat est maintenant entrée dans une phase cruciale de la mise en œuvre complète de l'Accord de Paris. Pourtant, la propagation continue de la maladie à coronavirus (COVID-19) a posé un sérieux défi à la réponse climatique mondiale. La Chine espère que la communauté internationale renforcera sa solidarité et travaillera ensemble pour que la réponse climatique mondiale continue d'aller dans la bonne direction. À cette fin, je souhaite proposer ce qui suit.

Premièrement, nous devons mettre résolument en œuvre le consensus international. La gouvernance mondiale du climat reste une tâche longue et ardue. Sa pièce maîtresse est la mise en œuvre complète et effective de l'Accord de Paris afin d'atteindre les objectifs fixés et de relever ensemble le défi climatique. Étant donné les différences entre les pays développés et les pays en développement en termes de responsabilité historique, de stade de développement et de capacité de réaction, il est important de respecter les principes de responsabilités communes mais différenciées, d'équité et de capacités respectives, ainsi que de respecter et de soutenir les pays dans l'identification de leurs contributions déterminées au niveau national à la lumière de leurs propres conditions, plutôt que de suivre un modèle unique.

Les pays développés devraient s'acquitter de leur obligation de réduire les émissions et d'honorer leurs engagements en fournissant un soutien financier et technique plus important pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités. Les pays en développement doivent également prendre des mesures proactives en matière de climat, dans la mesure de leurs possibilités.

Deuxièmement, nous devons promouvoir activement une relance verte. La COVID-19 est un nouveau rappel du fait que l'humanité doit respecter la nature et suivre ses lois. Au moment où nous nous remettons de la pandémie, nous devons éviter la vieille voie qui consiste à prendre sans donner, à croître sans protéger et à exploiter sans restaurer. Nous devons développer vigoureusement de nouvelles industries énergétiques, vertes et environnementales et poursuivre les innovations qui stimulent les transformations vertes et à faible émission de carbone. Nous devons favoriser les écosystèmes qui respectent la nature, protéger la biodiversité mondiale et renforcer la défense de la sécurité écologique mondiale. Nous devons défendre un mode de vie écologique afin de promouvoir l'harmonie entre l'homme et la nature.

Troisièmement, nous devons poursuivre vigoureusement le développement durable. Les changements climatiques sont, par essence, une question de développement. Le développement durable est le maître mot pour résoudre tous les problèmes et éliminer les causes profondes des conflits. La communauté internationale doit aider les pays des régions touchées par des conflits, les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement à renforcer leurs capacités en matière

de développement. Il faut encourager les pays à intégrer les mesures de riposte aux changements climatiques dans leurs plans de développement économique et social et à prendre des mesures multidimensionnelles pour réaliser des progrès parallèles et coordonnés en matière de croissance économique, de réduction de la pauvreté, de création d'emplois, de promotion de la richesse, de conservation écologique et de riposte aux changements climatiques.

Quatrièmement, nous devons rester attachés au multilatéralisme. Nous, les êtres humains, constituons une seule communauté avec un avenir commun face au défi climatique. Il faut promouvoir la coopération internationale principalement par l'intermédiaire de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et dans le cadre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris. Le secrétariat de la CCNUCC, le système des Nations Unies pour le développement et les coordonnateurs résidents doivent, sur la base de leurs mandats respectifs, s'attacher à répondre aux besoins des pays concernés en matière de lutte contre les changements climatiques et de promotion du développement économique et social, et apporter leur appui ciblé en conséquence. Tout rôle joué par le Conseil de sécurité en matière de changements climatiques doit relever de la compétence du Conseil.

La Chine a joué un rôle important dans la conclusion de l'Accord de Paris et s'emploie à le mettre en œuvre.

Nous sommes déterminés à nous acquitter des obligations que nous avons contractées. En septembre dernier, le Président Xi Jinping a annoncé que la Chine mettrait tout en œuvre pour que ses émissions de dioxyde de carbone plafonnent avant 2030 et pour parvenir à la neutralité carbone avant 2060. Cet engagement a été largement salué par la communauté internationale. Lors du Sommet sur l'ambition climatique tenu en décembre dernier, le Président Xi Jinping a présenté une série de nouvelles mesures concernant les contributions déterminées au niveau national de la Chine. La plupart des pays développés ont prévu un délai de 50 à 60 ans pour passer d'un plafond d'émissions de carbone à la neutralité carbone. La Chine est prête à déployer des efforts considérables pour atteindre cet objectif en 30 ans. Cela témoigne de l'intensité et de l'ambition de l'action climatique de la Chine.

Nous sommes engagés en faveur du développement vert. En 2020, l'intensité en carbone de la Chine a été réduite de 48,4 % par rapport au niveau de 2005, l'année de référence de la Chine pour les contributions déterminées au niveau national, et à la fin de 2019, les combustibles non fossiles représentaient 15,3 % de sa consommation d'énergie primaire. Notre pays a en fait atteint ses objectifs pour 2020 avant la date prévue.

Le stock forestier de la Chine a augmenté pendant 30 années consécutives, de 4,5 milliards de mètres cubes par rapport au niveau de 2005, et nous avons dépassé l'objectif fixé pour 2020. La Chine possède désormais le plus grand nombre de véhicules fonctionnant aux énergies renouvelables dans le monde et est depuis de nombreuses années le leader mondial dans ce domaine en termes de nombre de brevets, d'investissements, de capacité installée et de production d'électricité. Les capacités éoliennes et photovoltaïques installées en Chine représentent plus de 30 % du total mondial.

Nous sommes engagés en faveur d'une coopération gagnant-gagnant. La Chine a lancé la Coalition internationale pour un développement vert dans le cadre de l'initiative « Une Ceinture et une Route », en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, afin d'aider les pays partenaires au sein de l'initiative « Une Ceinture et une Route » à élaborer des projets consacrés aux énergies renouvelables, notamment l'énergie hydraulique, éolienne et photovoltaïque. La Chine a également travaillé en collaboration avec d'autres pays en développement

dans le cadre de la coopération Sud-Sud pour aménager des zones dans lesquelles des projets pilotes à faible émission de carbone sont mis en œuvre et lancer des projets d'atténuation et d'adaptation, dans l'optique d'un développement vert. La Chine accueillera cette année la quinzième réunion de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique. Nous nous réjouissons à la perspective de discuter avec toutes les autres parties de nouvelles stratégies pour la gouvernance mondiale de la biodiversité après 2020.

Nous sommes convaincus que lorsque tous les pays joindront leurs efforts pour la mise en œuvre complète et effective de l'Accord de Paris, pour un système de gouvernance climatique coopératif, gagnant-gagnant, équitable et équilibré, et pour le développement durable, nous pourrons faire de notre planète Terre un lieu ouvert, inclusif, propre et beau, jouissant d'une paix durable, d'une sécurité universelle et d'une prospérité commune.

Annexe 17

Déclaration de M. Vassily Nebenzia, Représentant permanent de la Fédération de Russie

[Original : russe]

Nous remercions le Secrétaire général et M^{me} Elsaïm de leurs exposés.

Les changements climatiques font partie des défis mondiaux auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui. Pour faire face à leurs conséquences négatives, la communauté internationale doit adopter des approches coordonnées et globales visant non seulement à réduire les émissions de gaz à effet de serre mais aussi à mettre en œuvre des mesures d'adaptation efficaces. Ces efforts, y compris au niveau des experts, sont activement déployés au sein des forums spécialisés du système des Nations Unies, en premier lieu la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et font partie intégrante des efforts globaux visant à parvenir au développement durable.

Nous saluons la décision des États-Unis de réintégrer l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Le Conseil de sécurité a abordé à plusieurs reprises la question des changements climatiques dans le contexte de ses implications pour la paix et la sécurité internationales. Plusieurs États et régions, notamment sur le continent africain, ont été inscrits à l'ordre du jour en tant qu'exemples de situations où les changements climatiques et les catastrophes naturelles sont considérés comme la principale menace pour la stabilité et la cause profonde des problèmes. On a également évoqué les risques croissants de conflit, en projetant ces scénarios dans un contexte mondial. Nous convenons que les changements climatiques et les problèmes environnementaux peuvent exacerber les conflits. Mais en sont-ils la cause première ? On peut en douter.

Premièrement, le lien entre le climat et les conflits ne peut être envisagé qu'en termes de pays ou de régions pris individuellement. Il est injustifié d'en parler de manière générique et dans un contexte mondial ; et il est même dangereux d'imposer automatiquement un tel lien. En outre, tous les conflits n'entraînent pas des menaces pour la paix et la sécurité internationales qui relèvent de la compétence du Conseil de sécurité.

Deuxièmement, considérer les changements climatiques comme la cause profonde des problèmes de sécurité reviendrait à détourner l'attention des véritables causes profondes et à suivre la mauvaise voie dans la recherche de solutions à ces problèmes.

Troisièmement, nous ne devons pas passer sous silence d'autres facteurs fondamentaux qui contribuent tout autant, voire plus, à l'exacerbation des risques. Je fais référence aux conditions politiques et socio-économiques de certains pays et régions, qui ont été aggravées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Cette maladie a exacerbé les inégalités entre les États et au sein des États et a entraîné une augmentation de la pauvreté et de la faim, en particulier dans les pays touchés par des conflits. Les mesures restrictives unilatérales illégales ont aggravé ces problèmes, alors même que ceux qui les imposent font abstraction du préjudice évident qu'elles causent.

En mettant l'accent sur la question du climat, les États donateurs évitent souvent les discussions sur la nature complexe des défis auxquels le développement durable est confronté, en particulier le refus de participer aux échanges de technologies et le protectionnisme « vert ». Ne serait-il pas préférable que les pays donateurs se

concentrent sur le respect des engagements financiers qu'ils ont déjà pris, garantissent l'accès aux meilleures technologies pour promouvoir la résilience et l'adaptation et facilitent la mise en œuvre de projets d'éducation au climat ?

Il s'agit d'une approche préventive, fondée sur une prise en compte équilibrée des trois dimensions du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En effet, discuter des questions liées au climat au Conseil de sécurité semble être une approche avantageuse et politiquement importante. Toutefois, le véritable travail pour renforcer la coordination des activités internationales dans ce domaine gagnerait à être mené dans des forums spécialisés tels que l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, le système des Nations Unies pour le développement et bien entendu, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Pour revenir à la question des changements climatiques dans le contexte de la paix et de la sécurité internationales, il convient de rappeler que les conflits en eux-mêmes sapent la capacité des États à renforcer leur résilience et à s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques, tout en détournant leurs ressources déjà limitées.

Récemment, le Sahel a été cité comme un excellent exemple d'une région où les changements climatiques ont des conséquences directes sur la stabilité. Cependant, nous ne devons pas oublier les raisons qui ont exacerbé les risques de sécurité dans cette région. Il s'agit notamment des actions volontaristes d'un certain nombre d'États qui ont conduit au changement de régime en Libye et des conséquences environnementales des frappes de missiles et des bombardements de l'OTAN, notamment contre les infrastructures pétrolières. C'est un exemple d'une situation où l'environnement a été sacrifié à la géopolitique, et nous pourrions donner de nombreux exemples similaires.

La Russie estime qu'il est urgent de répondre aux changements climatiques. Toutefois, cela doit se faire dans le cadre des mécanismes prévus à cet effet. Il est important de se concentrer sur la mise en œuvre effective des obligations contractées au plan international au titre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, en augmentant progressivement leur niveau d'ambition. Dans le même temps, dans le contexte du redressement post-pandémique, nous ne devons pas relâcher les efforts nationaux et internationaux qui sont déployés pour régler les problèmes socioéconomiques et parvenir au développement durable.

Annexe 18**Déclaration de M. Lazarus McCarthy Chakwera, Président du Malawi**

J'ai l'honneur de prononcer ces observations au nom du Groupe des pays les moins avancés.

Je voudrais commencer par remercier le très honorable Boris Johnson d'avoir invité ma délégation, qui assume la présidence du Groupe des pays les moins avancés, à s'adresser au Conseil de sécurité.

Pour les pays les moins avancés, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) s'est avérée être une crise débiliteuse qui a eu des répercussions sur les secteurs sanitaire, social et économique. Il est évident que la recherche de solutions aux perturbations causées par la pandémie a relégué à l'arrière-plan de nombreux problèmes de développement préexistants, ce qui aura de graves conséquences sur la capacité de nos pays de réaliser les objectifs de développement durable.

L'urgence climatique risque d'intensifier plus encore la concurrence pour les ressources et de menacer l'existence même de centaines de millions de personnes. Le lien entre les changements climatiques et la sécurité se présente sous une multitude de formes. Les réfugiés climatiques sont des personnes qui quittent leur foyer en raison de conflits provoqués par la pénurie d'eau, des cyclones, la désertification et d'autres phénomènes naturels liés au climat. Par exemple, les rivalités autour des pâturages sont fréquentes en Afrique.

Avec seulement 0,34 tonne d'émissions de dioxyde de carbone par habitant, contre 10,4 tonnes dans les pays à revenu élevé, les pays les moins avancés subissent de plein fouet les effets des changements climatiques. Des dizaines de millions de nos concitoyens sont poussés dans l'extrême pauvreté, aggravant ainsi les inégalités existantes. D'après les projections publiées dans *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international, en 2021, la production mondiale augmentera de 5,5 %, tandis que celle de l'Afrique subsaharienne, pays les moins avancés y compris, ne connaîtra qu'une croissance de 3,2 %, creusant encore davantage les inégalités existantes.

Les changements climatiques, comme la pandémie de COVID-19, ne connaît ni frontières ni races. Ils continuent de toucher indistinctement les pays riches et les pays pauvres. Le Groupe des pays les moins avancés se félicite de toutes les discussions sur la sécurité climatique, mais insiste sur la nécessité de trouver des solutions concrètes qui permettent de renforcer l'adaptation et la résilience au climat pour tous, l'accent étant mis en particulier sur les pays les plus vulnérables. Le Groupe des pays les moins avancés souhaite mettre en exergue les points suivants pour examen par le Conseil en vue de faire face aux changements climatiques et de parvenir au développement durable, à la paix et à la sécurité.

Premièrement, la tâche à laquelle nous devons nous atteler immédiatement est de nous remettre de la pandémie de COVID-19. Ce processus doit être aligné sur des solutions transformatrices permettant de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C, conformément à l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Deuxièmement, nous devons limiter la hausse de la température mondiale à 1,5°C. Les engagements actuels en matière de réduction des émissions sont très insuffisants dans les pays développés, et les pays en développement avancés doivent proposer des réductions d'émissions ambitieuses à la vingt-sixième session de la Conférence des parties à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26). Nous sommes encouragés

par le fait que les États-Unis ont officiellement rejoint l'Accord de Paris vendredi dernier, donnant ainsi un nouvel élan aux efforts mondiaux de lutte contre les changements climatiques.

Troisièmement, le rapport de l'ONU sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation aux changements climatiques estime que d'ici 2030, les coûts d'adaptation devraient se situer entre 140 et 300 milliards de dollars par an. Il est également essentiel d'accroître l'accessibilité au financement de l'action climatique, notamment pour l'adaptation et les pertes et dommages. Les pays développés doivent honorer l'engagement qu'ils ont pris de fournir 100 milliards de dollars par an en financement de l'action climatique, de manière prévisible. À cet égard, nous demandons à nouveau que 50 % du Fonds vert pour le climat soit affecté à l'adaptation et que la moitié de ces fonds soit allouée aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays vulnérables d'Afrique. Nous réclamons un engagement contraignant de la part de la communauté internationale sur cet objectif quantitatif à la COP26 et à la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Le Conseil de sécurité doit promouvoir l'adaptation en tant que paradigme de prévention tout en renforçant le cadre international de traitement des pertes et des dommages.

Quatrièmement, les pays développés doivent véritablement s'employer à transférer les technologies respectueuses du climat afin d'aider les pays les moins avancés à renforcer leur capacité d'adaptation et d'atténuation et à accélérer le développement vert.

Cinquièmement, l'Initiative Action pour l'adaptation et la résilience, annoncée par les pays les moins avancés au Sommet sur l'action climatique en septembre 2019, renforce leur ambition climatique. Nous réaffirmons notre attachement à l'objectif visant à mettre en place des modes de développement résilients face aux changements climatiques d'ici à 2030 et à atteindre zéro émissions nettes d'ici à 2050.

Sixièmement, tous les organismes responsables du décaissement des fonds pour l'action climatique doivent veiller à ce que les ressources parviennent aux communautés locales. Selon des rapports antérieurs, les populations locales des pays les moins avancés ont bénéficié de moins de 20 % des financements totaux. Nous remercions le Fonds vert pour le climat et appelons à la poursuite des réformes visant à assurer un décaissement en temps voulu des ressources financières et à simplifier les méthodes d'approbation des projets éligibles.

Pour terminer, nous nous réjouissons à la perspective de nouvelles discussions sur les différentes mesures prévues par l'Accord de Paris en amont de la COP26. Nous attendons également avec intérêt la coopération et la participation actives de diverses parties prenantes et de différents experts du climat au processus de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui se tiendra à Doha du 23 au 27 janvier 2022. Mon pays accueille actuellement les réunions régionales d'examen pour les pays les moins avancés d'Afrique, et je remercie l'ONU et tous les organisateurs et participants à cet égard.

Annexe 19**Déclaration de M. Gaston Alphonso Browne, Premier Ministre et Ministre des finances et de la gouvernance des entreprises d'Antigua-et-Barbuda**

J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS).

Que l'on ne s'y trompe pas : la menace existentielle que les changements climatiques font peser sur notre survie n'est pas une considération future, mais une réalité actuelle.

Les changements climatiques et leurs effets néfastes constituent des menaces pour la paix et la sécurité partout dans le monde. La fréquence et la gravité sans cesse croissantes des cyclones tropicaux, des sécheresses, de l'élévation du niveau de la mer et de la désertification sont autant de causes de déplacement de populations et de moteurs de conflits nationaux et internationaux autour du globe.

Au cours des 30 dernières années, l'AOSIS a été le défenseur le plus constant des questions climatiques. Au cours de cette période, nous avons insisté pour que des mesures ambitieuses soient prises dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, qui restent aujourd'hui les principales instances internationales pour déterminer la riposte mondiale aux changements climatiques.

En tant que Président de l'AOSIS, je souhaite mettre en exergue les menaces souvent négligées auxquelles sont confrontés nos petits États insulaires en développement, notamment à la lumière de notre fragilité et, plus particulièrement, de notre vulnérabilité.

La paix et la sécurité des petits États insulaires en développement sont précaires et extrêmement vulnérables face à une destruction qui se manifeste sur de multiples fronts et parfois en l'espace d'un instant, qu'il s'agisse de l'élévation du niveau de la mer qui dévore nos communautés et nos territoires principalement côtiers et de faible altitude, de sécheresses plus graves et plus fréquentes ou de l'acidification des océans qui met en péril notre approvisionnement en eau et notre sécurité alimentaire ; ou encore de cyclones tropicaux plus graves et plus fréquents, qui rendent nos États inhabitables.

Ce dernier scénario n'a rien d'hypothétique pour mon pays. Notre expérience de l'évacuation des citoyens et résidents de notre île sœur, Barbuda, après le passage de l'ouragan Irma, n'a été rien de moins que dévastatrice.

Si l'ouragan avait changé un tant soit peu de trajectoire, il aurait également ravagé Antigua, provoquant un carnage semblable aux effets d'une guerre. Avec le recul, je frémis à l'idée de ce qui serait arrivé à l'ensemble de la population de mon pays et j'ai peine à imaginer les plan et système internationaux auxquels mon pays aurait eu recours après une telle attaque contre notre paix et notre sécurité.

Tous les petits États insulaires en développement continuent de subir les assauts constants des changements climatiques, lesquels compromettent notre paix et notre sécurité, y compris notre sécurité économique ; notre sécurité alimentaire, hydrique et énergétique ; notre sécurité nationale ; notre intégrité territoriale et la souveraineté de nos États ; et le droit de nos peuples à l'autodétermination.

En conséquence, mes homologues dirigeants d'autres petits États insulaires en développement et moi-même sommes contraints de gouverner dans des circonstances extrêmement difficiles causées par les changements climatiques, entre autres facteurs.

Ces défis sont encore aggravés par la riposte internationale opposée aux causes profondes des menaces contre notre paix et notre sécurité, laquelle est fragmentée et, pour parler franchement, insuffisante.

Les petits États insulaires en développement ont constaté une lacune flagrante dans la quête poursuivie par la communauté internationale pour faire en sorte que tous les pays coopèrent le plus possible et participent à une action efficace et appropriée. En tant que groupe particulièrement vulnérable qui a le moins contribué aux changements climatiques, nous saisissons cette occasion pour rappeler aux États que nous avons tous des responsabilités communes mais différenciées pour remédier aux changements climatiques, à leurs effets néfastes et aux pertes et dommages qui y sont associés. Poursuivre notre action sans nous doter d'une réponse mondiale équitable, coordonnée et suffisante expose les petits États insulaires en développement à d'immenses incertitudes quant à la vie et aux moyens de subsistance de notre population.

Cela ne veut pas dire que les petits États insulaires en développement ne voient pas l'intérêt d'une action préventive. Au contraire, nous comprenons et continuons d'entreprendre des campagnes d'adaptation – dans toute la mesure possible, compte tenu des ressources limitées dont nous disposons – car elles sont un moyen de se préparer aux incidences négatives des changements climatiques.

La recherche de la résilience climatique revêt pour nous la plus haute importance. Il est extrêmement important que les pays développés nous apportent leur appui, sous forme de subventions et de financements à des conditions favorables, de renforcement des capacités et de transfert de technologies, afin que nous parvenions à établir cette résilience.

Qui plus est, en ce qui concerne l'action préventive, il est impossible de passer outre le fait qu'il est impératif que tous les États parties présentent et, plus important encore, mettent en œuvre des contributions déterminées au niveau national qui soient ambitieuses, équitables et fondées sur des éléments probants, conformément aux objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques conclu en 2015. Il est d'une importance capitale que tous les États parties réaffirment leur engagement sans équivoque à respecter l'Accord de Paris et à prendre des mesures audacieuses et déterminées pour rehausser leurs ambitions climatiques dans le but d'atteindre la neutralité carbone.

Dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de l'exposition qui en résulte à toute une série de risques aggravants, susceptibles d'exacerber les vulnérabilités et difficultés existantes, dont les changements climatiques, nous tenons à souligner que la responsabilisation environnementale et la sauvegarde de notre patrimoine naturel sont cruciales pour l'humanité et pour la survie de notre planète.

Pour autant, ce à quoi nous, petits États insulaires en développement, pouvons nous adapter est assujéti à des limites scientifiques. En tant que membres de la communauté internationale, nous devons simultanément planifier et rendre opérationnel un système permettant de remédier aux pertes et dommages inévitables, qui mettent à mal la paix et la sécurité des petits États insulaires en développement.

Il nous incombe donc d'apporter des solutions équitables, conformes aux obligations et droits internationaux des pays, afin de répondre systématiquement aux questions difficiles telles que les déplacements liés aux changements climatiques, notamment le traitement des réfugiés et déplacés climatiques, ainsi que la perte de territoires. Disposer d'un plan et d'un système véritablement internationaux pour remédier aux éléments perturbateurs de la paix et de la sécurité internationales liés aux changements climatiques permettra d'assurer le maintien de ces dernières.

En reconnaissant que nous vivons dans une économie mondiale imbriquée, cette approche organisée et coordonnée profitera à toutes les parties concernées en offrant un degré de certitude s'agissant de la réponse mondiale requise.

J'ai bien conscience que ce sont là des sujets difficiles. Mais sur ce point, je pose la question : « Si ce n'est pas nous, alors qui s'en chargera ? Et si nous ne nous en chargeons pas maintenant, alors quand ? »

Là-dessus, je félicite la présidence britannique du Conseil de sécurité pour le mois de février d'avoir organisé le présent débat public de haut niveau sur les risques climatiques pesant sur la paix et la sécurité internationales.

Il est de la plus haute importance que nous continuions d'aborder ce problème. Les changements climatiques exigent des solutions de gouvernance inclusives qui impliquent de réviser les normes anciennes et d'intégrer des idées nouvelles.

Alors que les changements climatiques continuent de menacer la paix et la sécurité, les petits États insulaires en développement requièrent que toutes les forces soient mobilisées. Nous encourageons donc le Conseil de sécurité à continuer d'organiser des débats publics de haut niveau sur la sécurité climatique, auxquels participent les États Membres de l'ONU, des scientifiques, des universitaires et des représentants de la société civile.

En outre, nous aimerions que soit mis au point, avec la contribution de tous les États Membres de l'ONU, un outil d'évaluation des risques climatiques pesant sur la sécurité qui soit à la fois préventif et réactif aux événements climatiques.

Enfin, depuis 30 ans, les petits États insulaires et les pays de basse altitude tirent la sonnette d'alarme et envoient un signal de détresse. Nous sommes en train de perdre nos territoires, nos populations et nos ressources, et notre existence même est en jeu, et ce, à cause des changements climatiques.

Le monde lui aussi est confronté à cette menace, non pas celle des armes, mais celle des changements climatiques, un ennemi invisible dont nous reconnaissons tous l'existence. Malheureusement, les petits États insulaires en développement sont toujours aux premières lignes de cette guerre. Nous appelons le Conseil à prendre cette menace très au sérieux avant qu'il ne soit trop tard.

Annexe 20**Déclaration de M. Heiko Maas, Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne**

C'est pour moi un honneur que de m'adresser au Conseil de sécurité au nom des 54 membres du Groupe des Amis pour le climat et la sécurité, un large groupe composé de divers pays représentant tous les continents. Nous sommes unis par une préoccupation commune : les changements climatiques incarnent la menace existentielle de notre époque.

Une fois encore, l'année dernière a été l'année la plus chaude jamais enregistrée. Nous avons vécu des tempêtes, des sécheresses et des inondations comme jamais auparavant. La dégradation des écosystèmes et la disparition d'espèces menacent la sécurité alimentaire et notre survie à long terme. Ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui souffriront le plus, car les pays fragiles sont touchés de manière disproportionnée par les changements climatiques, et des nations insulaires tout entières risquent de disparaître.

La jeunesse du monde exige que des mesures soient prises. Si nous n'agissons pas, ce sont leur avenir, leur sécurité, leur bien-être et leur santé que nous mettons en danger. Je remercie le Premier Ministre Johnson de son leadership. Il peut compter sur notre appui en amont de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), qui se tiendra à Glasgow, et nous sommes ravis de saluer le retour des États-Unis dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Nous attendons avec intérêt que la nouvelle Administration se remobilise.

L'Union européenne et de nombreux pays ont fixé des objectifs plus ambitieux ces derniers mois, mais il faut faire davantage pour que la vingt-sixième session de la Conférence des Parties soit un véritable succès. Le système des Nations Unies tout entier doit livrer un effort concerté pour faire de l'action climatique sa priorité absolue. Je remercie António Guterres, mon ami, de son leadership à cet égard.

Les faits sont là. Les effets des changements climatiques attisent les conflits. Ils rendent plus difficile la construction de la paix et ont une incidence négative sur l'égalité sociale et l'égalité des sexes. Aucun État, aucune société n'est à l'abri des changements climatiques, mais nous pouvons et nous devons renforcer notre résilience. L'ONU a un rôle clef à jouer à cet égard. Elle peut faire fond sur les progrès que nous avons déjà réalisés, par exemple avec la mise en place du mécanisme de sécurité climatique.

L'ensemble du système des Nations Unies doit relever le défi, et ce, dans toutes les instances compétentes. Le « climat et la sécurité » figurent en bonne place à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, illustrant la responsabilité principale qui lui incombe en matière de paix et de sécurité internationales.

Des progrès ont été réalisés par l'inclusion de la question des changements climatiques dans de nombreux mandats spécifiques et par la création du groupe informel d'experts composé de membres du Conseil de sécurité. Mais ce n'est qu'un début. En juillet dernier, nos amis de Nauru se sont exprimés ici au nom du Groupe des Amis sur le climat et la sécurité et ont présenté au Conseil un « plan d'action » (S/2020/751, annexe 21).

Aujourd'hui, nous demandons une fois encore que le Secrétaire général présente régulièrement des rapports sur les implications des changements climatiques pour la sécurité. Nous appelons également à la nomination d'un ou d'une envoyée spéciale pour le climat et la sécurité ; à une prévention, une médiation et une consolidation de

la paix qui tiennent compte des questions climatiques ; à la formation de l'ensemble du personnel concerné des Nations Unies quant aux implications des changements climatiques pour la paix et la sécurité et les crises humanitaires ; et, enfin, à une plus grande coopération avec la société civile et les acteurs régionaux et nationaux sur les risques de sécurité liés au climat.

L'année dernière, 10 membres du Conseil de sécurité, dont l'Allemagne, ont traduit ce plan dans un projet de résolution. Le moment est venu de remettre sur la table un texte fort et de l'adopter.

Nous sommes prêts à travailler avec les membres du Conseil pour parvenir à une résolution qui prenne en compte les points que je viens de souligner. Une résolution forte montrerait au monde que le Conseil de sécurité prend les rênes de ce qui constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité de notre époque. Il n'y a pas de temps à perdre. Traduisons nos paroles en actes. Travaillons de concert. Et agissons maintenant.

Annexe 21

Déclaration de M^{me} Adela Raz, Représentante permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je voudrais tout d'abord remercier la présidence britannique d'avoir organisé la présente réunion qui est d'une importance vitale et de s'être fait le champion de l'examen du lien entre climat et sécurité au sein du Conseil. Je remercie également de leurs exposés éclairants le Secrétaire général António Guterres, Sir David Attenborough et M^{me} Nisreen Elsaïm. Alors que les effets de la crise climatique font de plus en plus de ravages dans le monde en développement, il est urgent d'examiner en profondeur le lien indéniable qui existe entre le climat et la sécurité et de prendre des mesures en conséquence.

Comme les membres le savent tous, nous avons été gravement touchés par un conflit qui dure depuis plus de quatre décennies. Mais l'Afghanistan est également l'un des épicentres du lien entre changements climatiques et insécurité, et a été régulièrement classé comme l'un des États les plus vulnérables face aux effets de la crise climatique actuelle. Ce dernier point est sans nul doute une conséquence du premier et un facteur qui y contribue.

Il est facile de voir comment 40 années de guerre ont rendu l'Afghanistan plus vulnérable face aux changements climatiques. Elles ont détruit le capital physique et humain, ce qui limite aujourd'hui notre capacité d'adaptation. La guerre, l'accélération des changements climatiques et le réchauffement de la planète ont également contribué directement à la déforestation, ce qui a accru la vulnérabilité des populations face aux catastrophes naturelles et contribué à la diminution des terres arables. En outre, l'insécurité limite notre capacité d'attirer les investissements privés pour nous adapter aux changements climatiques.

Ces derniers ont également commencé à agir comme un multiplicateur de menaces et, dans certains cas, ont directement contribué et continuent de contribuer au conflit. Comme il est clairement indiqué dans le Cadre national pour la paix et le développement en Afghanistan (2021-2025), les risques potentiels induits par le climat et liés au conflit et à l'insécurité constituent un défi majeur qui menace les fondements de la stabilité, de l'économie et de la sécurité alimentaire de l'Afghanistan et pourrait remettre en cause les avancées sectorielles réalisées au cours des 19 dernières années.

Qu'il me soit permis maintenant de mettre en exergue trois façons spécifiques dont les effets des changements climatiques ont eu et continueront d'influer sur l'insécurité croissante en Afghanistan. Premièrement, les changements climatiques exacerbent la pauvreté et offrent aux groupes terroristes la possibilité d'exploiter les personnes dans le besoin et de les recruter dans leurs rangs. La raréfaction des ressources et les conséquences socioéconomiques des changements climatiques ont poussé certains jeunes Afghans vulnérables, et parfois des enfants, à agir par désespoir et à se rallier à des groupes terroristes pour joindre les deux bouts. Ce sont des personnes qui ont le sentiment de ne pas avoir le choix, alors qu'ils ont en fait le droit de rêver d'un avenir de paix, non de désespoir et de conflit.

Deuxièmement, les analyses laissent entendre que la pénurie d'eau et de terres, exacerbée par les changements climatiques, est un moteur majeur des conflits locaux et intercommunautaires. Une étude de l'ONU estime que jusqu'à 93 % des litiges locaux sont liés à des conflits autour de la terre et de l'eau. L'Afghanistan n'a pas encore connu les types d'affrontements généralisés entre les communautés pastorales et agricoles observés ailleurs. Mais, avec les changements climatiques, le risque de conflits similaires en Afghanistan augmentera et, dans certaines régions, la rareté de l'eau a déjà alimenté des différends locaux.

Troisièmement, on observe que les changements climatiques et les risques environnementaux ont une incidence sur la résilience et la vulnérabilité des Afghans, ce qui prolonge les urgences humanitaires et contribue à une dégradation du contexte dans lequel se déroule le conflit. Par exemple, à la suite des sécheresses de 2018, qui ont été exacerbées par les changements climatiques, le niveau d'endettement de nombreuses familles a vertigineusement augmenté. En retour, l'accroissement des niveaux d'endettement a accentué leur vulnérabilité et rendu beaucoup d'entre elles moins résistantes à de nouveaux chocs et plus susceptibles de se rabattre sur des mécanismes d'adaptation nuisibles face à la crise.

Les ressources du Gouvernement sont très limitées pour protéger notre peuple contre les attaques inhumaines des groupes terroristes. Nous comprenons que si nous n'atténuons pas les effets des changements climatiques et ne nous adaptons pas à leurs conséquences, nous ne parviendrons pas à assurer la sécurité de notre pays. À ce titre, nous pensons que nous devons continuer à examiner le lien entre climat et sécurité et à analyser plus en profondeur la meilleure façon d'aborder la dynamique climatique dans le cadre de nos réponses en matière de sécurité. Nous devons rechercher des solutions régionales basées sur des modèles internationaux. Nous demandons au Conseil de poursuivre ses débats sur la sécurité climatique et d'en examiner plus avant les conséquences et les moyens de les atténuer en Afghanistan.

Annexe 22**Déclaration de la Mission permanente de l'Argentine auprès
l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

Les changements climatiques sont un phénomène complexe qui a des conséquences multidimensionnelles et pèse sur le développement des sociétés. Outre leurs répercussions sur les systèmes naturels, ils ont une incidence considérable sur les systèmes humains, accentuant les vulnérabilités et les lacunes existantes.

Au-delà de la pertinence que peuvent avoir les changements climatiques pour l'ordre du jour de la sécurité internationale, il y a des domaines et des outils très différents pour aborder ces deux problématiques. La responsabilité première du Conseil de sécurité, conformément à la Charte des Nations Unies, est le maintien de la paix et de la sécurité internationales. D'autres questions, notamment celles relatives au développement durable, comme les changements climatiques, relèvent de la compétence du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, quant à lui, consacre 17 objectifs de développement durable qui conjuguent les trois dimensions du développement durable, à savoir les dimensions économique, sociale et environnementale. Dans le domaine de l'environnement, les États Membres ont exprimé leur détermination à protéger la planète contre la dégradation, notamment par une consommation et une production durables, une gestion durable de leurs ressources naturelles et des mesures urgentes pour lutter contre les changements climatiques afin de pouvoir répondre aux besoins des générations actuelles et futures. En outre, l'Assemblée générale a réaffirmé tous les principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, y compris, entre autres, celui des responsabilités communes mais différenciées. L'Assemblée a également réaffirmé que chaque État jouit d'une souveraineté entière et permanente sur l'ensemble de ses richesses, de ses ressources naturelles et de son activité économique, et qu'il exerce librement cette souveraineté.

Pour éviter que les conséquences des changements climatiques n'entraînent des conflits sociaux ou économiques, il faut garantir la mise en œuvre pleine et effective des engagements que les États ont pris au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris, ainsi que l'application intégrale du Programme 2030 et de ses objectifs de développement durable. De même, il faut promouvoir une coopération adaptée et harmonieuse entre les différents organes, conformément aux mandats des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, tels que définis par la Charte. Une telle coopération ne doit en aucun cas conduire à l'inscription de la question des changements climatiques à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

Nous maintenons qu'une coopération et une mobilisation des ressources axées sur la prévention, l'adaptation et l'atténuation sont fondamentales pour éviter des situations de conflit dues aux changements climatiques qui seraient susceptibles d'affecter la sécurité internationale. Nous devons donc redoubler d'efforts pour lutter contre les changements climatiques dans le cadre des organes, processus et instruments compétents pour le développement durable, sans porter atteinte à leurs mandats ni déléguer leurs responsabilités à d'autres instances.

Annexe 23**Déclaration de la Mission permanente de l'Autriche auprès
l'Organisation des Nations Unies**

Diverses enceintes se sont saisies de la question des changements climatiques et des risques qui en découlent pour la paix et la sécurité internationales. Le présent débat public au Conseil de sécurité tombe à point nommé.

Les efforts menés au plan international pour lutter contre les changements climatiques prennent de l'ampleur, les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont relevés, et les mesures idoines devront être prises bientôt pour atteindre en tandem les objectifs internationaux en matière de climat et de développement durable. Toutefois, il existe encore un écart important entre les efforts mondiaux déployés jusqu'ici et les réductions nécessaires pour maintenir l'augmentation de la température mondiale bien en deçà de 2° Celsius.

Les changements climatiques sont une question transversale qui doit être abordée sous de nombreux angles. La communauté internationale et le Conseil de sécurité en particulier doivent être prêts à se pencher sur les risques qui en découlent en matière de sécurité.

État neutre et membre de l'Union européenne, l'Autriche a participé activement à l'élaboration des stratégies, politiques et actes juridiques de l'Union dans les domaines pertinents relatifs à la sécurité, la défense et la gestion des crises ; aux changements climatiques et à la transition énergétique ; à la gestion des risques de catastrophe ; et à la gouvernance mondiale et à l'appui au multilatéralisme. Le pacte vert pour l'Europe et les mesures visant un relèvement vert sont indispensables pour associer une action climatique efficace à une transition juste. Dans le but de promouvoir cette démarche au niveau mondial, l'Union européenne a récemment adopté les conclusions du Conseil européen sur la diplomatie climatique et énergétique.

Dans ce contexte, l'Autriche souhaite aborder les questions posées pour orienter le débat actuel de la manière suivante : renforcer effectivement la résilience au niveau mondial exige une action concertée des gouvernements, des régions, des populations et des sociétés. Les mesures de résilience et d'adaptation doivent être envisagées de manière holistique et au travers de secteurs multiples, notamment l'éducation et la santé. Tous les groupes concernés doivent être inclus dans les processus de prise de décision et de mise en œuvre. Cela favorisera l'adhésion des nations, des États et des groupes sociétaux et permettra ainsi d'éviter les conflits.

Il est également très pertinent, pour la sécurité de l'approvisionnement alimentaire et énergétique, de renforcer la résilience face aux effets néfastes des changements climatiques, notamment les catastrophes naturelles, et d'améliorer la capacité à s'adapter aux incidences des changements climatiques et à s'en relever rapidement. Un approvisionnement sûr, durable, résilient et abordable en denrées alimentaires et en énergie constitue l'épine dorsale de nos économies et contribue à la stabilité économique et sociale. Il est important, pour garantir l'approvisionnement de ces éléments, de planifier les ressources et la résilience de manière intégrée. Il convient particulièrement de noter que, dans de nombreux pays, les forces armées figurent parmi les plus gros consommateurs d'énergie et que, pour la plupart d'entre elles, les mesures d'économie d'énergie ne figurent pas parmi les priorités. Il est donc très important d'agir rapidement et de manière globale dans ce domaine, et de promouvoir les meilleures pratiques.

La solidarité internationale, en particulier avec les États fragiles, est également importante pour renforcer la résilience partout où elle fait défaut. Une adaptation réussie aux changements climatiques permettra de réduire la pression qui pousse les

populations à émigrer pour survivre. Les changements climatiques et la dégradation des ressources hydriques, terrestres et alimentaires qui en résulte sont les moteurs de migrations irrégulières susceptibles d'entraîner des conflits. La coopération autrichienne pour le développement tente de remédier à ces causes profondes de conflit et de migrations irrégulières.

Les changements climatiques représentent une question transversale qui doit être prise en considération dans tous les domaines de la coopération internationale. D'autres pays procéderont de la même manière. Une coordination efficace des donateurs permettra de tirer parti des synergies. Cela étant, le financement traditionnel du développement et de l'action climatique ne peut que catalyser la transformation nécessaire vers la résilience. Il est impératif de faire correspondre les flux financiers et les objectifs de l'Accord de Paris. La lutte contre les changements climatiques va également de pair avec la prévention de la perte de biodiversité et son inversion, avec la protection de l'environnement en général, et avec la réalisation des objectifs de développement durable.

La structure mondiale de gouvernance climatique, à savoir la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), n'est pas conçue pour faire face aux conflits. Nous devons nous efforcer d'intégrer systématiquement les dimensions du risque de conflit liées au climat dans les instances compétentes pour les questions de sécurité, en particulier le Conseil de sécurité. Toutefois, les travaux de la CCNUCC en matière de résilience et d'adaptation, de même que la planification nationale sur ces questions, sont extrêmement importants pour créer un environnement où le risque de conflit n'est pas exacerbé par les effets néfastes des changements climatiques et ils doivent par conséquent être pris en compte dans les discussions sur les conflits et la sécurité en général.

La mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national et des plans nationaux d'adaptation nécessite des moyens suffisants. Ces derniers devront provenir des budgets nationaux, de l'investissement privé et de l'appui international, non pas dans le cadre étroit du seul financement de l'action climatique, toutefois, mais par le truchement d'un éventail de sources beaucoup plus large. Rendre les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques contribuerait grandement à atténuer les risques de conflit liés au climat.

Si l'une des principales tâches du Conseil de sécurité est d'agir en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression, sa responsabilité première consiste plus largement à maintenir la paix et la sécurité internationales, conformément aux buts et principes des Nations Unies. Cela inclut sa compétence pour enquêter sur toute incidence, comme les changements climatiques et leurs effets néfastes, susceptible d'entraîner des frictions internationales – liées, par exemple, aux migrations irrégulières dues aux changements climatiques ; à la concurrence, exacerbée par les changements climatiques, autour de l'eau et d'autres ressources rares ; aux nouvelles routes maritimes dues aux changements climatiques ; ou au changement de cours des rivières frontalières – , afin de déterminer le danger que ladite incidence fait courir à la paix et la sécurité internationales. Le présent débat s'inscrit d'ores et déjà dans ce type d'enquête. La prise de conscience accrue qui en résulte, auprès des États Membres, du risque de conflit lié aux changements climatiques permettra de les inciter davantage à intensifier leurs ambitions et leur action en matière de climat.

En outre, le Conseil de sécurité pourrait demander aux organisations régionales comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe d'aborder la question du climat et de la sécurité. Certaines d'entre elles l'ont déjà fait. Poursuivre le dialogue sur les changements climatiques et les intégrer au programme relatif à la

sécurité permettrait d'améliorer la compréhension collective des questions en jeu et favoriserait ainsi l'adoption d'une approche commune pour y remédier. En outre, les organisations internationales et régionales peuvent servir de forums pour élaborer des mesures de confiance visant à faciliter la coopération et à résoudre les conflits potentiels liés au climat.

Dans de nombreuses cultures, les rôles des hommes et des femmes obéissent depuis des siècles à des stéréotypes, en particulier dans les situations de conflit. Les sociétés fondées sur l'égalité des sexes et dans lesquelles les femmes et les filles sont habilitées à participer pleinement et équitablement aux processus décisionnels en matière de développement durable, d'action climatique et de prévention et de résolution des conflits sont plus stables. L'Autriche accorde une grande attention tant à la résolution 1325 (2000) qu'au programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans son ensemble, ainsi qu'à la question plus large d'une meilleure intégration des femmes et des filles dans les processus économiques et sociétaux productifs. En particulier, l'intégration des questions de genre et la définition de résultats et d'indicateurs spécifiques au genre jouent un rôle important dans les projets et programmes de la coopération autrichienne pour le développement. Dans le même temps, il est important d'impliquer les hommes et les garçons dans la réalisation de l'égalité des genres. À cet égard, il est particulièrement important de viser un développement et une mise en œuvre inclusifs de l'action climatique au niveau local, en impliquant des communautés tout entières et en assurant leur adhésion, ce qui contribue également à l'inclusion des minorités. C'est aussi l'occasion de faire le meilleur usage des connaissances traditionnelles dans la lutte contre les changements climatiques.

Il convient de noter que les changements climatiques ont des effets négatifs spécifiques sur les femmes et les filles. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a souligné, dans sa recommandation générale n°37, qu'il est impératif de prendre des mesures pour atténuer les effets négatifs directs et indirects des changements climatiques sur les femmes et les filles et de s'y adapter. En outre, la résolution 40/11 du Conseil des droits de l'homme a déclaré qu'il est « nécessaire de respecter, de soutenir et de protéger les activités des défenseurs des droits de l'homme, y compris les femmes et les personnes autochtones », si l'on veut protéger et préserver les droits de l'homme et l'environnement.

Compte tenu des effets des changements climatiques et des conflits sur les femmes et les filles, et de la contribution potentielle des femmes et des filles à l'action climatique, à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix, il y a lieu d'intégrer les changements climatiques et la sécurité dans le programme plus large du Conseil de sécurité.

En outre, il est également important d'intégrer les changements climatiques et la sécurité dans les efforts visant à protéger les civils, en particulier dans le contexte de l'augmentation des tensions et des conflits liés au climat.

En outre, le Conseil de sécurité aurait la possibilité d'inviter les parties à un différend lié aux changements climatiques à régler leur différend par la négociation, l'ouverture d'enquêtes, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, le règlement judiciaire ou le recours à des organismes ou arrangements régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix. L'Autriche entend renforcer sa propre capacité à faciliter la médiation, par exemple en ce qui concerne les litiges liés à l'eau. En outre, le Conseil de sécurité pourrait guider d'autres organes et organisations pour qu'ils mènent des études et des activités analytiques, d'alerte précoce et de prévention ciblées sur les changements climatiques et la sécurité.

Compte tenu des conséquences humanitaires dévastatrices d'une guerre nucléaire, notamment la famine due aux changements climatiques, l'Autriche est depuis longtemps un fervent détracteur des armes nucléaires. Comme le rappelle la note de cadrage (S/2021/155, annexe), le Conseil de sécurité a déclaré à de nombreuses reprises qu'il était plus efficace de prévenir les conflits que d'intervenir face à leurs conséquences. Comme l'indique un rapport de l'ONU et de la Banque mondiale, une prévention efficace des conflits s'inscrit dans le long terme et nécessite une action en amont sur les risques bien avant qu'ils ne se transforment en crises.

De l'avis de l'Autriche, il convient donc de prendre dûment en considération les graves conséquences environnementales de toute détonation d'armes nucléaires, qu'elle soit le résultat d'un accident, d'un malentendu ou à dessein. L'existence d'armes nucléaires comporte le risque inhérent d'une catastrophe environnementale, d'un hiver nucléaire ayant de graves répercussions sur la production de denrées alimentaires de base dans de grandes parties du monde. Les armes nucléaires ont donc un fort potentiel de mener à un nouveau conflit lié au climat. Les mesures visant à réduire les arsenaux d'armes nucléaires et/ou à diminuer la probabilité de leur utilisation concernent donc également les risques de conflits liés au climat et les réponses à y apporter.

L'ampleur des conséquences d'une explosion d'armes nucléaires a fait l'objet d'une attention accrue ces dernières années. La communauté internationale est désormais plus consciente des conséquences à court et à long terme des explosions d'armes nucléaires sur la santé publique, l'environnement, les perturbations climatiques, la sécurité alimentaire, les migrations, les questions liées au développement et les infrastructures, entre autres choses. Les différents risques qui pourraient résulter d'une explosion délibérée ou accidentelle d'armes nucléaires, tels que l'erreur humaine, la négligence, les erreurs de calcul, les erreurs techniques et les vulnérabilités des armes nucléaires et de leurs infrastructures, ont également été de plus en plus mis en évidence.

En outre, les conséquences durables, directes et indirectes, environnementales et humaines, des essais nucléaires doivent être dûment prises en considération. L'histoire des essais nucléaires a laissé un héritage dévastateur aux communautés touchées, laissant leurs territoires contaminés et inhabitables. Il est grand temps de fermer la porte aux essais nucléaires et de faire entrer en vigueur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires afin de réagir fermement à toute préparation de nouveaux essais.

Le Conseil de sécurité et les États Membres de l'ONU devraient donc s'engager dans de vastes discussions sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, prendre des mesures urgentes pour réduire les risques nucléaires, assurer l'adhésion universelle au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et, en attendant son entrée en vigueur, s'engager à respecter et maintenir le moratoire sur tout essai nucléaire.

Tout ceci illustre le fait que nous devons aborder toute une série de questions et prendre de nombreuses mesures. Les autres États Membres auront certainement leurs propres commentaires et idées. Un multilatéralisme fort et efficace est la meilleure approche pour traiter de tels problèmes mondiaux. L'Autriche se félicite de la tenue de ce débat sur le climat et la sécurité et se réjouit de l'engagement continu sur cette question au sein du Conseil de sécurité.

Annexe 24**Déclaration de M^{me} Rabab Fatima, Représentante permanente du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie la présidence britannique d'avoir convoqué le débat public de haut niveau du Conseil de sécurité d'aujourd'hui sur le thème « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : climat et sécurité ». Je remercie également le Secrétaire général d'avoir partagé son point de vue important sur cette question.

Le Bangladesh est le pays qui contribue le moins aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. Pourtant, nous figurons parmi les pays les plus vulnérables au climat dans le monde. Selon l'indice des risques climatique de Germanwatch, le Bangladesh est la septième nation la plus touchée par les phénomènes météorologiques extrêmes. En pleine pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), nous avons été frappés par le super-cyclone Amphan et les inondations récurrentes de la mousson. Les changements climatiques sont en effet une question existentielle pour nous. Une simple augmentation d'un mètre du niveau de la mer pourrait inonder un cinquième du Bangladesh.

Nous avons récemment assumé la présidence du Forum de la vulnérabilité climatique, qui compte 48 membres. En tant que Président, nous espérons faire progresser les questions vitales pour les pays du Forum lors de la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Glasgow.

Le Bangladesh est convaincu que les changements climatiques et les catastrophes qui en découlent sont une question de développement et doivent être traités dans le cadre de la coopération internationale pour le développement. Les grands émetteurs doivent s'engager dans une réduction rapide des gaz à effet de serre. En outre, les pays les plus vulnérables devraient bénéficier de ressources et d'un soutien technologique adéquats pour relever ces défis.

Le financement de l'action climatique reste d'un niveau lamentable, surtout pour les pays les plus vulnérables. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes doivent être mis en œuvre conformément à leur lettre et leur esprit véritables.

Nous reconnaissons les risques multiformes posés par les catastrophes d'origine climatique, notamment en cas de déplacement de population à grande échelle. Dans ce contexte, nous soulignons la nécessité d'établir un lien factuel entre les changements climatiques et la paix internationale. Le Cinquième Rapport d'évaluation du Groupe international d'experts sur les changements climatiques précise que « les preuves de l'effet des changements et de la variabilité climatiques sur la violence sont contestées ». Cependant, il reconnaît que les changements climatiques ont des répercussions sur la sécurité humaine, notamment s'agissant des personnes qui sont déjà marginalisées. Nous devons nous garder d'adopter une approche alarmiste de cette question. Je voudrais partager quelques réflexions spécifiques à cet égard.

Premièrement, nous estimons que les changements climatiques sont un multiplicateur de risques qui peut influencer sur diverses dimensions de la sécurité humaine dans les pays vulnérables face aux changements climatiques. Ils peuvent créer de nouveaux risques ou exacerber les risques existants en compromettant la sécurité alimentaire, la sécurité de l'eau, la sécurité énergétique, la sécurité des moyens de subsistance, etc. Il est impératif de créer des possibilités permettant de

trouver d'autres moyens de subsistance et d'encourager des solutions adaptées aux conditions locales à ces problèmes urgents, notamment pour prévenir ou réduire au minimum les déplacements de population.

Deuxièmement, nous devons prendre en compte les effets des changements climatiques sur les moyens de subsistance durables, les déplacements de population et les chocs socio-économiques en adoptant une approche de développement et de sécurité humaine. L'ONU doit adopter une approche fondée sur des données probantes qui s'appuient sur des sources d'information nationales et infranationales pour agir de manière appropriée.

Troisièmement, dans une situation de conflit, les effets des changements climatiques peuvent interagir avec d'autres facteurs de fragilité et exacerber les problèmes de sécurité humaine. Grâce à son mandat de consolidation et de pérennisation de la paix, la Commission de consolidation de la paix peut jouer un rôle important dans de tels contextes. Pour ce faire, la prévention à la source est un élément clef.

Quatrièmement, il importe de tirer parti des synergies entre les acteurs de la paix, du développement et de l'action humanitaire. Les deux résolutions jumelles sur la consolidation et la pérennisation de la paix – la résolution 2282 (2016) et la résolution 70/262 de l'Assemblée générale – mettent l'accent sur cette approche transversale. Il faut éviter de donner un caractère excessivement sécuritaire au discours sur les changements climatiques. Il faut impérativement éviter de détourner les ressources des efforts mondiaux d'atténuation et d'adaptation.

Enfin, l'examen quadriennal complet de 2020 encourage les Nations Unies à intégrer la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans les plans stratégiques des fonds et programmes. Il est donc impératif d'inclure les éléments clefs des priorités climatiques des gouvernements, y compris les contributions prévues déterminées au niveau national, dans la planification des activités des Nations Unies dans les pays.

Annexe 25**Déclaration de la Mission permanente de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français et anglais]

Nous remercions le Royaume-Uni pour l'initiative de la réunion d'aujourd'hui et nous nous associons à l'intervention du Groupe des Amis sur le climat et la sécurité (annexe 20).

Nous partageons la position de la grande majorité des membres du Conseil de sécurité qui exige un rôle plus actif du Conseil pour faire face aux risques de sécurité liés aux changements climatiques. C'est la seule institution des Nations Unies qui a pour mandat de maintenir la paix et la sécurité internationales. Il import par conséquent qu'il intègre la prise en compte de cette menace dans son mandat.

Les changements climatiques ne respectent pas les frontières nationales, pas plus que les événements météorologiques plus fréquents et extrêmes qu'ils provoquent. Sécheresses, insécurité alimentaire, déplacements de population, perte de biodiversité, fonte des calottes polaires... tout cela augmente déjà les tensions sociales et politiques. La pandémie de COVID-19 montre à quel point les défis mondiaux nécessitent des réponses mondiales, y compris de la part du Conseil de sécurité.

La Belgique voit trois actions prioritaires pour le Conseil de sécurité en matière de climat et de sécurité : premièrement, intégrer le risque climatique dans son agenda ; deuxièmement, une institutionnalisation renforcée ; et troisièmement, demander un rapport régulier du Secrétaire général pour améliorer notre base d'information.

D'abord sur l'intégration, une priorité clé de la Belgique au cours de notre récent mandat. Le Conseil de sécurité a de plus en plus reconnu l'impact des changements climatiques sur la paix et la sécurité internationales. En conséquence, il a progressivement mandaté les missions de l'ONU pour prendre en compte les risques de sécurité liés au climat et pour soutenir les gouvernements partenaires dans leur gestion des risques. Actuellement, 13 résolutions du Conseil peuvent être considérées comme sensibles au climat. Nous encourageons le Conseil à continuer sur cette voie et nous espérons que les rapports onusiens réguliers au niveau des pays seront sensibles au climat. De plus, les missions des Nations Unies devraient disposer de capacités dédiées, à la fois en termes de personnel et de formation pour s'acquitter de ces mandats.

Deuxièmement, nous nous félicitons de la poursuite de l'institutionnalisation de ce sujet au sein du Conseil grâce au lancement récent du Groupe d'experts informel. Cela permettra aux membres d'évaluer plus systématiquement l'importance des risques de sécurité liés au climat par pays et par région. Une résolution thématique sur le climat et la sécurité est nécessaire de toute urgence afin de fournir une base juridique plus solide à l'engagement du Conseil. L'ONU a également besoin d'un centre d'échange institutionnel qui mobilise l'expertise existante et la met à la disposition du Conseil de sécurité. Nous soutenons fermement le mécanisme de sécurité climatique à cet égard et avons contribué à son renforcement.

Troisièmement, nous réitérons notre demande de longue date de la production d'un rapport régulier du Secrétaire général. Grâce à lui, les implications des changements climatiques sur la paix et la sécurité dans le monde seront mieux évaluées et nous pourrions nous concentrer sur les pays et les régions les plus touchés.

Il devrait inclure une évaluation sensible au genre, des indicateurs d'alerte précoce et des prévisions des risques de sécurité liés au climat, ainsi que des recommandations concrètes pour l'action des organes des Nations Unies pour faire face à ces risques.

Au-delà du mandat du Conseil, la communauté mondiale doit se mobiliser urgemment en matière d'action climatique. Les plans nationaux d'adaptation doivent intégrer les risques de sécurité. Les contributions déterminées au niveau national doivent refléter le niveau d'ambition nécessaire pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 ° C, conformément à l'Accord de Paris. Et à ces fins, il en faut beaucoup plus en termes de financement climatique.

Depuis 2013, la Belgique a dépensé plus de 700 millions d'euros pour soutenir l'action climatique dans les pays du Sud. Nous avons doublé notre contribution au Fonds vert pour le climat et nous nous engageons à accroître considérablement notre financement climatique dans les années à venir en nous concentrant sur l'adaptation et les pays les moins avancés. Notre objectif est d'atteindre 100 millions d'euros par an.

Les changements climatiques sont là, maintenant, et aucun pays ne peut y faire face seul. Nous devons renforcer les partenariats entre l'ONU et les acteurs régionaux tels que l'Union africaine, l'Union européenne et l'OTAN. Les générations actuelles et futures comptent sur nous pour une action forte et concertée. Ne les abandonnons pas.

Annexe 26**Déclaration de M. Ronaldo Costa Filho, Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens à remercier le Royaume-Uni d'avoir pris l'initiative de convoquer ce débat et de nous donner l'occasion de faire avancer notre échange de vues sur le débat en cours sur le climat et la sécurité. C'est une occasion de faire fond sur les discussions précédentes sur cette question, comme le débat qui s'est tenu le 24 juillet 2020 (voir S/2020/751). Comme le Brésil l'a souligné à cette occasion (voir S/2020/751, annexe 22) et le réitère aujourd'hui, même si les débats publics sont appréciés et constructifs, nous devons éviter de formuler la question des changements climatiques en termes de sécurité.

Les défis environnementaux ne doivent pas être dissociés des discussions sur le développement durable, où ils peuvent être mieux évalués en conjonction avec les questions sociales et économiques connexes. Il serait à la fois indésirable et contre-productif de donner un caractère sécuritaire aux questions climatiques. Pendant une discussion axée sur la sécurité, les aspects sociaux et économiques essentiels ont tendance à être mis de côté au profit des aspects militaires. Par conséquent, il y aurait un risque que les défis environnementaux soient constamment abordés avec des outils inappropriés, tels que des mesures militaires ou coercitives. Les outils militaires ne permettent ni de relever les défis environnementaux ni de parvenir au développement durable. En outre, cela reviendrait à gaspiller les efforts et les ressources multilatéraux sur un problème qui ne peut être résolu par la force.

Dans l'esprit de rationalisation du programme multilatéral, nous devons nous efforcer d'éviter les doubles emplois et veiller à ce que les mandats et les responsabilités des uns et des autres soient respectés. Une réaffectation des questions climatiques au Conseil de sécurité réduirait la représentativité d'une question qui intéresse l'ensemble des Membres de l'ONU et qui dispose de son propre régime multilatéral dédié, plus représentatif.

Le régime international constitué par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris sur les changements climatiques sert de cadre aux discussions sur cette question, sur la base du principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives des États. Donner un caractère sécuritaire au programme d'action pour le climat détournerait inutilement de l'attention et des ressources d'initiatives qui sont le fruit de décennies d'efforts et qui, si l'on met en place des approches mieux adaptées, ont davantage de chances de donner des résultats positifs.

Les débats à ce sujet présentent parfois des liens de cause à effet faussés entre le climat et les conflits. L'utilisation d'expressions controversées telles que « lien entre le climat et la sécurité » et « risques de sécurité liés au climat » peut s'avérer contreproductive en renforçant l'idée erronée que les changements climatiques provoquent automatiquement des conflits, sans tenir compte des facteurs liés au contexte, complexes et interdépendants qui sont souvent à l'origine des conflits.

Les conditions qui mettent une société sur la voie d'un conflit exigent une analyse en profondeur des divers tissus socioéconomiques et culturels, avec leurs spécificités uniques. Nous devons donc faire très attention avant de décrire des problèmes environnementaux comme des menaces directes à la paix et à la sécurité.

Le développement durable doit être envisagé de manière globale. Si nous voulons réaliser le développement durable, sa dimension environnementale doit être analysée parallèlement à ses deux autres dimensions, à savoir ses piliers social et économique. Je tiens à souligner que la note de cadrage de quatre pages préparée à

l'occasion de la présente réunion (S/2021/155, annexe), transmise en annexe à la lettre datée du 17 février, ne contient pas l'expression « développement durable ». Même s'il est pris acte de pressions socioéconomiques et que d'autres termes y relatifs sont mentionnés, l'omission d'un concept qui est au cœur du présent débat confirme que l'approche sécuritaire n'est pas la mieux adaptée pour aborder les problèmes liés aux changements climatiques.

Au contraire, la lutte contre les changements climatiques doit être menée avec des outils de développement dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable. Les changements climatiques exigent une action simultanée sur les plans politique, économique et social plutôt que des réponses sécuritaires.

L'énergie détournée par les pays développés pour donner une dimension sécuritaire au programme d'action pour le climat serait mieux employée pour promouvoir des mécanismes financiers visant à appuyer le renforcement de l'action climatique.

Comme l'ont proposé certains États Membres à l'occasion du précédent débat en juillet 2020, le Conseil de sécurité doit aborder les questions liées aux changements climatiques au cas par cas lorsqu'il examine des menaces concrètes à la paix et à la sécurité internationales. Par principe, il doit s'abstenir d'appliquer des formules globales toutes faites sur le sujet en question.

Annexe 27**Déclaration de la Mission permanente du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

Le Chili se félicite de l'inscription de cette question importante à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Nous remercions de leurs exposés le Secrétaire général António Guterres, M. Johan Rockström, professeur de sciences de l'environnement, et les groupes de la société civile et les jeunes militants pour le climat, qui ont fourni des informations précieuses et nous permettent de situer ce débat, sa portée et ses incidences.

Le présent débat se tient à un moment crucial, car il est urgent de prendre des mesures ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques, en particulier dans le contexte difficile créé par la pandémie de maladie à coronavirus. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a fourni des preuves scientifiques concernant l'ambition dont il faut faire preuve pour maintenir l'augmentation des températures mondiales en deçà de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels. Pour atteindre cet objectif, il faudra non seulement se montrer plus ambitieux en matière d'atténuation, mais également mettre en place des politiques d'adaptation à long terme. La science nous a montré que la hausse des températures mondiales causera des dommages profonds aux écosystèmes marins et aux services écosystémiques que génèrent les océans, en raison de processus tels que l'acidification, la désoxygénation et la montée du niveau des mers. Tous ces facteurs constituent de graves menaces au bien-être de nombreuses communautés, et ils nous obligent à mettre en place des mesures de prévention efficaces.

Mon pays n'est pas étranger aux menaces à la sécurité que représentent les changements climatiques. Le Chili est exposé à sept des neuf critères énoncés dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et cela a de profondes répercussions sur la détection des menaces à la sécurité nationale. Par exemple, la longue zone côtière du Chili le rend particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques, compte tenu de la montée du niveau des mers. Dans le même temps, la rareté des ressources marines et terrestres, qui sont affectées par le changement des cycles climatiques, pourrait générer des problèmes en matière de sécurité alimentaire, d'approvisionnement des chaînes de production et de maîtrise des activités illicites.

Enfin, nous estimons que les activités dans le domaine de la défense, l'industrie qui y est associée et la planification de politiques de sécurité peuvent également viser à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, et contribuer de surcroît à l'adaptation aux changements climatiques. Le meilleur moyen de prévenir ou de réduire les effets des changements climatiques sur la sécurité est d'adopter des politiques ambitieuses en matière d'atténuation et d'adaptation. Plus nous investissons aujourd'hui dans l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, moins l'adaptation sera coûteuse demain. Plus nos politiques d'adaptation et de résilience seront efficaces, moins nos populations seront mises sous pression face à des événements climatiques extrêmes ou qui se manifestent lentement.

En tant que Président de la vingt-cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Chili insiste sur la nécessité de mener une action climatique plus ambitieuse. À l'approche de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow,

il est fondamental que les pays annoncent de nouvelles contributions déterminées au niveau national visant à atteindre des objectifs plus élevés et basés sur la solidarité et la nécessité de venir en aide aux populations les plus vulnérables.

Dans l'immédiat, nos systèmes de sécurité nationale doivent promouvoir la collaboration internationale et l'adoption de mesures de confiance mutuelle, qui nous permettent de coordonner les mesures d'atténuation des tensions potentielles liées aux phénomènes climatiques. Le réchauffement mondial est perçu comme une réalité inéluctable, et il importe en conséquence que nous assumions ensemble la tâche inévitable qui consiste à y faire face.

Je voudrais terminer en réitérant que les changements climatiques sont le problème le plus urgent auquel est confrontée notre génération, et les preuves scientifiques sont catégoriques quant aux effets néfastes de l'activité humaine sur le climat, ce qui nous oblige à prendre des mesures immédiates nous permettant de prévenir plutôt que de réagir. Néanmoins, nous devons considérer que les problèmes liés aux changements climatiques ne pourront pas être réglés par des mesures individuelles, mais qu'ils exigent l'engagement de tous. C'est pourquoi la coopération internationale, l'action multilatérale et le renforcement de la confiance sont essentiels en vue de consolider la gouvernance en matière de lutte contre les changements climatiques et de prévenir des situations qui menacent la sécurité.

Annexe 28**Déclaration de la Mission permanente de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En tant que petit pays qui est déjà touché par les changements climatiques sans y avoir contribué de manière significative, Chypre est préoccupée par le manque de préparation de la communauté internationale en matière de lutte contre les problèmes existentiels qui en découlent. Nous souhaitons que le Conseil de sécurité prenne en compte les facteurs de risque liés au climat lorsqu'il examine des situations de conflit et qu'il mène son analyse en fonction des conséquences et/ou facteurs de conflit spécifiques mentionnés ci-dessous.

S'agissant des déplacements de populations, le Conseil de sécurité doit exiger avec plus de fermeté le retour des personnes déplacées par des conflits en tant que principe général. Lorsque des déplacements liés à une situation de conflit sont provoqués par une catastrophe climatique qui rend un lieu inhabitable, le Conseil doit collaborer avec l'État concerné et l'équipe de pays des Nations Unies pour, premièrement, garantir l'apport d'une aide humanitaire ; deuxièmement, mener les populations déplacées en lieu sûr ; et troisièmement, impliquer d'autres États si des solutions viables au sein de l'État concerné sont inenvisageables.

S'agissant des réfugiés climatiques et en anticipation de situations dans lesquelles des États entiers deviendraient inhabitables, on ne saurait faire l'économie d'un instrument international concernant les réfugiés climatiques. Même si un tel instrument n'émanera pas du Conseil, ce dernier doit faire comprendre à ses membres la nécessité de définir les obligations qui incomberont aux États, obligations qu'il devra lui-même contribuer à faire respecter.

En ce qui concerne la question de la migration climatique en tant que menace pour la sécurité, il est à prévoir que les crises politiques, sociales ou économiques qui sont à l'origine des mouvements migratoires augmenteront de façon exponentielle sous l'effet des changements climatiques, et que les pays de transit et de destination auront d'autant plus de mal à gérer les arrivées. À cela s'ajoute la grave menace qui pèse sur la sûreté et la sécurité des migrants. Améliorer la vie des personnes dans les pays d'origine est la seule solution efficace, et le Conseil est particulièrement bien placé pour le faire, étant donné que de nombreux pays d'origine sont des États en conflit.

Pour ce qui est des tensions autour des ressources, elles sont une conséquence certaine de la pénurie d'eau et de l'insécurité alimentaire. À mesure que l'on discernera mieux quelles sont les régions les plus touchées par ces effets des changements climatiques, le Conseil pourrait envisager de prendre des mesures préventives, notamment en demandant au Secrétaire général de faire rapport sur le risque de conflit et en mandatant la fourniture d'une aide humanitaire pour désamorcer les tensions jusqu'à ce que des solutions plus permanentes puissent être trouvées.

En ce qui concerne les outils existants au service de la prévention, l'outil le plus important dont dispose actuellement le Conseil est peut-être sa capacité d'appeler les États Membres à utiliser des mécanismes, y compris judiciaires, pour le règlement pacifique des différends découlant des phénomènes liés aux changements climatiques ou exacerbés par ceux-ci.

En termes de conflit armé et de protection de l'environnement, Chypre, dont une partie du territoire est sous occupation, est empêchée de protéger l'environnement sur l'ensemble de son territoire et est condamnée à observer passivement la dégradation de l'environnement causée par la Puissance occupante en toute impunité. Dans ces

situations de conflit international, le Conseil a un rôle indispensable à jouer pour que l'État responsable respecte l'environnement dans le territoire sur lequel il exerce un contrôle effectif.

Alors que nous nous éloignons de l'objectif de 1,5°C, nous devons mieux nous préparer à affronter les conséquences qui vont inévitablement se produire. Les États Membres, ainsi que le Conseil de sécurité, doivent adopter une approche plus globale de la sécurité et évaluer au niveau national le risque de conflit dû aux phénomènes liés aux changements climatiques qui devraient les toucher spécifiquement.

Annexe 29

Déclaration de la Mission permanente de la République tchèque auprès l'Organisation des Nations Unies

La République tchèque s'associe à la déclaration présentée par le Groupe des Amis pour le climat et la sécurité (voir annexe 20) et souhaite ajouter les remarques suivantes à titre national.

La République tchèque remercie le Premier Ministre Boris Johnson d'avoir organisé le présent débat. Nous saluons le rôle de chef de file joué par le Royaume-Uni sur ce sujet important. En 2007, lorsque s'est tenu le tout premier débat du Conseil de sécurité consacré au climat et à la sécurité (voir S/PV.5663), il était présidé par l'ancienne Ministre britannique des affaires étrangères, Margaret Beckett.

Les conséquences des changements climatiques sur la paix et la sécurité sont de plus en plus évidentes. La pénurie d'eau, l'insécurité alimentaire, les pertes de moyens de subsistance, les déplacements massifs et la concurrence pour les ressources, qui sont causés ou exacerbés par les changements climatiques, sont autant de facteurs qui accroissent le risque d'insécurité et de conflit. Ils peuvent également ralentir ou entraver la consolidation de la paix. Dans les pays fragiles et touchés par des conflits, ils peuvent provoquer des réactions en chaîne négatives. Une intégration systématique des risques de sécurité liés au climat dans les travaux du Conseil de sécurité est nécessaire, notamment par le biais de rapports réguliers du Secrétaire général mais aussi en intégrant les risques de sécurité liés au climat dans les mandats, stratégies et actions du Conseil de sécurité.

La gestion des risques liés aux changements climatiques pour la paix et la sécurité est une tâche complexe. Les orientations fournies par le mécanisme de sécurité climatique sont à cet égard précieuses. La prochaine étape doit être la nomination d'un ou d'une représentante spéciale des Nations Unies pour le climat et la sécurité, qui contribuerait à améliorer la coordination entre les entités onusiennes. Il est important d'améliorer la capacité de l'ONU de réduire au minimum les risques de sécurité liés aux changements climatiques.

Les outils et pratiques d'adaptation aux changements climatiques constituent un élément crucial du lien entre l'action humanitaire, le développement et la sécurité. Ils renforcent la résilience des populations et des pays face aux risques de sécurité induits par les changements climatiques. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030) est particulièrement pertinent dans ce contexte. Les approches recommandées par le Cadre sont reprises dans l'aide officielle au développement de la République tchèque. Leur mise en œuvre renforce la cohésion sociale des populations et appuie la consolidation de la paix.

La vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) sera la réunion la plus importante sur le climat depuis l'adoption de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, et nous devons être ambitieux quant à ses résultats. La pandémie actuelle de maladie à coronavirus (COVID-19) est l'occasion de construire des économies plus vertes, plus durables et plus inclusives. L'atténuation, l'adaptation et le renforcement de la résilience doivent rester en tête de l'ordre du jour de la COP26, car ils contribuent à réduire les risques, y compris les risques de sécurité liés au climat.

La République tchèque appuie la coopération et l'action mondiales visant les changements climatiques et leurs répercussions sur la sécurité. Le moment est venu de promouvoir ce programme au Conseil de sécurité et de traduire ce débat en actes concrets.

Annexe 30**Déclaration de M. Jeppe Kofod, Ministre des affaires étrangères du Danemark**

J'ai le plaisir de m'exprimer au nom des pays nordiques, à savoir la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et le Danemark.

Le traitement des risques de sécurité liés au climat est essentiel à la pérennisation de la paix. Nous voudrions proposer quatre mesures clefs à prendre par les États Membres, le Conseil de sécurité et l'ONU.

Premièrement, dans les pays touchés par le double fardeau des changements climatiques et des conflits, les risques de sécurité liés au climat doivent faire partie des politiques et des plans nationaux d'atténuation et d'adaptation. L'action climatique doit tenir compte des risques de conflit ; et les interventions en cas de conflit doivent prendre en considération les questions climatiques. Il s'agit notamment de faire la part des risques climatiques dans les activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix et de veiller à ce que le redressement économique post-conflit ne repose pas sur une utilisation et une gestion non durables des ressources naturelles.

Deuxièmement, le Conseil de sécurité doit continuer de confier aux opérations de paix des Nations Unies la tâche de prendre en compte les risques de sécurité liés au climat, le cas échéant, et les doter des moyens nécessaires à cette fin. Il s'agit notamment de renforcer la coopération avec la société civile, les organisations météorologiques et les acteurs régionaux et sous-régionaux en matière d'analyse et d'alerte précoce sensibles au climat. Nous devons nous appuyer sur l'excellent travail réalisé par le mécanisme de sécurité climatique à cet égard. Nous espérons également voir une coopération plus étroite entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix.

Troisièmement, un rapport régulier du Secrétaire général sur les risques de sécurité liés au climat pourrait améliorer notre capacité d'agir sur ce front. Il existe également des liens avec les droits de l'homme, l'extrémisme violent, l'égalité des sexes, les déplacements et les migrations irrégulières.

Enfin, à l'appui du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, nous devons promouvoir la participation pleine, égale et véritable des femmes à la définition et au traitement des risques liés au climat. Les femmes et les filles jouent un rôle clef dans l'élaboration de solutions durables dans les secteurs sensibles au climat, tels que l'agriculture, la santé et l'eau. Et elles sont souvent touchées de manière disproportionnée par les changements climatiques et l'insécurité. Une approche porteuse de transformation sur les questions de genre doit dès lors être appliquée aux interventions en matière de climat et de sécurité.

Pour terminer, les changements climatiques sont le grand enjeu de notre temps. Les contextes fragiles et les communautés vulnérables sont les plus touchés, mais le règlement du problème est une responsabilité collective. Cela exige la coopération, un multilatéralisme renouvelé et la solidarité.

Annexe 31

Déclaration de M. Cristian Espinosa Cañizares, Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : espagnol]

Je tiens à mettre en exergue le travail accompli par le Royaume-Uni au cours de sa présidence du Conseil de sécurité pendant le mois de février 2021. Je le félicite également d'avoir organisé le présent débat public sur les risques liés au climat pour la paix et la sécurité, qui est d'autant plus opportun dans le contexte de la présidence britannique de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Sept mois se sont écoulés depuis le débat sur le climat et la sécurité (voir S/2020/751), au cours duquel nous avons reconnu que les changements climatiques comptent parmi les principaux défis de notre temps, étant donné que leurs effets néfastes compromettent la capacité de tous les pays à parvenir au développement durable.

Qui plus est, la communauté internationale a constaté que les effets sur les écosystèmes et la biodiversité, ainsi que les utilisations abusives et le commerce illégal de la faune sauvage sont susceptibles d'accroître la transmission de maladies zoonotiques et infectieuses, telles que la maladie à coronavirus (COVID-19).

Lors du débat du Conseil de sécurité du 17 février (voir S/2021/157), consacré à l'application de la résolution 2532 (2020) adoptée par le Conseil de sécurité il y a sept mois, nous avons eu l'occasion de présenter notre point de vue sur l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la paix et la sécurité internationales.

Les effets néfastes des changements climatiques – perte de biodiversité, désertification et sécheresse, élévation du niveau de la mer, et sévérité accrue des catastrophes naturelles – génèrent des problèmes sociaux et économiques tels qu'insécurité alimentaire, difficultés subies par les systèmes de santé, chômage, et manque de moyens de subsistance, entre autres. Les conséquences humanitaires des changements climatiques sont elles aussi catastrophiques, puisqu'il s'agit notamment de la perte de millions de vies, de déplacements de populations, de la précarisation de l'emploi et de l'exploitation, ainsi que du risque de marginalisation, qui touche davantage les groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Les changements climatiques ont un effet multiplicateur sur les risques pour la paix. Dans de nombreux cas, ils endommagent le tissu social et créent un environnement propice à l'extrémisme violent et à la criminalité organisée, auxquels ils servent de terreau.

Je tiens également à souligner que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est le principal forum intergouvernemental disposant de l'expertise et des capacités nécessaires pour négocier la réponse mondiale aux changements climatiques. Cela étant, nous pensons que les débats du Conseil de sécurité sur cette question sont complémentaires, pour permettre de mieux comprendre les liens entre changements climatiques et paix et sécurité internationales, de sorte que l'on puisse exploiter les synergies entre les différents organes du système des Nations Unies, dans le cadre de leurs mandats.

Le degré d'ambition nécessaire pour lutter contre les changements climatiques exige de fournir davantage de moyens de mise en œuvre – ressources financières adéquates, renforcement des capacités et transfert de technologies – aux pays en développement. Je réaffirme également les principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées, ainsi que le droit au développement.

L'Équateur préconise la prévention, le renforcement des capacités et la résilience en tant que composantes essentielles de la réduction des risques de catastrophe, afin d'assurer la prévention et de reconstruire en mieux, comme le prévoit le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), avec des dispositifs d'alerte rapide pour faire face aux risques liés au climat.

L'Équateur considère également l'adaptation aux changements climatiques comme une question prioritaire qui nécessite un financement adéquat dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Il convient de poursuivre l'examen approfondi des liens entre changements climatiques et paix et sécurité, ce pour quoi les contributions des institutions nationales et des coordonnateurs résidents vont rester très précieuses.

Pour terminer, je réaffirme ce que mon pays avait déclaré lors du débat du Conseil de sécurité du 6 janvier sur les contextes précaires (voir S/2021/24). Nous convenons que la paix et le développement se renforcent mutuellement. Nous devons maintenant avancer dans la mise en œuvre d'une réponse internationale coordonnée. Il incombe à toute la communauté internationale d'aborder et de surmonter les risques que les changements climatiques font peser sur la sécurité.

Annexe 32**Déclaration de la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Qu'il me soit avant tout permis de nous féliciter de l'initiative du Royaume-Uni qui assure la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de février.

Nous sommes fermement résolus à relever les défis posés par les changements climatiques et nous pensons que l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, ainsi que les conventions internationales pertinentes, notamment la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et l'Accord de Paris sur les changements climatiques conclu en vertu de cette dernière, restent les enceintes dotées du mandat initial et les précurseurs des solutions requises pour remédier à la crise climatique dans toutes ses manifestations.

L'Égypte a pleinement conscience des graves répercussions que les changements climatiques et la dégradation de l'environnement ont sur les moyens de subsistance de l'humanité et sur notre planète. Il convient de noter que la vulnérabilité économique et la dépendance vis-à-vis des ressources constituent un élément clef du lien entre les changements climatiques et la viabilité des moyens de subsistance dans les pays en développement.

Les changements climatiques se manifestent, entre autres, par la fréquence et l'ampleur croissantes des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les canicules, les précipitations sans précédent, les orages et les ondes de tempête provoquées par les cyclones, typhons et autres ouragans, qui ont pour effet d'augmenter la vulnérabilité des pays, notamment les pays en développement. Les effets des changements climatiques peuvent également se refléter dans l'élévation du niveau de la mer, la désertification et la perte de biodiversité. Les efforts d'adaptation et d'atténuation sont donc indispensables pour répondre aux besoins en matière de développement durable et pour remédier aux dommages que ces effets provoquent.

En outre, les effets des changements climatiques et les risques de conflit compromettent une relation multidimensionnelle et complexe pour laquelle l'expérience a montré que les changements climatiques sont souvent susceptibles d'exacerber les risques liés à la production énergétique, à la sécurité alimentaire, à la disponibilité de l'eau, au développement économique et aux inégalités sociales. Tout en étant conscients de l'importance du discours sur la sécurité climatique, qui met l'accent sur la menace que représentent les changements climatiques, nous ne saurions négliger d'aborder la sécurité économique et la menace que les changements climatiques font peser sur le développement durable.

Alors même qu'elle contribue le moins aux émissions mondiales, l'Afrique est, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le continent qui a été et continue d'être le plus touché par les changements climatiques. Les données montrent que les changements climatiques ont une incidence croissante sur le continent, contribuant à l'insécurité alimentaire et aux tensions sur les ressources en eau. La situation a été encore aggravée par les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). À cet égard, l'Agenda 2063 de l'Union africaine prend acte du fait que les changements climatiques sont un défi majeur pour le développement du continent.

Dans ce sens, l'Égypte est considérée comme l'un des pays les plus touchés par les conséquences des changements climatiques. La pénurie d'eau est la crise la plus alarmante, et elle pourrait avoir de graves conséquences aussi bien socioéconomiques que sur le plan de la sécurité.

Nous restons pleinement attachés efforts mondiaux visant à remédier aux conséquences des changements climatiques. Nous avons œuvré à l'élaboration de l'Initiative d'adaptation pour l'Afrique, qui représente la contribution du continent aux efforts mondiaux d'adaptation. En outre, l'Égypte et le Royaume-Uni ont coprésidé le volet adaptation et résilience du Sommet Action Climat 2019, et ont mené les efforts inlassables pour accentuer ce volet, efforts qui ont abouti à l'annonce, par le Premier Ministre britannique Boris Johnson, de la création de la coalition pour l'action en matière d'adaptation (Adaptation Action Coalition) lors du Sommet pour l'adaptation aux changements climatiques qui s'est tenu aux Pays-Bas, le 25 janvier.

La prise en compte des besoins d'adaptation des pays en développement permettra de prendre, contre les risques climatiques, des mesures préventives propres à préserver les acquis du développement.

La communauté internationale assume une importante responsabilité face aux risques posés par le changement climatique. L'une des principales voies par lesquelles la communauté internationale peut accompagner la lutte contre les risques connexes consiste à fournir aux pays en développement des moyens d'appui à la mise en œuvre suffisants. Ce soutien, en plus d'être une obligation pour les pays développés dans le cadre de la CCNUCC, est essentiel pour garantir que les pays en développement puissent prendre des mesures d'adaptation et d'atténuation.

À cet égard, des estimations récentes montrent qu'entre 2004 et 2011, l'Afrique n'a reçu que 132 millions de dollars des instruments dédiés au financement de l'action climatique pour soutenir l'adaptation. C'est très insuffisant si l'on considère que l'Afrique a besoin de plus de 40 milliards de dollars par an jusqu'en 2030. Sans un soutien international pour les moyens de mise en œuvre, notamment financier, les menaces liées aux changements climatiques continueront de se multiplier.

En conclusion, nous voudrions souligner l'urgence de relever les défis des changements climatiques par une approche globale qui vise, au fond, à assurer le développement durable des pays en développement tout en garantissant leur stabilité et leur prospérité.

Annexe 33**Déclaration de la Mission permanente d'El Salvador auprès
l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

El Salvador est situé dans l'une des régions les plus vulnérables aux effets des changements climatiques. En 2020, alors que le Gouvernement faisait face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), il a dû détourner des ressources et se concentrer sur l'urgence nationale en raison des effets dévastateurs des tempêtes tropicales Amanda, Cristobal et Iota, qui ont provoqué des inondations touchant quelque 30 000 familles et des pertes matérielles s'élevant à 200 millions de dollars. Les pertes de vies humaines, les dommages causés aux infrastructures et l'augmentation du risque de catastrophe sont des effets auxquels El Salvador doit faire face année après année.

El Salvador reconnaît que les changements climatiques ne sont pas une cause directe de conflits violents, mais que leurs effets peuvent menacer les moyens de subsistance et créer une instabilité politique et sociale, voire servir de catalyseur à l'éclatement d'un conflit.

Les défis sont divers et présentent des complexités qui nécessitent de s'appuyer sur l'expérience et les capacités en matière de changements climatiques et de les consolider. À cet égard, il est essentiel d'établir des mécanismes participatifs qui impliquent tous les secteurs, y compris les institutions de gouvernance mondiale, afin de coordonner les actions d'adaptation et d'atténuation relatives aux changements climatiques, ainsi que leur financement à tous les niveaux.

Il est également impératif de renforcer la coordination et la cohérence entre les efforts de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du Conseil de sécurité, y compris les travaux du système des Nations Unies et de ses organismes. El Salvador a tout intérêt à promouvoir un échange d'informations plus fluide entre tous les acteurs de l'Organisation, ce qui nous permettra de prendre de meilleures décisions.

Dans le cadre des travaux de l'Organisation, nous appelons à accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de ses objectifs de développement durable, des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur la paix, la sécurité et les changements climatiques et d'autres instruments multilatéraux pertinents, tels que l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), y compris les accords sur la réduction des émissions mondiales de carbone d'ici 2030 et la réalisation de la neutralité carbone d'ici 2050.

L'année 2021 sera une année clé pour répondre aux effets des changements climatiques. La vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le sommet sur la biodiversité et le dialogue de haut niveau sur la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse, entre autres manifestations, sont des espaces qui nous aideront à traduire notre volonté politique en actions concrètes.

Les défis sont spécifiques à la région qui y est confrontée. El Salvador estime donc que les organismes régionaux ont un rôle fondamental à jouer dans cet effort, par exemple en testant la réponse, la résilience et l'adaptation aux catastrophes. Nous appelons les États et les organisations qui sont en mesure de le faire à investir des ressources et des fonds pour que les politiques climatiques et de durabilité puissent

être mises en œuvre dans toutes les régions, en particulier les régions les plus vulnérables. Cela inclut le financement du Fonds vert pour le climat et la promesse de mobiliser 100 milliards de dollars pour l'action climatique.

En ce qui concerne les mécanismes du Conseil de sécurité pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, El Salvador souligne le fait présenté par le Secrétaire général que 7 des 10 missions de maintien de la paix sont situées dans des pays qui sont les plus vulnérables aux changements climatiques. El Salvador se félicite donc du fait qu'au moins six missions de maintien de la paix aient intégré des composantes liées aux changements climatiques. Nous croyons qu'il faut continuer cette pratique lors du renouvellement des mandats de toutes les missions de paix et missions politiques spéciales. Les rapports périodiques de ces missions pourraient inclure une analyse des risques, des conséquences et des implications humanitaires sur le terrain, entre autres aspects, afin de servir de contribution et de base au renforcement des missions à l'avenir.

El Salvador s'inquiète du fait que ce sont les secteurs les plus vulnérables qui sont les plus exposés à la violence et à la vulnérabilité aux changements climatiques. Les enfants, les jeunes et les femmes sont touchés de manière disproportionnée par les conflits et les effets dévastateurs des changements climatiques. Le Conseil de sécurité devrait envisager des mesures qui tiennent compte des particularités et des besoins de chaque secteur sur le terrain.

Nous considérons l'action climatique comme une opportunité de renforcer les programmes transversaux du Conseil de sécurité, tels que ceux sur la protection des civils, les femmes et la paix et la sécurité et les jeunes et la paix et la sécurité. Les femmes et les jeunes doivent faire partie des mécanismes qui visent à trouver des réponses et à traiter les effets des changements climatiques.

Enfin, El Salvador continuera à s'efforcer de transformer les analyses et les discussions en actions. Nous réitérons notre appel à la coopération de toutes les parties prenantes politiques pour élaborer des réponses globales afin que les États Membres, le système des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales et les autres acteurs compétents puissent mieux faire face aux risques de sécurité liés au climat.

Annexe 34

Déclaration de M. Satyendra Prasad, Représentant permanent des Fidji auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous félicite, Monsieur le Ministre, ainsi que le Gouvernement britannique, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité. Je vous remercie d'avoir convoqué le débat le plus important de notre époque au Conseil de sécurité, à savoir celui sur les menaces croissantes et grandissantes que la crise climatique fait peser sur la paix et la sécurité internationales.

Au nom du Premier Ministre des Fidji, M. Josaia Voreqe Bainimarama, j'ai le plaisir de faire les observations suivantes au Conseil de sécurité ce matin. Nous nous associons aux déclarations faites par M. Gaston Browne, Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda et Président de l'Alliance des petits États insulaires (annexe 19) ; le Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne au nom du Groupe des Amis pour le climat et la sécurité (annexe 20) ; et le Représentant permanent des Tuvalu en sa qualité de Président du Forum des îles du Pacifique et des petits États insulaires en développement du Pacifique (annexe 61).

C'est le débat du Conseil de sécurité de notre époque. Personne ne devrait être plus conscient de la rapidité et de l'acharnement avec lesquels la crise climatique a un impact sur la paix et les conflits dans le monde. La menace ou les menaces multiples découlant de la crise climatique génèrent de nouveaux conflits à l'échelle mondiale et rendent les conflits existants plus difficiles à résoudre. Chaque fois que cela se produit, ce n'est pas le Conseil de sécurité seul, mais l'ensemble du système des Nations Unies qui porte une part de responsabilité.

Les effets et les conséquences de la crise climatique sur la sécurité des petits États insulaires en développement du Pacifique bleu augmentent. Ils augmentent dangereusement et exigent une action proportionnellement urgente de la part du Conseil de sécurité.

Au moment où je m'adresse au Conseil de sécurité aujourd'hui, le Gouvernement fidjien, ses organismes d'intervention en cas de catastrophe, sa marine et son armée travaillent main dans la main avec les Nations Unies pour réparer les maisons, reconstruire les moyens de subsistance et rétablir les services pour les communautés des îles fidjiennes après le passage du cyclone tropical Ana, qui a frappé les Fidji il y a seulement deux semaines. On pourrait dire que c'est normal pour un pays situé dans le Pacifique Sud pendant la saison des cyclones. Ce serait en effet exact.

Alors que le Gouvernement fidjien collabore avec les Nations Unies et ses partenaires de développement pour porter secours aux communautés touchées par le cyclone tropical Ana, il répond également aux besoins des communautés et des familles touchées par le supercyclone tropical de catégorie 5, Yasa, qui a frappé les îles fidjiennes un mois plus tôt. Toutes les communautés et les familles ont été touchées par ce cyclone. Cela est un peu moins normal.

Alors que le Gouvernement fidjien travaille avec ses partenaires de développement à la reconstruction après le passage des cyclones tropicaux Ana et Yasa, il s'efforce en même temps de soutenir les communautés touchées par le supercyclone tropical Harold, qui a frappé les Fidji plus tôt cette année. Cela ne peut certainement pas être normal. Aucun pays ne peut supporter une telle dévastation, année après année. Et cela n'est certainement pas possible pendant une année où le pays doit également faire face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

C'est le cas aux Fidji, mais il en va de même pour de nombreux petits États insulaires. C'est pourquoi nous, les petits États insulaires, sommes bien représentés au débat du Conseil de sécurité ce matin. L'insécurité croissante découlant de l'assaut

incessant de la crise climatique – de ses effets catastrophiques à ses effets à évolution lente, tels que des périodes de sécheresse plus longues et l'élévation du niveau de la mer – exige l'attention du Conseil de sécurité de façon inédite.

Les Fidji sont fières de leurs contributions aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies depuis plus de 40 ans. Elles ont apporté aux opérations de paix des Nations Unies des années de compétences et des idées sur la manière dont la crise climatique alimente l'instabilité, provoque des conflits et exacerbe les tensions. Ce sont là des compétences importantes à apporter aux opérations de paix des Nations Unies. Le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que la majorité des opérations de paix des Nations Unies sont déjà situées dans des régions qui subissent une forte pression climatique. Il ne s'agit pas d'une coïncidence, mais d'une conséquence. Dans toutes ces situations, une conséquence évidente de la pression climatique, comme la pénurie d'eau et une grave dégradation de l'environnement, alimente les conflits. Dans chacun de ces cas, la pression climatique rend les efforts de pérennisation de la paix plus difficiles.

Le Conseil de sécurité a été chargé de maintenir la paix s'agissant des relations entre les pays. De plus en plus fréquemment, avec plus de certitude et plus de force, la pression climatique et la crise climatique ont des effets sur la stabilité des pays. De même, la pression climatique alimente une pression croissante sur la sécurité et la paix entre les pays.

Le Secrétaire général Guterres a déclaré que pendant que nous nous attaquons à la COVID-19, nous ne pouvons pas remettre l'action climatique à demain car les changements climatiques ne se sont pas arrêtés. Les Fidji et les îles du Pacifique sont en première ligne de la crise climatique. Elles vivent et subissent ses effets, jour après jour.

Le réchauffement des océans exerce une pression croissante sur l'économie bleue, entraînant la migration des stocks de poissons vers des eaux plus froides, ce qui porte atteinte à nos moyens de subsistance et à notre économie. En raison de la fréquence accrue des catastrophes, les infrastructures de l'économie bleue – quais, jetées, pistes d'atterrissage, bateaux et investissements dans l'aquaculture – sont détruites plus fréquemment et doivent être reconstruites plus souvent.

La réinstallation des communautés côtières est le défi le plus remarquable. Rien qu'au cours des deux dernières semaines, les anciens de deux villages de l'île de Vanua Levu, situés à l'épicentre des derniers cyclones, ont demandé au Premier Ministre fidjien de les installer ailleurs. Les villages de Cogea et de Nabavatu seront réinstallés. Combien d'autres villages aux îles Fidji et dans le Pacifique doivent être réinstallés alors qu'ils n'y sont pour rien ?

En plus du fardeau du relèvement après la COVID-19 et les catastrophes climatiques, ces pays doivent supporter le coût de cette relocalisation seuls en grande partie. Il faut faire des concessions.

La réinstallation des communautés côtières exerce des pressions supplémentaires sur les zones et les régions urbaines. La réinstallation des communautés se fait toujours au détriment des droits fonciers et d'autres droits consacrés par les pratiques coutumières traditionnelles.

La réinstallation de communautés entières à l'intérieur du pays et celle de populations plus importantes provenant d'autres pays sont un problème urgent dans le Pacifique. Les Fidji ont proposé à Kiribati et Tuvalu, ses voisins, de se réinstaller aux Fidji, s'ils le souhaitent. Nous maintenons cet engagement.

Les migrations causées par les changements climatiques sont désormais une raison importante et légitime de relocalisation interétatique. Ces déplacements doivent toujours être effectués avec précaution. Le Conseil de sécurité doit avoir

accès à des informations plus approfondies sur la manière dont les réseaux informels, et souvent criminels, commencent à opérer dans cet espace parce que la pratique des États et le droit international ne répondent pas aux besoins des communautés touchées par les changements climatiques qui doivent se réinstaller.

Certains États demandent : pourquoi le Conseil de sécurité ? Pourquoi cette question doit-elle être traitée par le Conseil de sécurité ? La réponse est évidente. Sous tous ses aspects, la pression climatique dans les petits États insulaires du Pacifique est passée du statut de multiplicateur de menaces à celui de défi pour la paix et la sécurité. C'est pourquoi ce débat du Conseil de sécurité est si important. J'ajouterai également que ce débat est fondamental pour l'avenir du Conseil de sécurité et du système des Nations Unies dans son ensemble.

Nous avons salué les progrès réalisés en ce qui concerne le mécanisme de sécurité climatique. Les Fidji se félicitent des informations communiquées par le Secrétaire général sur les aspects de sécurité de la pression climatique.

Les Fidji se joignent à leurs collègues ce matin pour appeler à l'intégration des aspects de sécurité de la pression climatique dans toutes les opérations de paix. Les Fidji se joignent aux États Membres pour demander une réponse unifiée des Nations Unies à l'intégration des perspectives de paix et de sécurité dans tous les investissements en faveur du développement dans les pays très vulnérables face aux changements climatiques. Les Fidji se joignent à leurs collègues pour demander que les rapports soumis au Conseil et à tous les autres organes sur les conséquences des changements climatiques pour la paix et la sécurité soient plus approfondis.

Pour de nombreux pays, les conséquences de la pression climatique sur la paix et la sécurité peuvent être envisagées dans un avenir proche. Pour les Fidji et les petits États insulaires du Pacifique, il s'agit des considérations d'actualité. Il suffit de demander aux équipes de pays des Nations Unies dans les pays qui sont continuellement en mode mission depuis près de deux mois, évaluant, guérissant et consolant une communauté après l'autre. Ces communautés essaient d'envisager un avenir meilleur avec espoir après la destruction de tout ce qu'elles possédaient pendant des années et des décennies.

C'est pourquoi j'ai dit que ce débat était le débat le plus important de notre époque au Conseil de sécurité. Nous attendons une réponse du Conseil de sécurité adaptée à notre époque et qui donne de l'espoir aux pays et aux communautés du monde entier, où la paix et la sécurité sont désormais fondamentalement et implacablement menacées par la crise climatique.

Annexe 35

Déclaration de la Mission permanente de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à remercier la présidence britannique d'avoir organisé ce débat public de haut niveau et d'avoir placé la question critique du climat et de la sécurité en tête de l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Je tiens également à exprimer mes sincères remerciements aux intervenants pour leurs contributions à ce sujet.

Les risques climatiques pesant sur la paix et la sécurité internationales sont réels et pressants. Si les changements climatiques posent une menace à la paix et à la sécurité en général, leurs conséquences immédiates sont particulièrement ressenties par les communautés côtières et les petits États insulaires, qui sont déjà confrontés à la sombre réalité de devoir réinstaller leurs populations loin de chez elles en raison de la montée du niveau des mers et de la dégradation des terres. Dans le même temps, les changements climatiques frappent le plus fort dans les pays fragiles ou touchés par des conflits, où ils créent une concurrence pour l'accès à des ressources naturelles rares, provoquent des déplacements massifs, minent la cohésion sociale et favorisent la radicalisation.

La portée des changements climatiques est complexe et vaste, et notre réponse doit l'être également. L'urgence actuelle liée à la maladie à coronavirus a montré très clairement au monde entier que réduire des solutions élaborées à l'échelle du système à des actes unilatéraux est futile et ne fait que provoquer davantage de dégâts. Dans ce contexte, nous accueillons avec satisfaction les efforts accrus consentis par le Conseil de sécurité au cours des dernières années pour aborder les questions de sécurité liées au climat, notamment en intégrant l'analyse de la sécurité liée au climat dans ses opérations de maintien de la paix et ses missions politiques spéciales.

Nous estimons qu'une approche préventive doit être prioritaire pour déterminer le programme d'action climatique du Conseil de sécurité. Pour que la prévention soit efficace, le Conseil doit être pleinement informé des risques de sécurité liés au climat à l'échelle mondiale. À cet égard, nous espérons que le Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité sur le climat et la sécurité qui a vu le jour récemment, et le Mécanisme de sécurité climatique, créé en 2018, renforceront de manière substantielle les capacités du Conseil en matière d'information et d'analyse en ce qui concerne les répercussions des changements climatiques sur la paix et la sécurité.

Deuxièmement, nous devons accélérer l'action collective pour réduire les émissions mondiales, renforcer les mesures d'adaptation aux incidences climatiques et favoriser un relèvement vert et résilient. Tous les objectifs susmentionnés ont été intégrés aux instruments multilatéraux existants dont nous disposons déjà. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont des instruments multilatéraux complémentaires visant à prévenir et combattre les changements climatiques. Dans ce contexte, nous estimons que la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la CCNUCC marquera un tournant essentiel pour l'action climatique mondiale.

Enfin, les États Membres de l'ONU doivent redoubler d'efforts au niveau national. À cette fin, la Géorgie met l'accent sur l'objectif de développement durable no 13 au niveau national et a mis à jour sa contribution déterminée au niveau national au titre de l'Accord de Paris. En mettant à jour notre contribution déterminée au niveau national, nous nous sommes engagés à ramener d'ici à 2030 nos émissions totales de gaz à effet de serre entre 50 et 57 % du niveau atteint en 1990. En outre, pour améliorer la gouvernance climatique dans le pays et contribuer à la mise en œuvre

de l'Accord de Paris, nous avons créé en 2020 une commission interministérielle multidisciplinaire sur les changements climatiques. Par ailleurs, l'année dernière, la Géorgie a également déposé son instrument d'adhésion à l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto.

Pour terminer, je remercie à nouveau le Conseil de sécurité pour l'attention croissante qu'il porte au lien entre le climat et la sécurité, et je réitère l'attachement de la Géorgie aux efforts multilatéraux visant à prévenir et combattre les risques de sécurité liés au climat.

Annexe 36

Déclaration de M. Nikolaos-Georgios Dendias, Ministre des affaires étrangères de la Grèce

Les changements climatiques constituent l'un des plus grands défis de notre époque, une menace complexe et multidimensionnelle qui aggrave les pressions sociales, économiques et environnementales. Ils constituent également un multiplicateur de menaces et peuvent avoir des incidences sur la paix, la stabilité et la sécurité, augmentant les risques de famine et de pauvreté.

Leurs effets ne sont d'ailleurs plus une éventualité lointaine, mais une réalité actuelle. Les changements climatiques accroissent la fréquence et l'impact des événements climatiques extrêmes, et ceux-ci vont perturber la vie de millions de personnes, ce qui pourrait provoquer des conflits pour l'accès aux ressources locales et des déplacements.

En Grèce, et dans toute la Méditerranée, les incendies de forêt catastrophiques, la diminution des ressources en eau et les sécheresses et inondations saisonnières de plus en plus longues constituent une grave menace pour des secteurs tels que l'agriculture, la pêche et le tourisme.

Il est clair qu'aucun pays n'est à l'abri des conséquences directes et indirectes des changements climatiques. Il est donc essentiel de renforcer la coopération multilatérale pour les combattre, pour promouvoir l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques, et pour renforcer la résilience de nos systèmes naturels et socioéconomiques.

Il est plus important que jamais de renforcer l'ambition climatique et d'intensifier l'action climatique.

La Grèce, qui attend avec intérêt la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow cette année, entend, notamment, fermer progressivement toutes ses centrales électriques fonctionnant au lignite d'ici à 2028, augmenter sensiblement son utilisation des sources d'énergie renouvelable et réduire de 56 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2005. Dans ce contexte, étant convaincus du caractère essentiel de la pleine mise en œuvre par tous de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, nous saluons chaleureusement la décision prise par l'Administration Biden de rejoindre cet accord important. La Grèce appuie pleinement les objectifs climatiques ambitieux de l'Union européenne pour 2030 et l'objectif de parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050.

Compte tenu du caractère transversal des problèmes climatiques et de sécurité, il est nécessaire de mettre en place une approche globale pour traiter leurs aspects simultanément. Cette approche vise à intégrer et conjuguer les mesures et les politiques climatiques, de sécurité et de développement afin d'obtenir le meilleur résultat possible, à de multiples niveaux. L'ONU doit jouer un rôle central à cet égard.

En outre, nous devons élargir notre base de connaissances, ce qui donnera lieu à une meilleure évaluation des risques et à des politiques plus efficaces sur le terrain. Dans le même temps, les questions de sécurité climatique doivent être intégrées aux systèmes d'alerte rapide et de prévention des conflits afin de prévenir plus efficacement les crises à l'avenir.

Si nous ne parvenons pas à réduire nos émissions et à renforcer notre capacité à faire face, les incidences des changements climatiques seront de plus en plus profondes et mèneront à l'insécurité et à l'instabilité. En investissant dans des initiatives de résilience et d'adaptation ainsi que dans l'atténuation et en reliant explicitement l'action climatique actuelle à un avenir plus sûr, nous pourrions renforcer notre lutte contre les changements climatiques tout en bâtissant un avenir plus sûr, plus pacifique et prospère pour les personnes et notre planète.

Annexe 37**Déclaration de la Mission permanente du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Guatemala tient à remercier le Royaume-Uni, en sa qualité de Président du Conseil de sécurité durant le mois de février, d'avoir convoqué cette visioconférence publique de haut niveau sur le thème « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : climat et sécurité », et remercie tous les intervenants de leurs présentations.

Le Guatemala se félicite de la tenue de cette visioconférence publique de haut niveau, étant donné que les changements climatiques touchent plus que jamais les pays les plus vulnérables. Durant l'année écoulée, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a été accompagnée de nombreux autres événements climatiques hautement destructeurs qui représentent des menaces existentielles, aggravent les pertes en vies humaines et en moyens de subsistance, et endommagent le patrimoine naturel et culturel. Il est donc nécessaire que l'Organisation adopte une approche multidimensionnelle pour aborder cette question.

Nous réaffirmons que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques reste le principal organe de lutte contre les changements climatiques et que des organes de l'ONU tels que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social doivent continuer de jouer leurs rôles importants. Les accords internationaux relatifs à l'environnement constituent la base juridique de la création du cadre permettant de mobiliser une participation représentative et de constituer des réserves financières pour lutter contre ce problème. Nous estimons qu'il est urgent de promouvoir leur pleine opérationnalisation.

En tant que communauté internationale, nous devons respecter nos engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, les effets des changements climatiques sont appelés à perdurer, raison pour laquelle il est urgent d'accorder une attention particulière aux programmes d'adaptation et de renforcer la résilience. Si nous voulons nous attaquer à ce phénomène, nous devons prendre en temps utile des mesures appropriées et durables, en respectant le principe de responsabilités communes mais différenciées, selon lequel l'ensemble de la population est impliquée, de même que toutes les institutions, conformément à leurs mandats respectifs.

Les perspectives climatiques doivent être intégrées de manière exhaustive dans le pilier Paix et sécurité de l'ONU. En raison de la responsabilité première qui lui incombe en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité doit intégrer des évaluations de la sécurité climatique dans tous les rapports mandatés sur les situations inscrites à son ordre du jour et être en mesure d'analyser systématiquement les prévisions météorologiques, de recenser les vulnérabilités et de déterminer les risques à l'aide de perspectives climatiques régionales et nationales et de solides systèmes d'alerte précoce.

Si l'on prend en considération l'expérience sur le terrain uniquement, les changements climatiques ne sont pas à l'origine de conflits violents. Cependant, ils créent des tensions majeures, surtout dans les situations fragiles, dans lesquelles les gouvernements ont des moyens limités pour aider leurs populations à s'adapter. Les risques liés aux changements climatiques peuvent se conjuguer aux risques de violence et les exacerber par le biais de facteurs tels que l'insécurité alimentaire, la pénurie d'eau, les chocs économiques et les migrations.

La prévention des conflits nécessite une perspective à long terme et exige que des mesures soient prises face aux risques avant qu'ils ne se transforment en crises. Il est important de fournir les ressources humaines et financières nécessaires pour prévenir les conflits. Renforcer la résilience et appuyer l'adaptation peut contribuer à prévenir les risques de conflit et étayer la consolidation de la paix et la stabilité.

À cet égard, nous réaffirmons notre position selon laquelle l'effort principal doit porter sur la prévention et non sur la réaction. Nous appuyons fermement le rôle de la Commission de consolidation de la paix et son approche intégrée. Nous considérons qu'il est important de renforcer les mesures prises en faveur de l'environnement dans le cadre de ses activités, en veillant à ce qu'elles tiennent compte des conflits sociaux et environnementaux et répondent aux besoins humanitaires, tels que l'insécurité alimentaire et les flux migratoires. Il y a lieu également de s'assurer que ses interventions sont réalisées dans le respect des ressources naturelles. Ses travaux peuvent par ailleurs contribuer à rehausser les efforts d'adaptation, grâce à l'échange d'informations, de bonnes pratiques, d'expériences et d'enseignements ; à renforcer les mécanismes institutionnels ; à améliorer les connaissances scientifiques ; et à accroître l'efficacité et la durabilité des mesures d'adaptation.

Enfin, il est évident qu'entre les changements climatiques et la sécurité, il existe une relation intrinsèquement symbiotique, une menace exacerbant l'autre. Même si la dégradation de l'environnement, les changements climatiques et la perte de biodiversité peuvent contribuer à l'éclatement d'un conflit, ils peuvent également jouer un rôle important dans sa résolution. L'action climatique et le développement durable offrent des possibilités incomparables de construire des sociétés plus équitables, plus résilientes et plus pacifiques.

Annexe 38**Déclaration du Comité international de la Croix-Rouge**

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se félicite du débat opportun d'aujourd'hui, organisé à l'initiative de la présidence du Royaume-Uni et présidé par le Premier Ministre Boris Johnson.

En septembre dernier, le Président du CICR, Peter Maurer, a présenté au Conseil de sécurité, sous la présidence du Niger, un exposé consacré aux conséquences humanitaires de la dégradation de l'environnement et à leurs effets sur la paix et la sécurité (voir S/2020/929). Il a expliqué au Conseil que de nombreuses communautés résilientes, auprès desquelles le CICR mène certaines de ses plus grandes opérations, se trouvent désormais sur la « corde raide de la survie », du fait de la pression cumulée des conflits armés, des changements climatiques, de la dégradation de l'environnement et des déplacements. Aujourd'hui, la persistance de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est venue aggraver les défis auxquels sont confrontées les communautés vivant en situation de conflit.

Les personnes touchées par des conflits armés souffrent de manière disproportionnée des chocs climatiques et de la dégradation de l'environnement. Cela inclut les 66 millions de personnes qui, selon le CICR, vivent actuellement en dehors des systèmes de gouvernance réguliers, dans des zones contrôlées par des groupes armés non étatiques. Les conflits accroissent fortement la fragilité des institutions, des services essentiels, des infrastructures et de la gouvernance qui sont indispensables pour renforcer la résilience des populations face à un climat et un environnement en mutation.

Nous devons nous adapter. Sur ce point, nous souhaitons partager trois observations et recommandations.

À l'heure d'élaborer une action permettant de répondre aux besoins des plus vulnérables, nos efforts doivent aller au-delà des mesures de sécurité au sens classique du terme et englober la sécurité humaine au sens large. Il s'agit notamment de s'attaquer aux effets cumulatifs des conflits et des chocs climatiques et environnementaux sur les moyens de subsistance des populations et leur accès à la nourriture, à l'eau et aux services essentiels. Lorsque nous examinons les effets des changements climatiques sur les conflits armés, la vulnérabilité et les risques, il est essentiel d'avoir une compréhension globale de leurs répercussions sur notre sécurité collective.

Pour être efficaces, les efforts d'adaptation et de résilience déployés dans de nombreux États fragiles doivent tenir compte des conflits. Un investissement accru dans des mesures préventives et d'anticipation dans les États fragiles pourrait, à terme, limiter les conséquences humanitaires combinées des changements climatiques et des conflits armés. Pour l'heure, l'action climatique est particulièrement faible dans les pays fragiles et touchés par des conflits.

Les conflits armés ont souvent des effets délétères sur l'environnement naturel, ce qui limite ou entrave encore davantage la résilience et l'adaptation aux changements climatiques. Un plus grand respect du droit international humanitaire peut limiter la dégradation de l'environnement, et donc réduire les dommages et les risques auxquels sont exposées les communautés touchées par des conflits, y compris en raison des changements climatiques.

Annexe 39**Déclaration de M. Mohammad K. Koba, Chargé d'affaires de la Mission permanente de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous remercions le Royaume-Uni d'avoir convoqué ce débat public important. Nous remercions également le Secrétaire général et les intervenants de leurs éclairages.

Les changements climatiques représentent pour nous tous un risque pressant. Comme l'a relayé le Président Joko Widodo lors du Sommet pour l'adaptation aux changements climatiques le mois dernier, les nations archipélagiques et insulaires, telles que l'Indonésie, y sont particulièrement vulnérables. L'élévation du niveau de la mer, l'acidification des océans et les phénomènes météorologiques extrêmes ont provoqué une détresse socioéconomique chez les populations. Les difficultés et catastrophes induites par les changements climatiques peuvent avoir un effet multiplicateur, aggravant et prolongeant ainsi les conflits.

Dans ce contexte, ma délégation souhaite mettre l'accent sur trois points pertinents.

Premièrement, les effets des changements climatiques sur la sécurité dépendent fortement de chaque contexte, mais ce qui est clair, c'est que l'évolution du climat exacerbe les risques de catastrophe. Différentes communautés se ressentent différemment des risques liés au climat. Un ensemble de facteurs variables en fonction des circonstances locales peut entrer en jeu. Il s'agit notamment de la gestion des ressources, des inégalités économiques et de la disponibilité des ressources. La capacité de mener des analyses fondées sur des données probantes, en tenant compte du contexte local et des dernières informations climatiques, est essentielle, tout comme la capacité de faire face à l'évolution de l'environnement. C'est pourquoi l'adaptation doit être considérée sur un pied d'égalité avec l'atténuation. Cela garantira une approche et une compréhension globales durant l'élaboration d'une réponse réalisable et efficace, qui doit être adaptée et spécifique au contexte et tenir compte des liens étroits entre climat et catastrophes.

Deuxièmement, il est crucial de renforcer des actions synergiques, cohérentes et coordonnées à tous les niveaux. La nature multidimensionnelle et complexe des effets du climat sur la sécurité et la consolidation de la paix justifie une approche mobilisant l'ensemble du système des Nations Unies. Tout en évitant les doubles emplois, l'action du Conseil de sécurité doit se conjuguer de manière mutuellement bénéfique avec les travaux en cours sur le climat dans le système des Nations Unies.

Dans ce contexte, nous devons veiller à une mise en œuvre effective de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), des travaux scientifiques menés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et l'Organisation météorologique mondiale, ainsi que d'autres processus pertinents propres à générer des retombées positives pour le climat, pour la réduction des risques de catastrophe et pour le maintien de la paix et de la sécurité. Il est crucial de disposer d'un partenariat mondial renforcé et authentique. Les capacités des pays touchés doivent être appuyées, tant pour ce qui concerne l'adaptation aux risques de sécurité liés aux changements climatiques que pour en atténuer les effets.

Point n'est besoin de réinventer la roue, aussi devons-nous maximiser le rôle du mécanisme de sécurité climatique s'agissant de fournir, en temps utile, une évaluation des risques de sécurité liés aux changements climatiques et de la stratégie de gestion de ces derniers.

Troisièmement, nous devons passer des paroles aux actes, de l'ambition à la mise en œuvre. Nous espérons que les discussions et réflexions autour des risques liés au climat pourront déboucher sur des actions concrètes, en matière d'adaptation aussi bien que d'atténuation. Les parties doivent donc assumer leurs responsabilités communes mais différenciées conformément à l'Accord de Paris. La communauté internationale doit continuer d'aider les pays à mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national par des moyens de mise en œuvre adéquats.

Nous devons appuyer le fonctionnement robuste, équitable et efficace des mécanismes du marché et d'autres mécanismes, tels que la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'augmentation des stocks de carbone forestier dans les pays en développement (REDD+). Il s'agit notamment de donner aux pays participants des certitudes concernant les dispositions axées sur les résultats.

Nous devons également aider les pays touchés à renforcer les capacités des autorités nationales et locales. Cela peut se révéler crucial pour empêcher les vulnérabilités existantes de dégénérer en conflit.

Enfin, nous apportons notre appui au Royaume-Uni, qui accueillera à Glasgow, en novembre, la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26). Tandis que les pays sont aux prises avec les impacts multidimensionnels de la maladie à coronavirus (COVID-19), la Conférence devra pouvoir faire progresser la mise en œuvre effective de l'Accord de Paris, tout en veillant à un relèvement mondial sans exclusive. La Conférence devra donc déboucher sur un partenariat mondial véritable, y compris s'agissant de faire en sorte que les pays développés respectent leurs engagements financiers en matière de climat, et d'améliorer l'accès de tous aux technologies d'adaptation et d'atténuation.

Annexe 40**Déclaration de M. Ishikane Kimihiro, Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je me félicite de la tenue, sous la présidence de S. E. M. Boris Johnson, Premier Ministre du Royaume-Uni, du présent débat public sur le climat et la sécurité, car il permet de franchir une étape importante sur la voie de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26). Je remercie le Secrétaire général de ses observations.

Je voudrais, pour commencer, faire part du point de vue du Japon sur le lien entre changements climatiques et conflit. Les changements climatiques ont des répercussions graves, bien qu'indirectes, sur la paix et la sécurité. Les catastrophes naturelles et la dégradation de l'environnement liées aux changements climatiques ont sur les risques existants un effet multiplicateur qui exacerbe la fragilité et conduit au conflit.

Le Japon estime toutefois qu'il est crucial d'examiner les changements climatiques et la fragilité sous l'angle de la sécurité humaine. Nous devons nous concentrer sur l'humain lorsque nous analysons les effets des changements climatiques sur les conflits, en accordant une attention particulière à la charge imposée à tous les segments de la société, notamment les femmes, les jeunes et les personnes marginalisées. En bref, notre intervention doit être axée sur l'humain, adaptée au contexte et complète.

Les effets néfastes des changements climatiques, qui vont de la canicule et la sécheresse jusqu'aux pluies torrentielles et à l'élévation du niveau de la mer, ont de graves répercussions sur les populations du Sahel et font peser une menace sur l'existence même des petits États insulaires en développement. Face à ces conséquences graves comme à d'autres, des mesures ambitieuses visant une décarbonisation mondiale sont nécessaires. Le Japon a pour objectif de parvenir à zéro émissions nettes à l'horizon 2050. Nous entendons annoncer un objectif ambitieux pour 2030 avant la COP26.

Dans le contexte de la paix et de la sécurité, cependant, les actions immédiates requises ont trait à l'adaptation et au renforcement des institutions.

Premièrement, en ce qui concerne l'adaptation pour faire face aux catastrophes climatiques, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) est l'instrument le plus efficace pour renforcer la résilience des communautés. Le Japon appuie les efforts des petits États insulaires en développement par le biais du dispositif mis en place entre le Japon et la Communauté des Caraïbes, d'une part, et de la Réunion des dirigeants des Îles du Pacifique, de l'autre. Cette dernière se rencontrera pour la neuvième fois cette année.

Par ailleurs, pour faire face à la dégradation des terres liée aux changements climatiques en Afrique, le Japon appuie les efforts des pays africains pour renforcer leur résilience climatique, par le truchement du processus de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD). Grâce à l'Initiative africaine pour la lutte contre la désertification en vue de renforcer la résilience aux changements climatiques au Sahel et dans la Corne de l'Afrique, lancée lors de la sixième session de la TICAD, qui s'est tenue à Nairobi en 2016, le Japon accompagne des projets de gestion durable des forêts et de gestion intégrée des ressources en eau, ainsi que des mesures visant à lutter contre la désertification et à améliorer la productivité agricole.

En ce qui concerne le financement de l'action climatique, environ 50 % des subventions bilatérales accordées par le Japon dans le domaine climatique sont affectées à l'adaptation. Tout indique que le Japon s'est acquitté de son engagement de fournir aux pays en développement un financement public et privé de l'action climatique d'un montant de 1 300 milliards de yens (soit environ 11,8 milliards de dollars) en 2020.

Deuxièmement, en ce qui concerne le renforcement des institutions, partout où les institutions nationales et locales sont trop indigentes pour protéger les populations civiles, la dégradation de l'environnement pourrait devenir un facteur d'instabilité. Créer des institutions et des systèmes permettant de fournir une assistance et des services à ceux qui en ont besoin permettrait de renforcer la confiance de la population envers son gouvernement et contribuerait à pérenniser la paix.

Le continent africain subit les graves conséquences des changements climatiques et n'est pas toujours bien préparé à gérer les risques liés au climat pour la paix et la sécurité internationales, ni à y répondre. Le Japon continuera à soutenir les efforts que déploient les pays africains pour mettre en place des institutions dans le cadre de la nouvelle approche pour la paix et la stabilité en Afrique, lancée à l'occasion de la TICAD VII en 2019.

En conclusion, je tiens à souligner que l'ONU doit jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la coopération internationale en vue d'une action énergique contre les risques liés au climat sous tous leurs aspects. Le Japon sera un partenaire actif dans cette entreprise.

Annexe 41**Déclaration de la Mission permanente de la Lettonie auprès
l'Organisation des Nations Unies**

La Lettonie reconnaît le danger inhérent aux changements climatiques en tant que menace non traditionnelle pour la sécurité régionale et internationale. Les changements climatiques ne cessent de « gravir les échelons » sur la liste des menaces les plus urgentes pour la paix et la sécurité internationales et le Conseil de sécurité doit y prêter toute l'attention nécessaire.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ne doit pas servir d'excuse pour détourner l'attention ou remettre à plus tard les mesures à prendre. Il s'agit plutôt de faire prendre conscience des liens entre le réchauffement climatique, la nature sous pression et l'existence quotidienne telle que nous la connaissons, et de considérer la reprise comme une occasion de reconstruire en mieux et plus vert.

La meilleure façon de diminuer les menaces que représentent les risques liés à la fragilité du climat est de travailler rapidement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial. La Lettonie s'est engagée à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 et accueille favorablement les engagements tout aussi ambitieux. Il est essentiel que tous les pays soumettent des objectifs climatiques plus ambitieux dans leurs contributions déterminées au niveau national, nouvelles et actualisées, tandis que nous nous préparons à la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Glasgow.

Ce n'est pas une coïncidence si les pays les plus touchés par les changements climatiques sont également plus exposés aux conflits et à l'instabilité. Les changements climatiques amplifient les vulnérabilités existantes et risquent de réduire à néant les progrès réalisés au fil des décennies. Les changements climatiques et la dégradation de l'environnement exacerbent les pressions sur les écosystèmes et posent des défis à la sécurité alimentaire et hydrique, ce qui entraîne de nouveaux risques de déplacement, de famine, de pauvreté, de violence et d'instabilité socio-économiques.

Par conséquent, la planification et la mise en œuvre de politiques globales visant à accroître les capacités d'adaptation des pays jouent un rôle essentiel dans la réduction des risques liés aux changements climatiques, ce qui réduit également les possibilités de conflit et d'instabilité. La préparation aux effets néfastes des changements climatiques et la mise en place d'infrastructures, ainsi que d'autres mesures de préparation pour faire face aux risques inévitables aideront les pays à réduire leur vulnérabilité.

Les réponses ne peuvent se faire isolément. S'il est nécessaire de fixer des objectifs nationaux ambitieux et de prendre des mesures pratiques urgentes, la coopération et les efforts multilatéraux détermineront notre capacité à faire face aux changements climatiques et à leurs effets néfastes sur la sécurité mondiale.

La Lettonie est convaincue que l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci relèvent d'une responsabilité collective. L'année 2021 étant décisive pour l'action climatique, c'est aussi une année décisive pour l'avenir de la sécurité mondiale.

Le Conseil de sécurité doit faire preuve d'un plus grand leadership sur la question des changements climatiques, en étant plus ambitieux et plus énergique. Nombreux sont les membres du Conseil dont les pays subissent directement les effets des changements climatiques, et leur expérience pourrait servir de base à l'intégration du climat et de la sécurité dans les travaux du Conseil. En outre, les changements

climatiques ayant de vastes répercussions horizontales, l'intégration du climat et de la sécurité dans l'ordre du jour du Conseil, notamment en ce qui concerne ses efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix, permettrait une approche plus ciblée et plus efficace de nombreuses questions thématiques. Le nouveau Groupe informel d'experts sur le climat et la sécurité doit pouvoir travailler à une action plus décisive du Conseil.

En termes pratiques, il existe des mesures qui peuvent déjà être prises. Par exemple, le Conseil doit chercher des moyens de traiter et de limiter l'empreinte écologique laissée par les missions des Nations Unies et de renforcer les partenariats avec les organisations régionales et les parties prenantes.

Nous saluons l'urgence que le Secrétaire général a accordée aux changements climatiques, ainsi que les initiatives individuelles et régionales prises en la matière. Nous devons continuer à ajouter des instruments pour faire face aux menaces posées par les changements climatiques dans les initiatives pertinentes de l'ONU. La Lettonie reste fermement attachée aux objectifs à long terme de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Il constitue le cadre multilatéral indispensable qui régit l'action climatique mondiale. À cet égard, nous saluons la réorganisation des priorités et l'importance accordée aux changements climatiques et à la sécurité par la nouvelle Administration américaine, y compris son adhésion officielle à l'Accord de Paris.

Annexe 42

Déclaration de M^{me} Amal Mudallali, Représentante permanente du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous félicitons le Royaume-Uni pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci et rendons hommage à la Tunisie, pays frère, pour sa présidence le mois précédent.

La participation de haut niveau à ce débat public renforce notre conviction que les changements climatiques sont, selon les termes de Sir David Attenborough, « la plus grande menace pour la sécurité à laquelle l'homme moderne ait jamais été confronté ».

À cet égard, nous remercions le Premier Ministre britannique, S. E.M. Boris Johnson, d'avoir présidé ce débat public, et le Secrétaire général, S.E.M. António Guterres, pour son exposé au Conseil, ainsi que les autres intervenants.

Dans mon pays, déjà affligé par une crise économique et sociale très grave, les changements climatiques ont affecté l'un des symboles anciens du Liban, le cèdre emblématique qui orne notre drapeau national et est la fierté nationale du Liban. Les cèdres, dont la Bible rapporte que Salomon s'en est procuré pour construire le temple de Jérusalem, sont aujourd'hui victimes de la hausse des températures et des incendies de forêt.

Les changements climatiques ont également touché l'industrie multiséculaire du Liban : la viticulture. Les températures les plus élevées enregistrées l'année dernière au Liban et la baisse continue des précipitations ont lourdement pesé sur le travail des viticulteurs, menaçant leurs moyens de subsistance. Tout ceci bien sûr a été aggravé par la situation actuelle et en particulier par la pandémie.

Dans d'autres parties de la région, la sécheresse menace également des vies, devient de plus en plus fréquemment une source de conflit pour les ressources en eau et aggrave l'insécurité alimentaire. C'est l'un des nombreux exemples, partout sur la planète, de la menace imminente que représentent les changements climatiques.

Le Conseil de sécurité, chargé du maintien de la paix et de la sécurité, doit s'efforcer de faire en sorte que les approches en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix intègrent de plus en plus les considérations climatiques dans leurs stratégies. Atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques est l'un des moyens les plus efficaces de parvenir à la sécurité climatique.

Le Conseil de sécurité pourrait également identifier les zones les plus exposées aux conflits liés au climat grâce à une coopération établie avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, afin de mieux prévenir les conflits.

Il faut adopter une approche plus proactive dans les domaines des vulnérabilités et des risques afin d'éviter de nouveaux dommages. Nous savons que la pénurie de ressources est l'un des principaux facteurs de conflit, d'où la nécessité de renforcer la résilience et de soutenir l'adaptation par un financement accru.

L'objectif sous-jacent du renforcement de la résilience est de faire en sorte que les populations ne soient pas obligées de migrer vers des zones riches en ressources en raison de la perte de leurs moyens de subsistance causée par les événements climatiques. Qu'il s'agisse de cultures résistantes aux variations climatiques pour assurer la sécurité alimentaire ou de la gestion de l'eau pour garantir la disponibilité de l'eau en cas de sécheresse, l'adaptation vise à protéger les moyens de subsistance, les économies et les infrastructures des incidences climatiques attendues.

Les contributions déterminées au niveau national et les plans d'adaptation nationaux n'abordent pas, en l'état actuel des choses, ces impacts des catastrophes climatiques en tant que facteurs d'accroissement du risque de conflit. Les plans d'adaptation nationaux pourraient donc traiter un plus large éventail de risques auxquels il faut s'adapter et se préparer, y compris les risques de conflit. Cela sera spécifique à chaque pays et à chaque région, car toutes les nations n'ont pas le même profil de risque. Par exemple, au Moyen-Orient, une région où l'eau est rare, se préparer à éviter les conflits est fortement lié à la sécurité et à la durabilité de l'eau et de la nourriture.

Les conséquences des changements climatiques sur les communautés vulnérables, en particulier sur les femmes, s'intensifient. Des efforts sont déployés au niveau mondial pour que l'action climatique tienne davantage compte des questions de genre, notamment en ce qui concerne les capacités d'adaptation.

La prise en compte des questions de genre vise à donner aux femmes les moyens d'agir et à renforcer leur résilience face aux chocs. L'adaptation aux conséquences des changements climatiques permet donc de réduire la vulnérabilité des femmes face aux conflits.

Le débat d'aujourd'hui se tient alors que le Royaume-Uni, en partenariat avec l'Italie, assume la présidence de la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), qui se tiendra à la fin de cette année, et presque cinq ans après la signature, au siège de l'ONU, de l'Accord de Paris.

S'il est vrai que la COP26 sera un nouveau test pour le multilatéralisme, elle représente également un dernier espoir, comme l'a déclaré l'Envoyé spécial du Président des États-Unis pour le climat, M. John Kerry. Le Secrétaire général, M. António Guterres, a également reconnu qu'il s'agissait d'une « occasion de succès ou d'échec » pour notre planète. Saisissons cette occasion et assumons notre responsabilité de faire la paix avec la planète Terre, et de sauver l'humanité en la sauvant.

Annexe 43

Déclaration de M. Christian Wenaweser, Représentant permanent du Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir porté à l'attention du Conseil de sécurité cette question critique et systémique de sécurité de notre époque. Le Liechtenstein salue l'engagement de longue date du Royaume-Uni en faveur de l'examen des liens entre le climat et la sécurité, qui remonte à avril 2007, lorsqu'il a été le premier à soulever cette question au sein de cet organe. Cette discussion fait également fond sur de récents débats publics du Conseil, notamment ceux organisés par le Niger en septembre dernier (S/2020/929) et la Tunisie le mois dernier (S/2021/24). L'examen du lien entre le climat et la sécurité est une condition préalable à l'exécution du mandat du Conseil. En conséquence, le Conseil doit s'appuyer sur l'ensemble du système des Nations Unies pour élaborer une politique qui s'attaque aux risques liés à la sécurité climatique, notamment au moyen d'une action préventive.

La note de cadrage (S/2021/155, annexe) pour ce débat aborde très efficacement les complexités de la relation entre le climat et la sécurité, y compris le rôle des effets des changements climatiques en tant que multiplicateur de menaces et les effets délétères des conflits sur la capacité des États à s'adapter aux changements climatiques. Le Liechtenstein se félicite également de l'intention exprimée dans la note de cadrage d'adopter une approche préventive en ce qui concerne les changements climatiques. Il est clair que les effets des changements climatiques, tels que la désertification et les pénuries d'eau, entraînent des conflits violents, tout comme les conséquences secondaires, notamment l'augmentation des migrations involontaires, la pauvreté, la perte des moyens de subsistance et les tensions sociales entre agriculteurs et éleveurs.

Toutefois, l'action du Conseil de sécurité en matière de climat et de sécurité serait considérablement renforcée si on allait au-delà du paradigme de sécurité proprement dit, axé sur les causes et les règlements des conflits armés, pour le remplacer par un paradigme axé sur la sécurité humaine. Dans une perspective de sécurité humaine, on peut aussi comprendre que les changements climatiques eux-mêmes sont une cause d'insécurité et appellent des mesures de la part du Conseil. En effet, comprendre que l'insécurité climatique mérite l'attention du Conseil avant que les personnes concernées ne soient touchées par la violence armée ou le conflit ou n'y recourent renforcerait l'accent mis par le Royaume-Uni sur la prévention des conflits et l'action en amont. Le rapport 2009 du Secrétaire général, intitulé « Les changements climatiques et leurs répercussions éventuelles sur la sécurité » (A/64/350), qui traite de « l'interaction entre vulnérabilité humaine et sécurité nationale », peut constituer un point de départ utile à cet égard.

Le Liechtenstein continue d'apporter son appui au groupe informel d'experts sur le climat et la sécurité, qui est une innovation importante. En faisant fond sur cette dynamique, le Conseil doit tirer parti des compétences diverses au sein du système des Nations Unies, comme le mécanisme de sécurité climatique, composé de représentants du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, du Programme des Nations Unies pour le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. En outre, le Conseil doit œuvrer à l'adoption d'une résolution consacrée exclusivement au climat et à la sécurité, qui établirait un mécanisme de communication de l'information faisant appel à ces vastes compétences. Des références plus systématiques aux conséquences de l'insécurité climatique sur les situations inscrites à l'ordre du jour du Conseil, en particulier en dehors du continent africain, sont nécessaires et attendues depuis longtemps.

Mais surtout, les membres du Conseil doivent de toute urgence limiter leurs propres émissions. Les cinq années qui ont suivi la signature de l'Accord de Paris ont été les plus chaudes jamais enregistrées, et il est de plus en plus probable que la température moyenne mondiale augmente de 1,5° C au cours des cinq prochaines années, au moins temporairement, seuil considéré comme le point de non-retour lors des négociations de Paris. Les membres du Conseil ont une responsabilité particulière, étant donné qu'un petit nombre d'entre eux sont collectivement responsables de plus de la moitié des émissions mondiales de CO₂. Il ne suffit pas que le Conseil se penche sur le lien entre les changements climatiques et la sécurité alors que les émissions de ses membres jouent elles-mêmes un rôle déterminant pour l'ampleur de la menace sécuritaire. Des objectifs plus ambitieux et une mise en œuvre plus forte au sein de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques sont essentiels à cet effort, notamment au moyen de contributions déterminées au niveau national.

À cet égard, le Liechtenstein salue la décision des États-Unis de réintégrer l'Accord de Paris sur les changements climatiques et espère qu'elle ouvrira un nouveau chapitre tant dans l'action du Conseil en matière de changements climatiques que dans notre riposte multilatérale collective. Une telle action est indispensable. La sécurité de milliards de personnes, aujourd'hui et à l'avenir, dépend de la volonté des membres du Conseil de prévenir dès aujourd'hui une catastrophe climatique.

Annexe 44**Déclaration de M. Abdulla Shahid, Ministre des affaires étrangères des Maldives**

Je vous remercie, Monsieur le Premier Ministre, d'avoir organisé ce débat public très important sur le climat et la sécurité en votre qualité de Président du Conseil de sécurité pour le mois de février 2021. Je voudrais également saisir cette occasion pour féliciter chaleureusement les membres nouvellement élus du Conseil de sécurité qui ont pris leurs fonctions au début de l'année.

Je souscris également sans réserve à la déclaration faite par le Premier Ministre Browne d'Antigua-et-Barbuda, en sa qualité de Président de l'Alliance des petits États insulaires.

Cela fait presque 14 ans que le Conseil de sécurité a tenu son tout premier débat sur l'énergie, la sécurité et le climat, qui avait été également organisé par le Royaume-Uni (voir S/PV.5663). Ce jour-là, j'ai déclaré au Conseil que les changements climatiques n'étaient pas seulement une réalité quotidienne pour les Maldives, mais une menace existentielle. Il y a deux ans, j'ai rappelé au Conseil les conséquences dévastatrices des changements climatiques sur la vie et les moyens de subsistance de millions de communautés dans le monde entier (voir S/PV.8451). Pour des pays comme les Maldives, nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre alors que des désaccords persistent sur l'instance des Nations Unies qui doit s'occuper des changements climatiques. Une élévation du niveau de la mer de deux mètres suffirait à submerger effectivement des nations entières, y compris mon pays. Aujourd'hui, c'est avec préoccupation que j'ai entendu de nouveau des objections concernant le rôle du Conseil de sécurité face aux menaces de sécurité liées aux changements climatiques.

Il ne fait aucun doute que les changements climatiques sont le multiplicateur de menaces par excellence. Ils emportent nos maisons et nos territoires. Ils érodent nos plages et tuent les coraux qui protègent naturellement nos îles. Ils nous privent de nos moyens de subsistance et de notre mode de vie, de notre culture et de notre patrimoine. L'adaptation aux changements climatiques est indispensable pour éviter les risques potentiels pour la paix et la sécurité dans les petits États insulaires en développement. Ceci est particulièrement pertinent aujourd'hui, alors que les effets des changements climatiques sont exacerbés par la pandémie de maladie à coronavirus et que nos ressources budgétaires ont été épuisées par nos efforts pour y faire face. Nous sommes dans une bataille sans fin contre les éléments déchaînés, alors que nous luttons pour notre survie.

On peut en dire autant de la situation dans la région du Sahel. Des pays vulnérables aux sécheresses, qui sont victimes de mauvaises récoltes et dont la situation est aggravée par des conflits, présentent un enchevêtrement complexe de facteurs qui contribuent aux risques de conflit et d'instabilité. Ces risques que le climat fait peser sur la paix et la sécurité se manifestent déjà dans des situations de conflit, aggravant les tensions et perturbant les efforts de consolidation de la paix en cours.

Dans chaque crise de cette nature, les groupes vulnérables sont les plus exposés aux difficultés. Les changements climatiques ne font pas exception. Les femmes autochtones sont les plus touchées, et les femmes et les filles portent une part excessive du fardeau. Cela dit, les femmes sont également des agents de changement au sein de nos sociétés, et une approche efficace doit donc tenir compte des questions de genre et être inclusive.

Tout en reconnaissant que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est le principal organe intergouvernemental de lutte contre les changements climatiques, nous ne pouvons ignorer la situation

sur le terrain, qui ne relève pas du champ d'application de cet instrument. Le rôle du Conseil de sécurité et des autres organes de l'ONU doit compléter les travaux de la CCNUCC. En conséquence, le Conseil de sécurité doit prendre des décisions et adopter des résolutions, en étant pleinement conscient de l'incidence des changements climatiques sur la sécurité internationale.

Dans ce contexte, nous saluons les progrès accomplis par le Conseil en matière d'évaluation des risques de sécurité liés au climat, notamment la création du Groupe informel d'experts sur le climat et la sécurité l'année dernière. Durant sa réunion inaugurale, qui a porté sur les événements récents en Somalie, des recommandations utiles ont été formulées par la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie pour montrer la voie à suivre.

Les Maldiviens n'ont peut-être pas la capacité de prévenir unilatéralement les effets néfastes des changements climatiques, mais cela ne signifie pas que nous accepterons notre sort. En décembre, le Président Ibrahim Mohamed Solih a annoncé au Sommet sur l'ambition climatique notre intention de ramener nos émissions nettes à zéro d'ici à 2030. Nous voulons montrer l'exemple. Je ne me fais aucune illusion quant au fait que nos objectifs ambitieux et nos mesures porteuses de changement nous sauveront. Sans votre appui, nous ne pourrions garder la tête hors de l'eau.

Tout le monde est conscient qu'associer les risques de sécurité liés au climat à la paix et à la sécurité internationales représente un défi complexe et vaste. Mais pour se montrer à la hauteur de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui incombe, le Conseil de sécurité doit régler des problèmes difficiles et complexes.

Pour terminer, nous devons faire ceci pour nos enfants. J'ai une fille et deux fils. Je veux leur laisser, ainsi qu'à leurs enfants, un monde habitable et un lieu où ils peuvent se sentir chez eux. J'en ai le devoir et la responsabilité. Si nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord sur les effets des changements climatiques sur la sécurité, nous ferions aussi bien de passer les rênes et de rester chez nous. Nous devons faire participer davantage de jeunes et travailler avec eux. Comment pouvons-nous continuer de les priver de leur avenir par notre inaction ? Nous devons tous agir de concert pour prendre des mesures énergiques et concrètes, avant qu'il ne soit trop tard. Si nous ne le faisons pas pour nous, faisons-le pour nos enfants.

Annexe 45

Déclaration de la Mission permanente de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies

Malte remercie le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'avoir organisé ce débat opportun sur les risques climatiques pesant sur la paix et la sécurité internationales et les mesures à prendre pour remédier à ces risques au moyen de mesures d'atténuation et de renforcement de la résilience.

Des phénomènes météorologiques extrêmes aux effets à évolution plus lente tels que l'élévation du niveau de la mer et la désertification, les changements climatiques peuvent avoir des conséquences dévastatrices qui vont de la perte de moyens de subsistance à la perte de territoires et d'États entiers, et à l'impossibilité de répondre aux besoins essentiels tels que l'accès aux vivres et à l'eau. Les changements climatiques ne touchent pas les États de la même manière, mais en l'absence de préparation, leurs conséquences sont suffisamment graves pour exacerber l'instabilité et les conflits.

C'est précisément pour cela qu'il est à la fois souhaitable et nécessaire que le Conseil de sécurité s'engage sur les questions de climat et de sécurité. Dans cette optique, nous apprécions les efforts de longue date du Royaume-Uni, et nous nous félicitons que les États-Unis s'engagent à nouveau dans ce domaine.

Nous ne pouvons nous permettre de ne pas être préparés. La coopération multilatérale est la meilleure forme de préparation pour tous les conflits exacerbés par les changements climatiques. À l'heure actuelle, les outils à notre disposition sont souvent réactifs et s'appuient sur des processus complémentaires tels que la gestion des risques de catastrophe et l'aide humanitaire. Nous devons dépasser ce stade et mettre au point une stratégie de résilience globale. La prévention est la meilleure forme de préparation. Le meilleur moyen de prévenir les changements climatiques est d'adopter des mesures d'atténuation ambitieuses. Mettre davantage l'accent sur l'atténuation fera diminuer le besoin d'adaptation et renforcera la résilience.

Nous estimons que la mise en œuvre d'une telle stratégie passe par la réalisation des objectifs de développement durable. Les objectifs de développement durables en eux-mêmes sont des outils visant à garantir la résilience, l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Pour appuyer les efforts du Secrétaire général visant à accroître la convergence entre les objectifs de développement durable et le programme international d'action pour le climat, nous devons adopter des politiques ayant pour but d'encourager le renforcement de la coopération régionale, de promouvoir une réponse mieux coordonnée de la part de l'ONU et de renforcer la cohérence entre les multiples stratégies convergeant dans une région.

En œuvrant à la réalisation des objectifs de développement durable, l'ONU peut largement contribuer à encourager les gouvernements à élaborer des plans d'action nationaux ou régionaux pour renforcer la résilience face aux changements climatiques. Le renforcement de la résilience exige des investissements, et c'est là que nous pouvons nous appuyer sur les mécanismes existants liés aux objectifs de développement durable et à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour jouer un rôle utile en encourageant l'investissement dans l'atténuation et l'adaptation afin d'opérer une transition vers des sociétés résilientes.

Le renforcement de la résilience et l'aide à l'adaptation varient dans leur forme et leur portée d'une région à l'autre. Les changements climatiques ne touchent pas les États et les régions de la même manière, et les décisions que nous prenons doivent donc être basées sur la recherche et des données afin de suivre une approche adaptée au contexte pour faire face aux risques de sécurité liés au climat.

Le système des Nations Unies doit recueillir des informations exhaustives sur les risques de sécurité liés au climat pour éclairer l'action du Conseil de sécurité, intégrer pleinement les facteurs de risques climatiques et environnementaux à court et à long terme dans l'évaluation et la gestion des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité, et tirer parti des compétences spécialisées de l'ensemble du système des Nations Unies pour trouver des solutions appropriées.

L'élément le plus important que nous ne pouvons nous permettre d'oublier est peut-être le fait que l'humanité subit des dégâts irréparables lorsque nous n'évaluons pas correctement l'impact de la dégradation de l'environnement sur la sécurité humaine et le bien-être socioéconomique et lorsque nous sous-estimons la nécessité de protéger les droits des populations vulnérables de manière juste et équitable.

Nous ne pouvons oublier que les risques de sécurité liés au climat touchent les plus vulnérables de manière disproportionnée. Nous devons veiller à ce que personne ne soit laissé de côté, des pays en développement les plus pauvres aux couches défavorisées de la population, notamment les femmes et les filles. Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité est en effet un domaine prioritaire pour Malte. Les femmes doivent pouvoir participer sur un pied d'égalité et bénéficier d'un accès égal aux outils qui leur permettront de contribuer à l'édification de sociétés résilientes et pacifiques.

Pour ces raisons, Malte est déterminée à participer à l'action sur le climat et la sécurité au sein du Conseil de sécurité si elle devient, comme elle souhaite, membre du Conseil de sécurité. Nous voulons élargir le consensus à ce sujet, et nous continuons de préconiser un dialogue ouvert au sein du Conseil de sécurité afin de promouvoir une meilleure compréhension et de renforcer la coopération sur les questions liées au climat et à la sécurité.

Annexe 46

Déclaration de la Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : français]

Je tiens tout d'abord à remercier le Royaume Uni d'avoir organisé ce débat public au Conseil de Sécurité sur la question cruciale « climat et sécurité ». Ce débat est une occasion idoine de porter nos messages à l'ONU et au monde, afin de sensibiliser les esprits aux conséquences sécuritaires du changement climatique et rappeler que le changement climatique n'est pas seulement une question de politique environnementale et économique, mais aussi un défi majeur pour la paix et la sécurité internationale.

Le Maroc rejoint la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, au nom du Groupe des Amis pour le climat et la sécurité (annexe 20). Je tiens à remercier l'Allemagne d'avoir placé cette question au cœur de son mandat au Conseil de sécurité durant les deux dernières années. Ensemble, nous plaçons pour que le Conseil de sécurité tienne compte dans ses décisions du lien entre le climat et la sécurité. La communauté internationale doit agir là où le changement climatique menace la paix et la sécurité, et ce, avant que les conflits éclatent ou s'aggravent. La dimension des migrants climatiques est également importante et doit être prise en compte de manière plus soutenue.

Le Maroc accorde une importance particulière à l'action climatique sur les plans national, méditerranéen et africain. Sur le plan national, le Maroc s'est doté d'une politique ambitieuse pour lutter contre les changements climatiques et développer des sources d'énergie renouvelables. Pourtant, nous vivons dans une région qui est l'illustration même du lien interdépendant entre le changement climatique, la sécurité et le développement durable. Le continent africain, et surtout la région sœur du Sahel, est pénalisée indûment et disproportionnellement par les conséquences du réchauffement climatique auquel elle ne contribue quasiment pas.

Faible émettrice de gaz à effet de serre, avec moins de 4 % des émissions mondiales, l'Afrique subit injustement les effets drastiques du changement climatique. Une situation qui devrait interpeller le monde, le Conseil de sécurité et surtout les pays du continent africain. Partant de ce constat, le Maroc s'engage pleinement à poursuivre la dynamique qui a été déclenchée lors du premier Sommet africain de l'action, tenu à Marrakech en marge de la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en faveur d'une co-émergence continentale, autour de projets transnationaux ambitieux et concrets.

À ce titre, conformément aux Très Hautes Instructions Royales, le Maroc apporte un soutien financier et technique important dans le cadre de la coopération Sud-Sud, pour l'opérationnalisation de la Commission climat du bassin du Congo, présidée par la République du Congo ; la Commission climat pour la région du Sahel, présidée par la République du Niger ; et la Commission climat des États insulaires, présidée par la République des Seychelles.

S'il y a aujourd'hui une promesse qui devrait être enfin honorée envers les pays en développement et surtout ceux qui sont les plus vulnérables au réchauffement planétaire, c'est de contribuer à rétablir les déséquilibres causés par les changements climatiques. En ce sens, le Maroc se réjouit de l'engagement qui a été souscrit par les partenaires internationaux lors du premier sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission climat pour la région du Sahel, tenu à Niamey en

février 2019, pour financer la mise en œuvre du Programme prioritaire régional de la Commission climat pour la région du Sahel, de l'ordre de 3,41 milliards de dollars. C'est une étape importante qui devrait se poursuivre pour apporter à cette commission le plein soutien bilatéral, régional et international en vue de la réalisation du Plan d'investissement climat dans sa totalité.

Par ailleurs, le Royaume du Maroc, en tant que pays partenaire fondateur, et surtout en tant que membre africain solidaire de la région, est résolument engagé pour accompagner les actions de la Commission climat pour la région du Sahel, en prenant en charge les études de faisabilité pour finaliser son plan d'investissement climatique. Un mémorandum d'entente a été signé en octobre 2020 à Rabat entre le Centre de compétences changement climatique et la Commission climat pour la région du Sahel, visant notamment à appuyer la République du Niger pour renforcer l'action climatique dans la région du Sahel.

Les changements climatiques sont des multiplicateurs de risques. Ils surviennent notamment dans des régions déjà fragilisées et menacent la stabilité des États et des sociétés. Des régions apparemment stables peuvent, elles aussi, être confrontées à des turbulences liées au changement climatique. En effet, l'impact sur certaines communautés, telles que le pastoralisme par exemple, a déjà des conséquences désastreuses, notamment en Afrique. La remise en cause de modes de vies centenaires dérègle le climat social de ces populations et peut mener à la faillite économique, et éventuellement à la radicalisation et à l'extrémisme.

Dans ce contexte, le Conseil de sécurité devrait continuer à plaider pour une politique climatique globale ambitieuse. De même, dans l'intérêt de la sécurité et de la stabilité mondiales, tous les États sont appelés à renforcer leurs efforts pour protéger le climat et venir en aide aux pays les plus impactés par les changements climatiques. Tant que les objectifs climatiques de la communauté internationale ne suffiront pas à réduire le réchauffement planétaire à un niveau acceptable, les conséquences du réchauffement climatique seront à l'ordre du jour de la politique étrangère et de sécurité.

Annexe 47**Déclaration de M. Amrit Bahadur Rai, Représentant permanent du Népal auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'emblée, je voudrais remercier la présidence britannique d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui sur le thème important du climat et de la sécurité. Je tiens également à remercier les intervenants de leurs exposés éclairants.

La crise climatique est devenue une menace existentielle pour l'ensemble de l'humanité à l'ère de l'Anthropocène. Il s'agit d'une crise mondiale. Le sort de l'humanité est en jeu.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) nous a rappelé notre lien avec la nature. Même pendant la pandémie, la crise climatique n'a pas connu de répit. Le niveau de la mer s'élève, les montagnes enneigées fondent, les glaciers reculent, les inondations et les sécheresses se généralisent.

Les menaces dangereuses et existentielles que font peser les changements climatiques sont établies depuis longtemps, notamment pour les pays en situation particulière comme les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Ces pays sont contraints de supporter le poids de la catastrophe de manière disproportionnée, étant les plus dépourvus de moyens pour faire face aux problèmes qui en découlent.

Les changements climatiques sont également un multiplicateur de menaces et un accélérateur d'instabilité, contribuant aux crises humanitaires et socioéconomiques, aux conflits et aux migrations forcées. Ils déclenchent un risque pour la sécurité et posent de sérieux défis à la paix et à la stabilité internationales.

Si nous voulons atténuer ces risques, nous devons comprendre les liens entre le climat et la sécurité. Nous devons également prendre conscience du fait que l'action climatique n'est pas seulement essentielle pour la santé de la planète, elle l'est aussi pour la sûreté et la sécurité des populations. Dès lors, l'action climatique ne saurait être reléguée au second plan ni être un élément qui vient s'ajouter à nos politiques ; elle doit être au cœur de nos efforts de développement.

Dans ce contexte, je souhaite mettre en exergue les points suivants.

Premièrement, le relèvement post-COVID-19 et l'action climatique doivent aller de pair. La reprise verte après la pandémie peut être une solution durable pour éliminer les risques liés au climat.

Deuxièmement, investir dans des stratégies d'adaptation et de résilience, en particulier au niveau communautaire, est essentiel à la prévention des conflits. Le rôle joué par les nouvelles technologies dans l'amélioration de la prévision des risques liés au climat est tout aussi important.

Troisièmement, si les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement sont les pays les moins responsables de la crise climatique, ils constituent toutefois le groupe de pays les plus vulnérables à cette crise. Il convient donc de se pencher avec une attention particulière sur leurs vulnérabilités. Un financement sera crucial pour renforcer la résilience climatique et mettre en place des économies caractérisées par zéro émissions nettes. Le Népal appelle à simplifier et à rendre accessibles le financement et le transfert de technologies aux pays en situation particulière.

Quatrièmement, alors que nous célébrons le cinquième anniversaire de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, il est plus que jamais impératif de revoir nos ambitions à la hausse. Le Népal se félicite que les États-Unis aient

décidé de rejoindre l'Accord de Paris. Nous insistons sur une mise en œuvre effective de l'Accord et réaffirmons la nécessité d'accélérer nos efforts collectifs visant à instaurer une planète plus propre et plus verte. Nous ne pouvons plus nous permettre de retarder l'action climatique. Nous devons faire en sorte que la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), à Glasgow, soit un succès.

Cinquièmement, le Conseil de sécurité doit montrer l'exemple tant en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales que s'agissant de remédier aux risques de sécurité liés au climat. Le Népal appelle en particulier les cinq membres permanents du Conseil et les grands émetteurs à faire montre de volonté politique et de détermination pour rehausser les ambitions et relever les défis que les changements climatiques lancent à la sécurité.

Enfin, au vu de l'accroissement des inégalités et des tensions ethniques dans le monde, nous ne pouvons pas nous permettre de sous-estimer les risques de sécurité liés au climat. La COP 26 doit faire en sorte que le lien entre changements climatiques et sécurité fasse partie intégrante de ses discussions.

Ce n'est pas le moment de revenir sur nos engagements. Au contraire, il faut suivre la science et agir davantage. Il faut lutter contre le cynisme et la complaisance et relever les défis sécuritaires multifformes qui découlent de la crise climatique.

Annexe 48**Déclaration de la Mission permanente des Pays-Bas auprès
l'Organisation des Nations Unies**

Royaume composé de quatre territoires particulièrement vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes, les Pays-Bas ont fait du lien entre climat et sécurité une priorité lors de leur mandat au Conseil de sécurité en 2018. Depuis lors, les implications qu'ont les changements climatiques pour la sécurité ne sont devenues que plus évidentes encore. Elles nécessitent une attention soutenue, une meilleure compréhension et des mesures urgentes. Qu'il me soit permis de présenter trois voies pour avancer.

Premièrement, nous devons d'urgence adapter notre mode de vie à une nouvelle réalité. Ce n'est qu'en intensifiant les campagnes d'adaptation que nous pourrons édifier des sociétés capables de résister aux pressions d'un climat en rapide mutation.

Dans le but d'accélérer les mesures prises, les Pays-Bas ont récemment accueilli la toute première édition entièrement virtuelle du Sommet pour l'adaptation aux changements climatiques. Je suis fier d'avoir présidé un séminaire sur les mesures d'adaptation en Afrique, continent dont le potentiel en matière d'innovation et de solutions créatives est inégalé. Pour contribuer à concrétiser ce potentiel, les Pays-Bas investissent 100 millions d'euros dans le Drylands Sahel Programme, un projet consacré aux terres arides du Sahel. Nous avons également accru nos investissements dans le Fonds pour les pays les moins avancés, parce que les sociétés pacifiques agissent face aux besoins des plus vulnérables. Cela m'amène à mon deuxième point.

Si nous voulons atténuer les risques de sécurité liés au climat, nous devons également nous pencher sur le lien intime qui unit eau, paix et sécurité. C'est pourquoi le Royaume des Pays-Bas a lancé un partenariat consacré à l'eau et la paix et la sécurité, qui met au point des outils pour aider à identifier les risques de sécurité liés à l'eau et donner aux communautés les moyens de prendre des mesures rapides. Récemment, par exemple, ce partenariat a collaboré en Iraq avec l'Organisation internationale pour les migrations, afin de produire une analyse modélisée des pénuries d'eau dans le centre et le sud du pays, et émettre des recommandations sur la manière de remédier aux crises de l'eau. J'en viens ainsi à mon dernier point.

Nous devons intégrer les considérations climatiques à toutes les étapes de l'action des Nations Unies, en nous efforçant davantage de surveiller les implications des changements climatiques en matière de sécurité, notamment par des rapports réguliers du Secrétaire général ; en tenant davantage compte des risques de sécurité liés au climat dans la stratégie de prévention des conflits et les dispositifs d'alerte rapide de l'ONU, par exemple en faisant davantage prévaloir le mécanisme de sécurité climatique ; en améliorant la formation du personnel des Nations Unies aux missions de paix et de sécurité, ainsi qu'aux implications humanitaires des changements climatiques ; et en tenant systématiquement compte des changements climatiques dans la consolidation de la paix, notamment dans les travaux de la Commission de consolidation de la paix. Le Conseil détient la clef d'une réponse multilatérale globale, et nous exhortons ses membres à œuvrer en faveur d'une résolution qui permette d'y parvenir effectivement.

Pour terminer, Monsieur le Président, je tiens à vous remercier de votre leadership dans ce domaine.

Annexe 49**Déclaration de M. Tijjani Muhammad-Bande, Représentant permanent du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie la délégation britannique, à la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci, d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui qui tombe à point nommé, sur un sujet qui nous touche à divers titres dans le monde entier. Nous remercions également les intervenants de leurs exposés éclairants.

Les changements climatiques font peser une menace sur l'existence même de sociétés dans le monde entier. Ils multiplient les risques de troubles sociaux et de conflit. L'incidence perturbatrice des changements climatiques sur les moyens de subsistance dans le monde entier, caractérisée par des conflits violents, l'instabilité politique, des tensions économiques et la menace de l'insécurité alimentaire, pourrait réduire à néant les acquis obtenus au prix de lourds efforts en matière de développement.

Les énormes défis et risques posés par les changements climatiques exigent donc une action commune pour atténuer sensiblement et, le cas échéant, faire cesser leurs effets néfastes ressentis dans tous les aspects de nos vies. En particulier, la hausse des températures, les précipitations irrégulières, l'élévation du niveau de la mer, les inondations, les sécheresses, la désertification, la dégradation des sols, les conditions climatiques extrêmes, la diminution des ressources en eau douce et la perte de biodiversité privent des populations entières de leurs moyens de subsistance. La dégradation de l'environnement, notamment, met à très rude épreuve les systèmes de gouvernance, spécialement dans les régions où la concurrence autour des ressources naturelles, les conflits territoriaux et les insurrections exacerbent les tensions et l'insécurité, ainsi qu'on le voit dans des régions comme le Sahel. Ces dynamiques continuent de menacer la stabilité de ces régions et obligent leurs populations à migrer ou à se déplacer.

En conséquence des changements climatiques, le bassin du lac Tchad, qui était auparavant une source de productivité, de sécurité alimentaire et de création de richesse pour les citoyens de ses huit pays africains riverains, a considérablement diminué par rapport à sa taille initiale. La région continue aujourd'hui de souffrir d'une grave crise humanitaire qui a poussé nombre de ses résidents à migrer en quête de pâturages plus verts. Les activités des groupes armés tels que le groupe terroriste Boko Haram exposent les habitants de la région, en particulier les femmes et les enfants, à un risque accru d'être recrutés, enlevés ou réduits en esclavage par ces groupes, et l'intensification de ces activités ajoute aux préoccupations que suscite la région. C'est globalement en raison de la nature de l'insécurité et de la vulnérabilité des citoyens de cette grande région qu'a été formée la Force multinationale mixte, qui fournit une réponse collaborative et régionale à la menace du terrorisme dans la région.

Les catastrophes naturelles et les conflits continuent de contrecarrer les efforts déployés par les pays en développement et les petits États insulaires en développement pour s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques. Ma délégation estime que les cadres de consolidation de la paix devraient être revus pour refléter les défis climatiques que les pays doivent de plus en plus fréquemment relever. Cette révision stimulerait indéniablement les efforts déployés pour remédier aux incidences des changements climatiques.

La recharge du lac Tchad est une priorité absolue du Gouvernement nigérian, et les efforts se poursuivent pour nouer des partenariats robustes, dans le but d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance des populations de la région et de contribuer davantage à remédier aux risques environnementaux et sécuritaires qui

menacent cette région depuis longtemps. À cet effet, le Gouvernement nigérian est en train d'élaborer un programme de réhabilitation et met la dernière main au Plan de développement et d'adaptation au changement climatique du lac Tchad, lequel inclut un projet de transfert d'eau entre bassins dont le coût est estimé à 55 milliards de dollars.

Afin de sensibiliser à l'impact des conditions climatiques changeantes, le Nigéria a également adopté l'émission d'obligations vertes comme source de financement innovante et alternative pour les projets qui réduiraient les émissions et fourniraient la solide infrastructure climatique nécessaire aux énergies renouvelables, aux transports à faible émission de carbone, aux infrastructures hydriques et à l'agriculture durable.

Les effets multidimensionnels des liens entre les changements climatiques et la sécurité nécessitent une coopération plus large entre les États Membres et les organismes spécialisés des Nations Unies afin de renforcer la détermination mondiale à faire face aux changements climatiques, avec les implications que l'on sait pour la paix et la sécurité et les conséquences humanitaires qui en découlent.

Qu'il me soit permis de dire que notre réponse aux changements climatiques ne doit pas du tout être moins forte dans le domaine du développement durable. Dans sa résolution 63/281, adoptée le 3 juin 2009, l'Assemblée générale réaffirme que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est l'instrument fondamental de la recherche d'une solution aux changements climatiques. Elle reconnaît que la nature des changements climatiques exige une coopération plus large entre les États Membres, et appelle les divers organes de l'Organisation des Nations Unies à redoubler d'efforts, selon qu'il conviendra, et dans le cadre de leurs mandats respectifs, pour faire face aux changements climatiques.

Ma délégation croit fermement au signal d'alarme lancé lors du Sommet du Secrétaire général sur l'action climatique le 23 septembre 2019 pour que cette question fasse l'objet d'une démarche mondiale, étant donné l'aggravation de la crise climatique et la nécessité de forger de nouvelles voies pour soutenir la réalisation de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le Sommet a confirmé que la limite de 1,5 °C constituait la limite socialement, économiquement, politiquement et scientifiquement sûre pour le réchauffement climatique d'ici la fin de ce siècle.

Des mesures concrètes doivent être prises pour atténuer le déclin rapide de la santé de notre planète. Il est donc nécessaire que tous les dirigeants intensifient leurs actions en faveur du climat, conformément à la demande du Conseil de sécurité. Le Nigéria est fermement déterminé à respecter ses obligations au titre de l'Accord de Paris, en particulier les aspirations inscrites dans sa contribution déterminée au niveau national, notamment l'engagement à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici 2030.

Je tiens à réitérer l'engagement de mon gouvernement à soutenir, promouvoir et remplir sans relâche toutes les obligations régionales et internationales visant à atténuer les changements climatiques dans le cadre d'un effort collectif visant à assurer le bien-être des générations actuelles et futures.

Annexe 50**Déclaration de la Mission permanente de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Pologne félicite le Royaume-Uni d'avoir organisé ce débat opportun. Nous remercions les intervenants de leurs éclairages intéressants.

La Pologne s'associe à la déclaration présentée au nom du Groupe des Amis sur le climat et la sécurité (annexe 20) et à son appel à l'action.

Les conséquences des changements climatiques sur la sécurité sont considérables ; c'est pourquoi nous sommes convaincus qu'il incombe au Conseil de sécurité de les traiter. Nous devons faire tout notre possible pour réaliser des progrès tangibles sur cette question.

Nous sommes tous bien conscients du fait que la fragilité générale de certaines régions et la vulnérabilité aux changements climatiques se recoupent souvent. L'année dernière, nous n'avons cessé d'être témoins de vagues de chaleur, de sécheresses, de pénuries de nourriture et d'eau, d'inondations et d'un déclin des zones agricoles et pastorales, entraînant souvent des déplacements de population. Ces effets des changements climatiques peuvent être des facteurs de conflit et d'insécurité. Ils peuvent également causer des dommages aux ressources naturelles sur lesquelles de nombreuses sociétés qui sortent d'un conflit comptent pour leur redressement économique.

Notre réponse aux changements climatiques et aux risques de sécurité y afférents doit être fondée sur la prévention, l'atténuation et l'adaptation. Il faut absolument réduire les émissions conformément à l'Accord de Paris sur les changements climatiques et à l'Ensemble de règles de Katowice. L'Union européenne (UE) a convenu d'un nouvel objectif de réduction des émissions d'au moins 55 % d'ici à 2030. Nous aimerions que toutes les grandes économies mettent à jour leurs contributions déterminées au niveau national cette année afin d'atteindre le niveau actuel de l'ambition de l'UE. Si l'ensemble du Groupe des Vingt, qui est responsable de 80 % des émissions mondiales, était persuadé de renforcer ses objectifs, le monde pourrait s'engager rapidement sur la voie de la réalisation de l'objectif d'une hausse de température inférieure à 2°C.

Les stratégies d'adaptation doivent être formulées et mises en œuvre aux niveaux local, national et régional. La Pologne poursuit la mise en œuvre de sa stratégie nationale d'adaptation, adoptée en 2013, et a également élaboré des stratégies d'adaptation pour ses 44 plus grandes villes. En tant qu'hôte de la onzième session du Forum urbain mondial, qui se tiendra à Katowice en 2022, la Pologne met en avant le rôle des villes dans l'effort mondial de lutte contre les changements climatiques. Nous sommes prêts et disposés à partager nos expériences.

Il est nécessaire de se concentrer stratégiquement sur la mise en œuvre d'approches novatrices et transversales pour traiter les liens entre les changements climatiques, la sécurité et la pérennisation de la paix. Dans ce contexte, nous soulignons l'importance d'un rapport régulier du Secrétaire général sur ce lien. Nous devons veiller à ce que nos efforts de stabilisation et de consolidation de la paix tiennent compte de la situation climatique. Il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur la prévention des risques de sécurité liés au climat et sur le renforcement de la résilience. Les plans d'adaptation, la collecte d'informations et l'analyse des données ainsi que la mise en place de systèmes d'alerte précoce sont essentiels à cet égard. Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies devraient être dotées

des outils nécessaires pour effectuer des évaluations localisées des risques climatiques et apporter des réponses opérationnelles à toutes les étapes d'un processus de paix. La Pologne est favorable au renforcement du rôle consultatif de la Commission de consolidation de la paix en la matière.

Elle salue également le travail du mécanisme de sécurité climatique et du groupe d'experts informel sur le climat et la sécurité. Nous nous félicitons de la récente nomination du premier conseiller à la sécurité environnementale par la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM), et nous pensons que cette pratique devrait être suivie par d'autres missions et opérations des Nations Unies dans les zones touchées. De plus, il est crucial d'assurer une large diffusion des leçons apprises par la MANUSOM pour répondre à l'impact croissant des risques sécuritaires liés au climat.

Les changements climatiques exigent également que nous modifiions nos approches et nos priorités en matière de consolidation de la paix. Nous devons renforcer la coordination entre tous les acteurs concernés sur le terrain et utiliser systématiquement les données climatiques pour éclairer les décisions précoces de consolidation de la paix qui engagent les pays sortant d'un conflit dans certaines voies de développement. Une formation adaptée et sensible au climat pour tout le personnel concerné des Nations Unies est essentielle à cet égard.

La protection et l'autonomisation des personnes en situation de vulnérabilité, telles que les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, sont au cœur des préoccupations de la Pologne. Les faits prouvent que les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être affectées par les changements climatiques. Par conséquent, les initiatives d'adaptation doivent identifier et traiter les impacts spécifiques au genre, en particulier dans les domaines liés à l'eau, à la sécurité alimentaire et à l'agriculture. Nous devons également écouter la voix des jeunes, qui se sont révélés être de véritables agents du changement. Il est temps de reconnaître leur contribution singulière à l'action climatique mondiale.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons appliquer une approche cohérente pour faire avancer la thématique de la pérennisation de la paix. Alors que nous unissons nos efforts pour reconstruire en mieux, nous devons maintenir une attention particulière sur la lutte contre les risques de sécurité liés au climat et accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris.

Enfin, la Pologne souhaite souligner l'inévitable nécessité d'agir dans l'esprit du multilatéralisme. Les changements climatiques ne connaissent pas de frontières ; ils constituent donc un défi existentiel pour la communauté internationale dans son ensemble.

Annexe 51**Déclaration de M. Francisco Duarte Lopes, Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En tant que membre du Groupe des Amis sur le climat et la sécurité, le Portugal souhaite s'aligner sur la déclaration commune faite au nom du Groupe (annexe 20).

Nous nous félicitons du fait que, dans le contexte de la riposte multilatérale à la menace existentielle que représentent les changements climatiques, ses conséquences sur la sécurité en tant que multiplicateur de risques soient abordées par le Conseil de sécurité, à qui incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous espérons que ce débat ouvrira la voie à une action plus systématique du Conseil en ce qui concerne les questions liées au climat et à la sécurité.

Il ne sera possible d'atténuer les conséquences des changements climatiques sur la sécurité, en particulier dans les contextes précaires, qu'en luttant contre les changements climatiques eux-mêmes. Le problème des changements climatiques ne peut être pleinement abordé que grâce à la contribution de chaque pays et à la coopération multilatérale.

Le Portugal est résolu à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 dans le cadre de la stratégie de l'Union européenne pour parvenir à une économie neutre pour le climat à la même échéance. C'est l'une des priorités qui guident l'action de la présidence portugaise actuelle du Conseil de l'Union européenne.

Cette année sera décisive dans notre lutte contre les changements climatiques, et nous devons intensifier nos efforts en vue de la vingt-sixième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'élévation du niveau des mers, une vulnérabilité accrue face à la désertification, les périodes de sécheresse et la raréfaction des ressources ont déjà de graves répercussions sur les populations en situation de vulnérabilité, qui peuvent entraîner des migrations et exacerber les tensions liées à la pénurie des ressources, autant de facteurs qui, à leur tour, alimentent les conflits. Nombre de ces effets se font déjà sentir au Sahel, en Afrique subsaharienne et dans les petits États insulaires en développement.

Il est essentiel que les efforts de consolidation de la paix contribuent effectivement au renforcement de la résilience des pays et de leur capacité à s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques. Le Conseil de sécurité peut doter les missions politiques spéciales et les opérations de maintien de la paix de mandats, de capacités et de formations adéquats pour faire face aux vulnérabilités exacerbées par les changements climatiques, afin de continuer à mettre l'accent sur le climat et la sécurité tout au long du continuum de la paix.

De manière plus générale, nous encourageons l'intégration du lien entre le climat et la sécurité dans les programmes transversaux du Conseil, avec un accent particulier sur le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité. Il importe tout particulièrement de donner la parole aux jeunes lorsqu'il s'agit d'examiner les liens entre la sécurité et le climat, car ce sont eux qui seront les plus touchés par ses conséquences. Il est également essentiel que nous continuions à renforcer la participation des femmes aux efforts de maintien et de pérennisation en tant qu'objectif en soi, et que nous prenions en compte les effets spécifiques des changements climatiques sur les femmes, qui représentent 80 % des personnes déplacées par les changements climatiques.

Nous sommes conscients des avantages de mécanismes tels que le mécanisme sur le climat et la sécurité, qui doit être renforcé davantage pour qu'il joue un rôle plus important en matière de mobilisation des connaissances et en vue de contribuer à son intégration dans l'ensemble du système des Nations Unies. La collecte et l'analyse des données sont essentielles pour que le Conseil de sécurité dispose d'informations faisant autorité pour mettre en place des outils et des capacités d'alerte rapide afin de prévenir l'escalade des conflits. Nous nous félicitons également de la création d'un groupe informel d'experts sur le climat et la sécurité au sein du Conseil.

En outre, l'analyse et la sensibilisation aux risques de sécurité liés au climat doivent être mieux intégrées dans les efforts de l'ONU et des États Membres en matière de diplomatie préventive et de consolidation de la paix. Pour garantir une approche plus cohérente, en vue d'assurer une meilleure coordination des activités menées au titre des piliers « paix et sécurité » et « développement » de l'ONU, nous devons tenir compte du rôle de la Commission de consolidation de la paix. Tirer parti du rôle consultatif de la Commission auprès du Conseil de sécurité et de l'engagement bienvenu pris par les formations par pays de présenter des avis écrits avant les discussions du Conseil de sécurité pourrait également être un moyen d'intégrer le lien entre le climat et la sécurité dans les discussions concrètes portant sur la paix et la sécurité.

Annexe 52**Déclaration de M. Soltan bin Saad Al-Muraikhi, Ministre d'État
aux affaires étrangères du Qatar**

[Original : arabe et anglais]

Je remercie le Royaume-Uni d'avoir convoqué le débat public d'aujourd'hui. Je remercie également le Conseil de sécurité pour son engagement soutenu à faire face aux futures menaces que les changements climatiques font peser sur la paix et la sécurité internationales. Je tiens à remercier tout particulièrement S. E. M. Boris Johnson, Premier Ministre du Royaume-Uni, d'avoir pris le temps de présider cette réunion et de son leadership. Je voudrais également remercier le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, pour son exposé édifiant.

Les conditions météorologiques extrêmes, les catastrophes naturelles, les changements climatiques et d'autres défis écologiques contribuent considérablement à la pauvreté, à la sécheresse, à la pénurie alimentaire, aux menaces sanitaires et aux déplacements, en particulier dans les États vulnérables, les pays les moins avancés et les petits États insulaires.

Les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sur les systèmes de santé nationaux du monde entier et sur l'économie mondiale sont un rappel important de la présence d'un large éventail de menaces pour notre sécurité collective et de la nécessité urgente d'œuvrer de concert pour y faire face.

Au cours des dernières années, le Qatar a assumé ses responsabilités en tant que partenaire actif de la communauté internationale, en collaborant avec l'ONU et d'autres partenaires mondiaux pour apporter son appui aux pays en développement et aux pays les moins avancés, notamment les petits États insulaires en développement, afin de renforcer leur résilience aux effets des changements climatiques et en vue de leur préparation et de leur riposte aux catastrophes naturelles.

En décembre 2012, l'État du Qatar a accueilli et participé activement à la dix-huitième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Lors du Sommet sur l'action climatique tenu en septembre 2019, S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, a déclaré : « Le phénomène des changements climatiques est sans aucun doute l'un des graves défis de notre époque. » Son Altesse a annoncé une contribution de l'État du Qatar à hauteur de 100 millions de dollars pour aider les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés à faire face aux changements climatiques et à leurs effets destructeurs.

Tout récemment, en octobre 2020, le Fonds du Qatar pour le développement et l'Institut mondial de la croissance verte ont signé un protocole d'accord en vue de leur collaboration pour aider les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés (PMA) à atteindre la résilience climatique et la croissance verte, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Le Qatar accueillera la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés du 23 au 27 janvier 2022. La Conférence adoptera le Programme d'action de Doha, qui sera le premier plan d'action sur les PMA à être adopté depuis l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La lutte contre les changements climatiques sera l'une des questions centrales et fera l'objet d'une attention particulière au cours de la conférence.

Les institutions du Qatar, en collaboration avec des experts du monde entier, donnent l'impulsion à des changements porteurs de transformation dans le pays, dans la région et dans le monde entier. Nous faisons bénéficier nos amis, nos partenaires et les parties prenantes concernées dans le monde entier des résultats obtenus.

Pour terminer, l'État du Qatar poursuivra sa coopération pour permettre aux générations futures de continuer à vivre en sécurité et en bonne santé, afin de contribuer à construire un avenir sûr et durable pour elles-mêmes, leurs familles et leurs sociétés. Nous nous réjouissons à la perspective de continuer à établir des partenariats solides, chez nous et à l'étranger, pour lutter contre cette menace.

Annexe 53**Déclaration de la Mission permanente de la République de Corée
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

C'est en avril 2007 que le Conseil de sécurité a tenu son premier débat public sur la question de la sécurité climatique (voir S/PV.5663). Ce débat était dirigé par le Royaume-Uni, qui présidait le Conseil de sécurité à l'époque. Aujourd'hui, la République de Corée voudrait exprimer ses remerciements au Royaume-Uni pour son leadership en ce qui concerne cette question et pour avoir convoqué cette importante réunion une fois de plus.

Depuis son premier débat public consacré à la question, le Conseil de sécurité et les États Membres de l'ONU ont élargi la définition des liens complexes entre les changements climatiques et la paix et la sécurité. Il est généralement admis que nous devons lutter contre les changements climatiques pour protéger plus efficacement la paix et la sécurité du monde et de sa population.

Toutefois, la crise climatique ne cesse de s'intensifier. En effet, l'année 2020 a été la plus chaude jamais enregistrée, selon la National Aeronautics and Space Administration des États-Unis, et nous continuons d'observer les effets néfastes des changements climatiques dans le monde entier. Non seulement les phénomènes météorologiques extrêmes causés par les changements climatiques ont des conséquences humanitaires, mais ils contribuent également de plus en plus souvent à l'instabilité régionale. Nous savons bien que les risques de sécurité sont accrus dans les zones fragiles où la lutte contre les changements climatiques est insuffisante.

Nous saluons le rôle que joue le Conseil de sécurité sur la question de la sécurité climatique, et nous recommandons la poursuite de l'action du Conseil sur cette question qui relève pleinement de sa compétence. À cet égard, la République de Corée tient à souligner les trois points suivants.

Premièrement, nous convenons pleinement que lutter contre les changements climatiques en mettant un accent particulier sur l'atténuation et le renforcement de la résilience constitue l'action préventive qui permettra d'éviter les pires risques de conflit. Nous devons prendre des mesures audacieuses pour limiter la hausse de la température à 1,5°C, comme le prévoit l'Accord de Paris sur les changements climatiques. À cet égard, le Président Moon Jae-in a annoncé en octobre dernier que la République de Corée avait pour objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, ce qui est encouragé par les autres principaux émetteurs qui ont annoncé des engagements similaires.

À cet égard, la réussite de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), qui sera organisée par le Royaume-Uni cette année, sera d'autant plus importante, car la stabilité climatique est une condition nécessaire à la paix et à la sécurité mondiales. De son côté, la République de Corée accueillera le deuxième sommet du Partenariat pour la croissance verte et les objectifs mondiaux 2030 (P4G) à Séoul, les 30 et 31 mai. Le sommet P4G servira de cadre multilatéral pour renforcer l'action climatique et de tremplin opportun pour la réussite de la COP 26 en créant une dynamique politique cruciale dans la perspective de la Conférence des Parties à Glasgow.

Deuxièmement, la République de Corée appelle à intensifier la lutte contre les changements climatiques à l'échelle du système des Nations Unies, et prie notamment le Conseil de sécurité de jouer un rôle de chef de file en sa qualité d'organe principal de l'ONU chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

À cet égard, nous nous félicitons de la mobilisation constante du Conseil de sécurité sur le programme d'action pour le climat, notamment par l'adoption d'un certain nombre de résolutions et de déclarations présidentielles, ainsi que du lancement du mécanisme de sécurité climatique et de ses initiatives. Nous nous félicitons également que le Secrétaire général présente au Conseil de sécurité un rapport complet et opportun concernant les risques de sécurité liés au climat.

En ce qui concerne les mesures concrètes, nous pouvons en trouver un bon exemple dans la résolution 2020/2 récemment adoptée par le Conseil économique et social sur l'appui international à la région du Sahel. Elle prévoit, entre les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et les États Membres, une coopération plus étroite, propre à déboucher sur des actions plus concrètes. La République de Corée entend continuer de jouer un rôle actif et constructif dans le suivi et la mise en œuvre de cette résolution.

Pour marquer une nouvelle avancée vers l'adoption de mesures concrètes à l'avenir, la République de Corée a lancé, à la quatorzième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification en 2019, l'Initiative sur les forêts de la paix, qui promeut la paix et la confiance par la collaboration dans les domaines de la réhabilitation et de la restauration des terres et des forêts dégradées dans les régions fragiles et touchées par des conflits. Nous estimons que ces efforts peuvent faciliter des échanges fructueux et renforcer la coopération économique dans les régions fragiles, ce qui contribuera à terme à apaiser les tensions politiques.

Troisièmement, nous devons garantir un relèvement plus efficace et plus écologique après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Plus d'un an après son apparition, la pandémie de COVID-19 a causé des dommages dévastateurs à nos sociétés et nos économies. Il est regrettable que les communautés et les pays les plus vulnérables soient les plus durement touchés, et nous devons nous mobiliser rapidement pour aider les populations à surmonter cette crise. Néanmoins, notre relèvement ne doit pas se faire au détriment de nos efforts de lutte contre les changements climatiques ou nous ramener à notre point de départ. Nous avons au contraire besoin d'un plan qui nous permette d'assurer un relèvement plus efficace et plus vert afin de prévenir des crises futures.

À cet égard, la République de Corée met en œuvre le New Deal écologique coréen, qui l'aidera à atteindre son objectif de neutralité carbone d'ici à 2050. Le New Deal vise une économie durable et à faible émission de carbone en investissant dans les secteurs verts et en créant de nouveaux emplois verts. Cela permettra à terme de mettre l'économie coréenne en conformité avec l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La République de Corée appuie par ailleurs activement les efforts que déploie l'Institut mondial de la croissance verte pour aider les pays en développement à réaliser une transition énergétique durable vers un développement à faible intensité de carbone. La République de Corée partagera ses données d'expérience et les enseignements retenus, et coopérera avec le reste du monde.

Les changements climatiques alimentent de plus en plus l'instabilité régionale et menacent la paix mondiale. Aucun pays ne peut affronter seul ces problèmes. En effet, l'humanité et notre planète sont collectivement vulnérables à de telles menaces mondiales, et nous devons agir en faisant preuve de solidarité mondiale pour y répondre. La République de Corée continuera à participer activement à la coopération internationale afin d'éviter que les crises climatiques ne se transforment en menaces pour la paix et la sécurité.

Annexe 54**Déclaration de M. Cosmos Richardson, Représentant permanent de Sainte-Lucie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Il y a 14 ans, le Royaume-Uni a porté la question des changements climatiques et de la sécurité à l'attention du Conseil de sécurité pour la première fois de son histoire vieille de 62 ans (voir S/PV.5663). Depuis, des chefs d'État et de gouvernement, des ministres et des diplomates ont souligné l'importance capitale des risques de sécurité liés au climat à l'occasion de débats publics de haut niveau et de réunions informelles.

Le monde reste aux prises avec les incidences multidimensionnelles des changements climatiques, qui vont de la vulnérabilité accrue à l'instabilité et à la pauvreté, à la perte de terres et de biodiversité, aux conflits violents et aux crises humanitaires, à la fréquence et à l'intensité croissantes des catastrophes naturelles, jusqu'aux menaces à l'avenir même de l'humanité. Les risques de sécurité uniques et urgents auxquels sont exposés les petits États insulaires en développement tels que Sainte-Lucie ont été expliqués clairement par les Présidents de la Communauté des Caraïbes et de l'Alliance des petits États insulaires.

Depuis sa création, le Conseil de sécurité met principalement l'accent sur les guerres, l'activité militaire et les conflits violents. Cependant, au fil des ans, il a évolué et a élargi la portée des questions de sécurité, notamment en adoptant une vision plus globale de la sécurité humaine et en se penchant sur le sort des femmes et des enfants en période de conflit, démontrant ainsi qu'il était capable d'évoluer et de faire preuve de dynamisme. Les débats organisés au fil des ans reflètent la prise de conscience progressive du fait que les risques de sécurité liés aux changements climatiques devaient être examinés parallèlement aux risques nucléaires, biologiques et chimiques.

Il est admis que les changements climatiques exacerbent, prolongent ou alimentent les risques d'instabilité et de conflits futurs. Les effets des changements climatiques n'apparaissent pas dans le vide ; ils interagissent avec des facteurs économiques, sociaux et politiques et accentuent les risques existants par un effet multiplicateur de menaces désastreux. Si les liens entre le climat et la sécurité restent complexes, le Conseil de sécurité, en tant qu'organe auquel incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, doit évoluer pour être à la hauteur et relever les défis existants.

Le contexte international actuel fournit des preuves explicites que les changements climatiques, le développement durable, la paix et la sécurité ne sont pas des questions qui s'excluent mutuellement. Il sera donc nécessaire de lutter contre les problèmes multidimensionnels en suivant une démarche réfléchie qui mobilise l'ensemble du système des Nations Unies. La collaboration et l'ouverture sont essentielles. L'établissement d'une complémentarité entre les mandats et les travaux du Conseil de sécurité et d'autres entités de l'ONU, telles que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, permettrait une approche holistique qui regrouperait les compétences en matière de changements climatiques, de paix et de sécurité, de développement durable et de questions humanitaires, œuvrant de concert au sein du système des Nations Unies.

L'inscription de cette menace sécuritaire non conventionnelle à l'ordre du jour du Conseil est un début louable, mais pour celles et ceux d'entre nous qui n'avons pas le luxe de perdre du temps, à l'heure où les changements climatiques continuent d'éroder notre existence même en tant qu'États-nations, un objectif plus satisfaisant passerait par une transformation institutionnelle et systémique, étant donné que les

changements climatiques n'attendent pas qu'un consensus se dégage. Ma délégation se félicite du nombre croissant de membres du Conseil de sécurité qui sont déterminés à œuvrer pour améliorer l'accès du Conseil aux informations et aux analyses relatives au climat, afin de mieux lui permettre d'évaluer les implications des changements climatiques pour la sécurité et d'appuyer les mesures pertinentes en matière de prévention des conflits.

Ma délégation félicite le Royaume-Uni d'avoir porté une nouvelle fois cette question cruciale devant le Conseil de sécurité et de s'être joint à d'autres membres du Conseil pour créer le groupe informel d'experts sur le climat et la sécurité. Nous comptons sur votre appui continu, Monsieur le Président, pour promouvoir au sein du Conseil la reconnaissance des interrelations complexes entre les changements climatiques et la sécurité, leurs effets en tant que question transversale à l'ordre du jour du Conseil et la nécessité d'adapter les méthodes de travail institutionnelles afin de mieux cerner les défis.

Annexe 55**Déclaration de M. Michal Mlynár, Représentant permanent de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cet important débat sur la question des risques liés au climat pour la paix et la sécurité internationales, au titre du point de l'ordre du jour « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : climat et sécurité ».

Nous traversons une période extrêmement difficile de l'histoire mondiale. La maladie à coronavirus (COVID-19) nous rappelle que la vie est précaire et interconnectée. Notre monde était déjà fragile. Les conflits violents, les besoins humanitaires et les déplacements, influencés et intensifiés par les changements climatiques, ont augmenté au cours de la décennie écoulée. L'interaction entre les changements climatiques, la perte de biodiversité et la sécurité internationale doit absolument devenir un point clef du programme de prévention des conflits. C'est le seul moyen d'anticiper les menaces de demain et d'aider les pays les plus vulnérables.

La Slovaquie est un fervent partisan de l'action climatique, de la paix, des droits de l'homme et de l'état de droit. Cela a été réaffirmé par la Présidente de la Slovaquie, S. E. M. Zuzana Čaputová, au Sommet de 2019 sur l'action climatique organisé par le Secrétaire général. Qu'il me soit permis de rappeler ce qu'elle a dit :

« Si nous parvenons à unir nos efforts pour le climat, nous pourrions créer un nouveau sentiment de solidarité et de bien commun. Cela peut contribuer à restaurer le système international, à dépasser les clivages et à ouvrir de nouvelles perspectives dans les domaines de la paix et du développement. »

Nous avons constaté d'importants progrès au cours des dernières années. Le travail mené par le mécanisme de sécurité climatique au sein du Secrétariat a permis d'améliorer la base analytique qui sous-tend l'action du Conseil sur les risques de sécurité liés au climat. Le mécanisme doit être encore renforcé, car il rassemble des compétences de diverses parties du système des Nations Unies sur la prévention des conflits, la médiation, la gestion durable des ressources naturelles, les changements climatiques, la résilience et la problématique hommes-femmes.

De même, le dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies doit pouvoir aborder les risques liés au climat, y compris ceux liés à la diminution des ressources naturelles. À cet égard, l'aggravation du stress hydrique provoquée par les changements climatiques est un problème particulièrement important, car elle accroît le risque de conflit et sape les efforts de consolidation de la paix. Je voudrais réaffirmer l'appui de la Slovaquie aux réformes du Secrétaire général visant à faire des opérations de paix des Nations Unies un outil plus efficace pour lutter contre les ravages des changements climatiques et leurs répercussions sur la sécurité mondiale.

La Slovaquie et l'Union européenne restent fermement déterminées à honorer leurs engagements au titre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, notamment par le biais du pacte vert pour l'Europe. Nous appelons tous les partenaires à faire preuve de la même détermination en amont de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26). L'Union européenne est le premier donateur mondial pour la lutte contre les changements climatiques et, à ce titre, une grande partie de l'aide qu'elle fournit cherche à combiner l'adaptation au réchauffement climatique, les interventions visant à améliorer la gestion durable des ressources et la prévention des conflits.

Nous appuyons pleinement les ambitions et les plans qui garantiront le succès de la COP26. Nous sommes convaincus qu'il est essentiel de renforcer la résilience et d'appuyer l'adaptation pour prévenir les risques de conflit et favoriser la consolidation de la paix et la stabilité. C'est pourquoi nous nous félicitons que la COP26 mette l'accent sur le renforcement de l'adaptation et de la résilience, en particulier dans les régions vulnérables face au climat. En renforçant la résilience, nous pouvons réduire les risques, y compris les risques de sécurité liés au climat. Les programmes et projets d'adaptation aux changements climatiques peuvent contribuer à la consolidation de la paix, et la consolidation de la paix peut avoir des effets positifs sur les mesures d'adaptation aux changements climatiques.

Nous saluons le retour des États-Unis d'Amérique au sein de l'Accord de Paris, notamment l'intention qu'ils ont annoncée d'engager le pays sur la voie de zéro émissions nettes d'ici 2050, dans le droit fil de ce qu'a fait l'Union européenne avec le pacte vert pour l'Europe.

Le 20 janvier, le Gouvernement slovaque a adopté un document intitulé « Vision et stratégie de développement de la Slovaquie d'ici à 2030 – Slovaquie 2030 », qui définit les mesures à mettre en œuvre pour réaliser les priorités nationales au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La Slovaquie s'y déclare en conformité avec le pacte vert pour l'Europe, qui est fondé sur le Programme 2030. Ce document a pour objectif de traduire et de préciser les priorités fixées dans le Programme 2030 et le pacte vert pour l'Europe en fonction des conditions spécifiques à la Slovaquie. En tant que stratégie de développement intégrée, il encadre également les politiques publiques et les politiques de développement des collectivités locales afin de garantir leur coordination, leur synergie, leur stabilité et une utilisation plus efficace des ressources publiques.

Je voudrais par ailleurs mentionner la vulnérabilité accrue des femmes et des filles face aux effets des changements climatiques sur la sécurité. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ONU-Femmes, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix signalent, tous, les liens étroits qui existent entre le genre, le climat et la sécurité. Ils indiquent également que les femmes en première ligne de l'action climatique jouent un rôle vital dans la prévention des conflits et l'instauration d'une paix durable et inclusive. Il reste capital d'appuyer l'appropriation locale, d'améliorer la gouvernance et d'élargir l'inclusion dans les situations de conflit et les contextes fragiles en accordant une attention particulière aux questions relatives au genre et à la jeunesse.

L'ONU doit, dans toute la mesure de ses moyens, jouer un rôle de premier plan dans la facilitation et la coordination des efforts mondiaux de lutte contre les changements climatiques, en collaborant avec les partenaires régionaux et d'autres acteurs clefs, notamment les acteurs non étatiques tels que les entreprises et les autorités locales, qui jouent un rôle de plus en plus important dans ce domaine. Le multilatéralisme est un outil essentiel qui peut et doit permettre de trouver des solutions mondiales, y compris en ce qui concerne les changements climatiques. À cet égard, la Slovaquie est pleinement déterminée à apporter sa pierre à l'édifice dans le cadre de cette responsabilité collective.

Annexe 56**Déclaration de la Mission permanente de la Slovénie auprès
l'Organisation des Nations Unies**

La Slovénie se félicite de l'attention accrue que le Conseil de sécurité accorde aux facteurs contemporains de conflit, en particulier le lien entre le climat et la sécurité. Nous remercions le Royaume-Uni d'avoir inscrit ce sujet à l'ordre du jour et d'avoir organisé la présente réunion en format public.

Les effets des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement sont plus visibles et plus étendus que jamais. Ils agissent comme un multiplicateur de risques. C'est à nos risques et périls que nous fermons les yeux sur cette situation.

L'année 2021 doit être une année d'ambition et d'action pour faire face à l'urgence climatique mondiale, notamment les risques liés au climat pour la paix et la sécurité internationales.

L'urgence climatique fait courir un danger grave et de plus en plus important à la stabilité et la paix. Ne pas tenir compte de ces risques aura pour effet de compromettre les efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix et propulsera les pays et groupes sociaux vulnérables dans un cercle vicieux de conflit et de privation.

Nous ne devons pas négliger les facteurs environnementaux et les questions relatives aux ressources naturelles dans les processus de paix. Les analyses de conflit ont montré que, à défaut, les risques de récurrence d'un conflit augmentent considérablement.

La majorité des incidences des changements climatiques se reflètent dans les perturbations du cycle de l'eau, qui touchent tous les pays sans exception. La rareté et la mauvaise gestion des ressources en eau creusent les inégalités sociales. Cela peut déclencher des instabilités sociales, économiques et politiques. Les besoins concurrents et croissants en matière d'utilisation de l'eau sont susceptibles de renforcer les problèmes de sécurité liés à l'eau. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a révélé les vulnérabilités existantes.

En réponse aux questions posées en amont du présent débat, la Slovénie souhaite faire part des considérations suivantes.

Pour renforcer la résilience, notre relèvement post-pandémie doit mettre en place des solutions à l'épreuve du climat, et nos interventions climatiques doivent être à l'épreuve des conflits. Un bon exemple d'initiative de résilience et d'adaptation aux fins de prévenir les conflits réside dans la restauration de terres à grande échelle. Il s'agit d'une mesure d'adaptation très performante. Elle est également susceptible de réunir différents volets de la société au sein d'efforts visant à trouver une solution commune qui permette de faire prévaloir la stabilité, de créer des emplois et d'ouvrir des horizons. La communauté internationale doit appuyer avec force ce genre d'initiative.

La compétition autour des ressources naturelles compte parmi les vecteurs d'instabilité et de conflit les plus courants. Une gestion durable des ressources naturelles doit être fermement ancrée dans les contributions déterminées au niveau national et les plans nationaux d'adaptation formulés conformément à l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Ils doivent être rédigés dans le cadre d'un effort global qui contribue également à modérer les conflits en mobilisant les groupes marginalisés, les femmes et les jeunes.

Par ailleurs, ils doivent également tenir compte du fait que, à l'instar de nombreuses ressources naturelles, les effets des changements climatiques transcendent les frontières. La majorité des ressources en eau douce de la planète franchissent des frontières internationales ; une coopération transfrontalière est donc de la plus haute importance. Tout au long de l'histoire, s'impliquer activement dans une coopération dans le domaine de l'eau s'est avéré être l'un des facteurs les plus importants pour éviter les conflits.

Les précédents débats thématiques du Conseil de sécurité ont contribué à faire prendre conscience du lien entre climat et sécurité. Ils ont permis les échanges nécessaires pour poursuivre les interventions et le renforcement des capacités. Nous devons continuer d'inclure cette perspective dans les débats sur les causes profondes des conflits.

Nous pensons également que le Conseil de sécurité pourrait renforcer son action sur le lien entre climat, sécurité et développement. Il doit accorder une importance particulière à l'eau, qui est la ressource naturelle la plus importante et la plus irremplaçable. Cela pourrait servir de modèle à une approche dynamique de la prévention des conflits et de la transformation, de la consolidation de la paix et de la résilience, avec l'appui d'un développement durable et inclusif et de la coopération régionale.

Les mesures visant à associer les questions liées aux changements climatiques et celles liées à la sécurité peuvent également servir aux grandes priorités du Conseil de sécurité concernant les femmes et la paix et la sécurité. Les femmes et les filles sont les plus touchées par les changements climatiques mais, si elles bénéficient d'une éducation, des moyens économiques et de l'égalité des chances, elles peuvent aussi être de puissants agents du changement. Il est tout aussi crucial de remédier à la fracture numérique.

Selon nous, le Conseil de sécurité devrait continuer de se pencher sur les risques de sécurité liés au climat dans le cadre de manifestations et débats thématiques, auxquels pourraient participer tous les membres de l'ONU. La Slovénie se réjouirait de tels débats et participerait activement à ce processus.

Le Conseil doit lancer de vastes efforts pour consolider les informations de base relatives aux risques de sécurité issus des changements climatiques. Il convient de concevoir des interventions de prévention des conflits, de médiation et de consolidation de la paix qui tiennent compte des changements climatiques, afin de se doter de la capacité d'agir lorsque des risques de sécurité liés au climat se font jour.

Il est indispensable, pour la prévention des conflits, de mettre l'accent sur l'adaptation et le renforcement de la résilience, en particulier au niveau communautaire. La récente nomination de l'Envoyé spécial pour l'ambition et les solutions en faveur du climat offre une occasion de donner plus de poids à ces dimensions.

La Slovénie participe activement aux débats sur le climat et la sécurité à l'ONU et dans d'autres instances internationales, et entend continuer à l'avenir. Qu'il me soit permis de souligner une fois encore que nous nous félicitons d'avoir pu prendre part au débat d'aujourd'hui.

Annexe 57**Déclaration de la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies**

L'Afrique du Sud argue depuis longtemps qu'il est urgent d'opposer une réponse multilatérale au changement climatique dû aux activités humaines, car elle a conscience de la menace que ce dernier représente pour l'existence même de l'humanité, ainsi que pour celle des autres espèces avec lesquelles nous partageons cette belle planète.

L'Afrique du Sud n'a cessé d'appeler à relever ce défi urgent par une réponse collective inscrite dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui constitue l'enceinte idoine pour lui trouver une solution multilatérale. La CCNUCC est fondée sur les principes d'équité, de différenciation des actions requises par les pays développés et les pays en développement, et d'octroi d'un appui à tous les pays en développement qui en ont besoin.

L'Afrique du Sud se réjouit à la perspective de prendre part à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la CCNUCC (COP 26), organisée cette année à Glasgow par le Royaume-Uni, au cours de laquelle nous espérons que de nouveaux progrès significatifs pourront être réalisés s'agissant de trouver une solution multilatérale, concrète et urgente à ce défi, conformément aux principes inscrits dans la CCNUCC. À cet égard, nous nous félicitons également que les États-Unis aient de nouveau rejoint l'Accord de Paris sur les changements climatiques, et attendons avec intérêt qu'ils renouvellent leur engagement en faveur du processus multilatéral.

L'Afrique du Sud est consciente que, dans des circonstances spécifiques, les changements climatiques sont susceptibles de provoquer des conflits. Nous reconnaissons que des facteurs tels que les phénomènes météorologiques extrêmes, la pénurie d'eau et la sécheresse, l'insécurité alimentaire et la désertification, dont on pense qu'ils causés ou exacerbés par les changements climatiques, augmentent le risque de conflit violent. En Afrique, certains éléments indiquent que cela pourrait être le cas au Sahel, dans le bassin du lac Tchad, et dans la Corne de l'Afrique. Dans ces situations, comme ailleurs, les pressions climatiques associées au changement climatique dû aux activités humaines sont des menaces ou des multiplicateurs de risques qui aggravent les tensions et les conflits, en exerçant une pression supplémentaire sur des ressources déjà rares.

Il nous semble toutefois important de prendre acte du fait que les changements climatiques sont avant tout une question liée au développement durable, qui doit être traitée par la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030, assortie d'un appui aux États Membres émanant des organismes multilatéraux dont la tâche consiste à soutenir efficacement les trois piliers – économique, social et environnemental – du développement durable.

Pour remédier aux changements climatiques, il est crucial de garantir une collaboration internationale, afin de prendre les mesures d'atténuation et d'adaptation requises et de veiller à ce que le soutien nécessaire soit accordé à tous les pays en développement ayant besoin de moyens d'appui à la mise en œuvre ou d'aide pour faire face aux pertes et dommages causés par les changements climatiques. Dans les cas où les changements climatiques auraient des répercussions sur la sécurité, la meilleure manière d'y faire face serait alors d'apporter aux pays concernés un soutien massif, à grande échelle, approprié et accessible, en matière d'adaptation et d'atténuation.

La CCNUCC est dotée du mandat principal et des capacités pour galvaniser ce type d'action de la communauté internationale, d'autant qu'elle jouit d'une adhésion universelle, fonctionne par consensus et adhère aux principes de la Convention, notamment l'équité, les responsabilités communes mais différenciées et les capacités respectives.

L'inscription des changements climatiques à l'ordre du jour du Conseil de sécurité en tant que question thématique risque, à notre avis, d'amoindrir l'importance du processus de la CCNUCC pour relever ce défi mondial, ainsi que de détourner l'attention et les ressources nécessaires de son travail essentiel.

Nous pensons également qu'il est raisonnable de se demander quand et sur quelle base scientifique le Conseil de sécurité invoquerait les changements climatiques comme facteur contribuant à une situation de conflit spécifique et où précisément le Conseil de sécurité établit la limite en ce qui concerne l'inscription des questions environnementales à son ordre du jour. Il est certain que les changements climatiques ne sont que l'un des nombreux défis environnementaux graves qui peuvent avoir des répercussions sur la paix et la sécurité, et nous devons nous garder de toute dérive du mandat du Conseil, ou du fait que le Conseil dépasse ses propres ressources et capacités.

Nous ne souhaitons pas minimiser les risques spécifiques de sécurité liés au climat, que le Conseil de sécurité a progressivement reconnus dans divers documents au fil des ans et qui ont bénéficié d'une capacité analytique renforcée au sein du système des Nations Unies, notamment dans le mécanisme de sécurité climatique du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, du Programme des Nations Unies pour le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Lorsqu'il est démontré que les changements climatiques sont un facteur contribuant clairement à une menace pour la paix et la sécurité internationales, nous croyons qu'il pourrait être approprié pour le Conseil de sécurité de se prononcer sur ce lien apparent dans le contexte spécifique des pays qui pourraient être affectés.

Notre message est plutôt que la communauté internationale doit canaliser efficacement ses ressources par l'intermédiaire des organes du système des Nations Unies qui sont les plus aptes à répondre à un objectif particulier. Nous nous félicitons néanmoins de l'occasion qui nous est donnée d'examiner des propositions visant à renforcer la capacité du Conseil de sécurité à mieux répondre, le cas échéant, aux risques de sécurité liés au climat.

En conclusion, nous demandons instamment, comme toujours, que ces risques soient examinés dans le cadre de partenariats étroits avec les organisations régionales, notamment l'Union africaine, et que nous recherchions des moyens créatifs et économiques d'utiliser les ressources existantes et d'éviter de créer de nouveaux mécanismes qui pourraient entraîner des coûts importants et des charges supplémentaires pour des opérations déjà à la limite de leurs capacités.

Annexe 58**Déclaration de M. Agustín Santos Maraver, Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

Ma déclaration s'aligne sur celle prononcée par le Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne au nom du Groupe des Amis sur le climat et la sécurité (annexe 20).

Je voudrais féliciter la Présidence britannique du Conseil de sécurité d'avoir organisé ce débat public de haut niveau qui, une fois de plus, soumet au Conseil les implications des changements climatiques pour la paix et la sécurité mondiales. Je remercie le Premier Ministre Boris Johnson pour sa présence et ses remarques, et je l'assure qu'il peut compter sur le plein engagement de l'Espagne pour le succès de la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Je remercie également le Secrétaire général et tous les autres intervenants pour leurs déclarations.

Il est de plus en plus évident que les changements climatiques ont un impact sur la vie de tous les peuples et menacent l'existence même de certains États Membres de l'Organisation des Nations Unies. La science nous le rappelle constamment et les preuves empiriques nous montrent, avec une fréquence et une virulence croissantes, les incidences du réchauffement climatique, sous forme de déstabilisation sociale et de pertes de vies humaines et de ressources économiques.

La crise sanitaire, économique et sociale provoquée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) n'a fait qu'exacerber ces impacts et, par conséquent, le risque d'instabilité et de conflit, précisément dans les régions et parmi les groupes de population les plus vulnérables. L'Espagne est convaincue qu'une reprise durable et résiliente, fondée sur une transition écologique juste et inclusive, est la meilleure recette pour faire face à la crise. Mais en outre, une politique de prévention doit permettre d'anticiper les risques, en veillant, par exemple, à ce que le remplacement des combustibles fossiles par des énergies renouvelables soit accompagné de mesures d'évaluation, d'information et d'analyse quant aux incidences sur la paix et la sécurité.

Pour ces raisons, l'action climatique ne peut être confinée au domaine du développement durable ; il est essentiel que le Conseil se penche sur les effets des changements climatiques sur la sécurité internationale.

L'Espagne est un pays particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques, notamment à la désertification. Non seulement avons – nous fixé l'objectif de neutralité climatique, mais nous avons également adopté une législation nationale ambitieuse à cet égard, conformément à nos engagements. Notre deuxième plan d'adaptation national, récemment approuvé, intègre les aspects de la paix et de la sécurité et de la coopération transfrontalière, et notre stratégie de sécurité nationale traite du climat. Enfin, la consolidation d'une planète plus résiliente et plus verte est l'un des quatre fondements de notre nouvelle stratégie de politique étrangère.

Par ailleurs, le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement ont un impact négatif sur la sécurité des personnes en toutes circonstances, mais encore plus dans le cas de conflits armés. Dans de nombreux cas, c'est l'origine même des conflits. C'est pourquoi l'Espagne a introduit une composante climatique et environnementale transversale dans ses activités humanitaires et de développement. Le projet Alianza Shire, un partenariat public-privé impliquant des entreprises

privées, le secteur universitaire et l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement, fournit de l'électricité et de l'eau au camp de réfugiés d'Adi-Harush en Éthiopie depuis 2016.

La combinaison des crises climatique et sanitaire a également gravement compromis la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable de millions de personnes particulièrement vulnérables. Consciente de l'importance pour l'hygiène de l'accès à l'eau potable, notamment pour les femmes, l'Espagne a donc rejoint l'alliance Sanitation and Water for All (Assainissement et Eau pour tous).

Nous ne pouvons oublier, dans notre action en faveur du climat, la nécessaire attention particulière accordée à la dimension de genre et à l'autonomisation des femmes. Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité doit également intégrer la dimension climatique, jusqu'ici absente.

En conclusion, je réitère le besoin impératif et de plus en plus urgent pour le Conseil d'intégrer les impacts des changements climatiques dans ses activités. On ne peut garantir la paix et la sécurité internationales sans s'attaquer à la plus grande menace qui pèse sur l'humanité.

Annexe 59

Déclaration de M. Peter Mohan Maithri Pieri, Représentant permanent de Sri Lanka auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je voudrais tout d'abord remercier la Représentant permanente du Royaume-Uni d'avoir facilité cette discussion très importante. Il est communément admis que les êtres humains exploitent les ressources de la planète d'une manière inacceptable. Nous semblons présenter une réponse timide au défrichement des forêts, au comblement des zones humides, aux graves interférences avec la biodiversité, à l'exploitation inimaginable des ressources de la planète, à la fonte des calottes glaciaires et à l'extinction de la faune et de la flore, qui conduisent tous à une seule chose, à savoir les changements climatiques.

Nous faisons tout cela sans nous rendre compte que nous sommes en guerre contre notre propre planète – une guerre dans laquelle nous sommes certainement du côté des perdants. Il est devenu presque banal, presque fat, de dire que nous respirons un air pollué, que nous consommons des aliments toxiques, que nous consommons de l'eau contaminée et que nous acceptons la montée du niveau des mers comme une réalité. Nous acceptons même les changements climatiques extrêmes avec une expression intéressante : une bombe de glace ou une bombe d'hiver.

Curieusement, il semble que nous allons léguer aux générations futures une planète en très mauvais état. Il faut savoir que les conséquences sur l'environnement ne se limitent pas à la perte de beaux paysages, mais signifient que les conditions de base nécessaires au maintien de la vie sont, en permanence, gravement compromises.

Aujourd'hui, alors que nous luttons contre la maladie à coronavirus (COVID-19), il est clair que les menaces non traditionnelles pour la sécurité, telles que les changements climatiques, prennent de l'ampleur au XXI^e siècle. Dans ce contexte, le Sri Lanka se félicite de la convocation de ce débat public, qui arrive à point nommé, pour discuter du rôle du Conseil de sécurité, des États Membres et de l'ONU dans la lutte contre les futures menaces à la paix et à la sécurité internationales découlant des changements climatiques.

Avant d'aborder le rôle de la gouvernance mondiale en matière de climat, en relation avec le cadre juridique international, qu'il me soit permis de faire référence à une citation de S. A. R. le Prince de Galles, qui a résumé la question en 2009, de manière très succincte, en ces mots :

« De même que notre secteur bancaire est en difficulté à cause de ses dettes – et paradoxalement, est également confronté à des appels à un retour à des pratiques bancaires traditionnelles, dites « à l'ancienne » –, les systèmes de la nature qui entretiennent la vie ne parviennent pas à faire face aux dettes que nous avons accumulées dans ce domaine. Si nous ne nous montrons pas à la hauteur de la situation, alors la nature, la plus grande banque de toutes, pourrait faire faillite ».

Ces observations me semblent très opportunes.

Nous savons que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) fixe des limites contraignantes aux émissions de gaz à effet de serre et que le Protocole de Kyoto de 1997 impose aux pays développés des obligations contraignantes en matière de contrôle des émissions de gaz à effet de serre. Ce Protocole a été suivi par la Conférence sur les changements climatiques de 2010, à laquelle il a été décidé de limiter le réchauffement de la planète à moins de 2°C. Et en 2015, l'Accord de Paris sur les changements climatiques a été adopté, et a fixé une cible inférieure de 1,5°C pour les réductions d'émissions à partir de 2020.

Il importe également de rappeler que l'Accord de Paris a une structure ascendante, contrairement aux traités de droit international qui vont du sommet à la base, avec des normes et des objectifs fixés au niveau international que les pays doivent atteindre. Nous constatons avec satisfaction que, contrairement au Protocole de Kyoto, qui fixe des objectifs et a force de loi, l'Accord de Paris repose sur la recherche d'un consensus et le volontariat pour atteindre des objectifs fixés au niveau national. Il est également encourageant de rappeler qu'en 2015, les pays développés se sont engagés à verser environ 100 milliards de dollars par an pour le financement de l'action climatique et ont accepté de maintenir ce montant jusqu'en 2025.

Cependant, il est regrettable de constater qu'un grand nombre des principaux pays développés et industrialisés ne respectent pas leurs engagements et n'ont pas atteint leurs objectifs de réduction des émissions, et qu'en tout état de cause, ils n'ont pas été en mesure de maintenir la hausse des températures mondiales bien en dessous de 2°C. On dit que la Terre n'a jamais connu dans son histoire des conditions quasi-stables, avec des températures qui dépassent d'environ 2°C celles de la période préindustrielle, et selon certains, il y a un risque substantiel que le système lui-même continue à se réchauffer à cause de ces processus même si nous arrêtons les émissions.

Par conséquent, il importe de comprendre que la simple réduction des émissions ne suffira pas, mais que nous devons faire beaucoup plus. Comme l'a fait remarquer James Hanson, un scientifique et expert en climatologie qui travaillait à l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace des États-Unis, la plupart des accords consistent malheureusement en des promesses ou des objectifs et non en des engagements.

En tant que pays insulaire confronté aux effets néfastes des changements climatiques, le Sri Lanka, qui a ratifié l'Accord de Paris et la CCNUCC, appelle au respect et à la préservation des accords relatifs au climat, conformément aux responsabilités différenciées des pays et à leurs capacités respectives. Il s'agit là, selon moi, d'un élément essentiel pour garantir une sécurité climatique globale et atteindre les objectifs de développement durable.

Les conséquences des changements climatiques, telles que la hausse des températures, la variabilité des précipitations et l'élévation du niveau de la mer, touchent gravement presque tous les secteurs de l'économie au niveau mondial. Les catastrophes naturelles dues à des conditions météorologiques extrêmes, telles que les sécheresses prolongées, les inondations soudaines et les glissements de terrain, provoquent des pertes en vies humaines et de moyens de subsistance dans le monde. Le Sri Lanka estime que le renforcement de la résilience des communautés et des écosystèmes vulnérables face aux effets des changements climatiques dans un cadre plus large de développement durable doit être notre priorité.

Conscient de cette responsabilité, le Gouvernement sri-lankais a lancé un plan national d'adaptation aux effets des changements climatiques, au titre duquel l'agriculture, la pêche, l'eau, la santé humaine, les écosystèmes côtiers et marins et la biodiversité, les infrastructures et les établissements humains sont considérés comme les secteurs les plus vulnérables face aux effets néfastes des changements climatiques. Ce plan offre aux parties prenantes des possibilités d'élaborer des politiques visant à renforcer la coopération ; à faciliter le renforcement des institutions, la mobilisation des ressources, le développement et le transfert de technologies ; à promouvoir la sensibilisation et à renforcer les capacités en vue de renforcer la résilience des communautés vulnérables dans plusieurs zones et secteurs du pays.

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions des plans nationaux d'adaptation aux changements climatiques, comme dans le cas du Sri Lanka, l'appui extérieur en vue de renforcer les mesures prises et d'en adopter d'autres

est d'une grande importance. Par conséquent, le Sri Lanka fait appel au système des Nations Unies pour qu'il fournisse une assistance aux pays en développement dans leurs efforts visant à s'attaquer à ces problèmes, notamment en matière de financement, de transfert de technologies et de renforcement des capacités. J'affirme respectueusement que cela constituerait un point de départ pour prévenir les risques de sécurité liés au climat.

Notre lutte contre les changements climatiques et pour la consolidation de la sécurité doit être un effort collectif, en partenariat avec les gouvernements, le secteur privé, la société civile, le monde universitaire, les jeunes, les femmes et les communautés autochtones. Tout en saluant les efforts déployés par le Conseil de sécurité dans cette entreprise, le Sri Lanka attend avec impatience la vingt-sixième Conférence des parties à la CCNUCC, qui se tiendra à Glasgow cette année, et qui sera l'occasion pour le monde de joindre ses efforts pour lutter contre les changements climatiques.

Je souhaite au Royaume-Uni plein succès durant sa présidence du Conseil de sécurité.

Annexe 60**Déclaration de M. Ignazio Cassis, Chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse**

[Original : français et anglais]

Je vous remercie, Monsieur le Président, pour l'organisation de ce débat. Les conséquences des changements climatiques sur la paix et la sécurité internationales sont profondes. Elles peuvent provoquer des conflits ou aggraver ceux qui existent déjà.

Lors de ma visite de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest au début de ce mois, j'ai pu voir de mes propres yeux les effets des changements climatiques. La région du Sahel se réchauffe par exemple plus vite que la moyenne mondiale. La Suisse vient d'adopter sa première stratégie de politique extérieure pour l'Afrique subsaharienne. Notre pays confirme ainsi l'importance croissante du continent africain, dans toutes ses diversités. Les conséquences des changements climatiques nous poussent à vouloir renforcer la résilience de la population. En Afrique de l'Ouest – comme au Moyen-Orient et en Asie centrale – nous poursuivons par exemple l'initiative Blue Peace. Une bonne gestion commune des ressources en eau réduit les tensions et favorise des relations stables entre les États. Nous appelons ainsi le Conseil de sécurité à renforcer son engagement sur les trois axes suivants.

Premièrement, la prévention des conflits. La mise en œuvre de l'Accord de Paris est une priorité. Nous saluons le fait que tous les membres du Conseil soient parties à cet Accord. Nous devons atteindre la neutralité carbone. Notre gouvernement a fixé cet objectif pour 2050.

Deuxièmement, l'intégration des risques des changements climatiques dans ses décisions, y inclus les mandats de missions de la paix. En tant que Présidente du Groupe des Amis pour la protection des civils, la Suisse enjoint au Conseil et aux États Membres de renforcer la protection de la population également dans les conflits causés par les risques climatiques. Avec ses partenaires, la Suisse a publié à New York les résultats d'un projet digital pour visualiser les liens entre changements climatiques et situations de conflit en Afrique de l'Ouest. Ce type d'innovation scientifique peut mieux orienter l'action du Conseil.

Troisièmement, en ce qui concerne l'intégration des recommandations d'autres organes onusiens, des acteurs concernés et de la société civile, la Commission de consolidation de la paix a ici un rôle-conseil important à jouer. La Suisse est fière de promouvoir le dialogue entre les acteurs, notamment à Genève. Je pense ici à la Semaine pour la paix de Genève et à toute initiative qui intègre les questions liées à l'environnement et au climat dans les projets de paix et vice-versa.

La Suisse est active sur l'ensemble de ces trois axes pour atténuer les risques liés au changement climatique. Et nous le ferions aussi en tant que membre du Conseil de sécurité, auquel notre pays est candidat pour la toute première fois.

Pour conclure, j'aimerais saluer l'occasion qui nous a été donnée de fournir cette déclaration vidéo, rendant possible une participation directe des États non membres du Conseil de sécurité en ces temps de pandémie. La Suisse appelle le Conseil à poursuivre cette pratique et s'engage pour des améliorations des méthodes de travail du Conseil.

Annexe 61

Déclaration de M. Samuelu Laloni, Représentant permanent des Tuvalu auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai le grand honneur de faire cette déclaration au nom des 14 États membres du Forum des îles du Pacifique représentés à l'ONU, à savoir l'Australie, les États fédérés de Micronésie, les Fidji, Kiribati, Nauru, la Nouvelle-Zélande, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des Îles Marshall, le Samoa, les Îles Salomon, les Tonga, Vanuatu et mon propre pays, les Tuvalu.

Nous remercions la Présidente du Conseil de sécurité d'avoir organisé cet important débat sur le climat et la sécurité. Alors que le monde est confronté aux défis posés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), notre climat continue d'être en crise, et l'on ne peut qu'en prédire l'issue, qui, si rien n'est fait, sera un risque accru de conflit et d'insécurité. Contrairement à de nombreux pays du monde, notre continent bleu abrite une multitude de populations qui vivent sur des atolls et dans des zones côtières de faible élévation, situées à peine à quelques mètres au-dessus du niveau de la mer. Ces populations n'ont ni l'espace ni le temps d'attendre pour faire face à ce qui constitue une menace existentielle pour leur survie.

Les effets néfastes des changements climatiques s'entrecroisent avec un ensemble complexe de problèmes environnementaux, économiques et sociaux, devenant un multiplicateur de menaces qui peut fortement contribuer à l'instabilité sociale et politique, à la violence et au conflit et mettre en péril la survie de nombreux habitants des îles. Si nous sommes ici pour nous adresser collectivement au Conseil de sécurité aujourd'hui, c'est d'abord parce que les changements climatiques constituent une menace existentielle pour les petits pays insulaires, et nous souhaitons mettre en évidence les liens entre le climat et la sécurité dans notre région, qui sont aussi bien indivisibles que tangibles.

Au nom de notre groupe, j'aimerais évoquer brièvement quatre problèmes de sécurité liés au climat auxquels nous sommes confrontés, en particulier dans les pays insulaires du Pacifique, à savoir les déplacements, la sécurité alimentaire, la santé et les préoccupations d'ordre économique.

Les déplacements liés aux catastrophes climatiques se produisent déjà dans notre région et nous, en particulier les plus petits pays insulaires, avons besoin d'un appui complet en matière d'adaptation et d'atténuation. La région du Pacifique abrite de nombreuses populations vivant sur des atolls et dans des zones côtières de faible altitude, qui courent un risque accru de perdre leur maison en raison de catastrophes naturelles et d'événements liés au climat. Dans ce contexte, nous saluons le travail de la Commission du droit international sur la question de l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international.

L'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets sont toutes deux reconnues comme des éléments essentiels de l'action climatique dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Nous devons nous engager à prendre des mesures conséquentes dans les deux cas, et nous aurons besoin de l'aide de nos partenaires pour ce faire. Nous demandons à la communauté internationale de respecter, voire de dépasser les obligations et délais qu'elle s'est fixés dans l'Accord de Paris et de mener une action climatique plus audacieuse, notamment en annonçant des contributions déterminées au niveau national qui soient ambitieuses ou en les mettant à jour. Il est essentiel que nous maintenions la dynamique mondiale enclenchée par l'Accord de Paris afin d'en ancrer fermement les objectifs et les principes et de garantir une mise en œuvre effective. Nous nous félicitons du retour des États-Unis au sein de l'Accord.

De même, le risque de conflits découlant de déplacements forcés dus à l'élévation du niveau des mers, que vient exacerber le réchauffement climatique, constitue une menace réelle et grave sur laquelle le Conseil de sécurité ne peut se permettre de fermer les yeux. Chez certains de nos membres, comme, par exemple, dans les îles Carteret en Papouasie-Nouvelle-Guinée, la réinstallation des populations touchées continue de se heurter au ressentiment des communautés d'accueil en raison du système foncier, qui veut que la plupart des terres soient détenues de manière coutumière. Il s'agit d'un facteur susceptible de déclencher des conflits qui compromettent la paix et la sécurité.

Ce risque ne peut être relégué aux confins d'un lieu spécifique, comme certains membres du Conseil continuent de le prétendre. Il faut l'envisager de manière plus large et objective sous l'angle du paragraphe 1, Article 1 de la Charte des Nations Unies, dans le contexte de la sécurité préventive pour la paix et la sécurité internationales.

Nous sommes les témoins directs des effets et des implications de la crise des changements climatiques à laquelle sont confrontées nos pays insulaires du Pacifique, ainsi que des conséquences désastreuses de l'élévation du niveau de la mer, du réchauffement des océans, de la fréquence et de l'intensité accrues des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les ondes de tempête et les cyclones tropicaux, de la variabilité accrue des régimes pluviométriques et des sécheresses de longue durée. En outre, le réchauffement des océans entraîne une modification des schémas migratoires des poissons, ce qui prive nombre d'entre nous de l'un de nos aliments de base et de nos revenus.

Ces phénomènes ont eu un effet négatif sur notre approvisionnement alimentaire déjà vulnérable dans le Pacifique. Les effets des changements climatiques devraient ainsi réduire le total des captures de thon dans notre zone économique exclusive combinée, ce qui aura une incidence directe sur les contributions économiques de cette industrie, qui sous-tend une grande partie de nos recettes publiques depuis des années.

Il nous faut souligner que la sécurité alimentaire est une question cruciale dans notre région et que des mesures doivent être prises pour relever des défis tels que l'augmentation des prix des denrées alimentaires et la mauvaise nutrition, qui sont aggravés par les changements climatiques.

Qui plus est, les populations des îles du Pacifique ont des capacités de production agricole limitées, ce qui rend notre approvisionnement alimentaire vulnérable aux effets néfastes des changements climatiques. Si l'on prend l'exemple de mon propre pays, les Tuvalu, nous sommes composés d'atolls aux sols poreux et sablonneux et notre potentiel agricole est faible. En outre, nous sommes fortement tributaires des importations de combustibles et de matériaux. Toute baisse de la production alimentaire accroît notre dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires et d'autres produits essentiels.

Les changements climatiques exacerbent les risques pour la sécurité sanitaire, notamment par l'augmentation des maladies à transmission vectorielle et hydrique, des maladies liées à la chaleur, des maladies non transmissibles ayant une incidence sur la sécurité alimentaire, des problèmes de santé mentale, des blessures associées aux catastrophes et aux phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que les perturbations des services de santé.

Nous nous employons continuellement à améliorer l'état de santé de notre population, mais nous n'y parviendrons pas si nous ne sommes pas en mesure de gérer les changements climatiques et leurs effets négatifs. C'est pourquoi nous exhortons tous nos amis à prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques

et à nous aider à promouvoir les fonctions essentielles relatives à la santé publique et environnementale et à construire un système de santé complet. Notre objectif à tous est de sauver des vies ainsi que notre maison commune.

La croissance économique est nécessaire dans le Pacifique, non pas aux fins de nous enrichir, mais pour répondre à nos besoins fondamentaux. En raison de notre géographie singulière, les limites de notre marché intérieur rendent le commerce international indissociable de notre prospérité. À cet égard, nous dépendons fortement de l'importation de produits. Or, la situation économique de notre région ne cesse d'être minée par le coût et les effets négatifs des changements climatiques.

Une grande partie de l'économie du Pacifique dépend de l'agriculture, des pêches et du tourisme, qui nous ont aidés à nous développer au cours des dernières décennies. Cependant, les changements climatiques ont une incidence très néfaste sur tous les éléments centraux de notre économie. Les régimes de précipitations ont été modifiés par les changements climatiques et cela a provoqué une baisse de la superficie des terres arables, et par conséquent une perte de production agricole. Notre océan est également touché par la modification des courants des vents, des vagues et des océans, qui a des répercussions sur la répartition des prises de poissons marins.

En outre, de nombreux membres de notre région ont récolté les fruits du tourisme au cours des dernières années. Le réchauffement et l'acidification des océans ont déjà touché les récifs coralliens, et la vie marine en général. Les récifs coralliens et les créatures marines sont particulièrement importants non seulement parce qu'ils contribuent à la diversité de l'écosystème, mais également en tant qu'attractions principales de notre région. Nous demandons donc instamment une collaboration immédiate aux fins d'une prospérité mutuelle dans le Pacifique.

Les vulnérabilités propres aux nations des îles du Pacifique exigent une attention particulière. Il est clair que les membres de nos sociétés les plus vulnérables face au climat ont besoin de l'attention et de l'appui des gouvernements et de la communauté internationale pour promouvoir la résilience et s'adapter aux problèmes de sécurité que posent les changements climatiques.

La communauté internationale et l'ONU, y compris le Conseil de sécurité, doivent reconnaître les changements climatiques en tant que multiplicateur de menace singulier et considérable dans le cadre de tous leurs travaux et activités pertinents. Nous prions le Secrétaire général de nommer un conseiller spécial sur les changements climatiques et la sécurité. D'autre part, nous recommandons au Conseil de sécurité de nommer un rapporteur spécial qui sera chargé de procéder à un examen régulier des menaces mondiales, régionales et nationales causées par les changements climatiques. Le Conseil de sécurité peut, et doit, ajouter son poids aux appels visant à ce que l'action mondiale permette de remédier à ces risques.

Annexe 62

Déclaration de la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

L'Ukraine apprécie vivement l'initiative prise par le Royaume-Uni d'organiser ce débat public, et elle exprime sa reconnaissance aux intervenants pour leurs présentations.

Nous nous associons à la déclaration faite par le Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne au nom du Groupe des Amis pour le climat et la sécurité (annexe 20).

L'Ukraine faisait partie des membres fondateurs du Groupe des Amis en 2018, car elle considère les changements climatiques et leur empreinte sur les conflits comme un problème mondial. Nous nous félicitons que cette question gagne de l'importance au sein du Conseil de sécurité, car les changements climatiques sont en train de devenir un des facteurs les plus dangereux de fragilité et d'instabilité.

Les sociétés touchées par les problèmes climatiques sont dans une position particulièrement vulnérable. Elles subissent l'élévation du niveau de la mer, les inondations, les sécheresses et l'intensification des catastrophes naturelles, qui peuvent mener à des échecs agricoles ainsi qu'à l'insécurité économique, à la raréfaction des ressources, aux déplacements forcés et, en fin de compte, à la remise en cause de la paix.

Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général, qui a déclaré récemment à l'occasion du volet de la Conférence de Munich sur la sécurité consacré aux priorités d'action à l'échelle mondiale qu'« une catastrophe climatique est imminente ». Des solutions adéquates doivent être apportées à ces problèmes, qui sont commun à la majeure partie du monde, sachant que les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral font partie de ceux qui sont touchés de la manière la plus disproportionnée.

Il est également impossible de faire face aux changements climatiques sans prendre en compte les questions de genre. Les femmes et les filles sont davantage exposées aux risques et subissent plus lourdement les effets des changements climatiques, en particulier en période de conflit et de pandémie ou en cas de catastrophe naturelle.

Au début du mois, en collaboration avec un groupe transrégional d'États Membres de l'ONU, d'institutions internationales et de représentants de la société civile, l'Ukraine a convoqué un événement parallèle sur les droits des femmes et la durabilité environnementale. Les participants ont lancé un appel conjoint à garantir le plein accès des femmes au processus de prise de décisions, ce qui serait bénéfique à tous les stades du processus des politiques climatiques, de la planification à l'élaboration de politiques et à la mise en œuvre.

L'Ukraine a participé sans hésiter à un autre événement parallèle, organisé la semaine dernière par l'Allemagne, la Suisse et le Niger, qui a porté sur la pression et l'insécurité climatiques en Afrique de l'Ouest. Cet événement a également mis en évidence l'attention de haut niveau que la majorité des États Membres accordent au lien entre les changements climatiques et la sécurité.

L'Ukraine ne cherche pas à apporter des solutions aux changements climatiques en tant que spectateur impartial. Rien que l'année dernière, des sécheresses prolongées ont détruit des cultures dans plusieurs régions du pays. Des inondations dévastatrices ont eu lieu dans l'ouest et des incendies de forêt à grande échelle ont touché l'est du pays, notamment le voisinage immédiat de la ligne de contact dans le Donbass. Les

formations de l'occupant russe ont considéré ces incendies comme un facteur propice à leurs activités hostiles, et elles ont entravé les opérations menées par l'Ukraine pour les maîtriser.

Une autre source de préoccupation particulière est le fait qu'un risque d'inondation existe sur le site d'un essai nucléaire souterrain, effectué en 1979, dans la mine de charbon de Yunkom, dans la ville occupée de Yenakiyev, dans le Donbass. Cela pose un risque réel de contamination radioactive des eaux souterraines, des rivières et, à terme, de la mer d'Azov.

Nous avons également observé les signes d'une dégradation profonde de l'environnement en Crimée temporairement occupée, résultant d'une mauvaise gestion environnementale des zones naturelles et agricoles.

L'Ukraine contribue à l'action climatique mondiale et estime que la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow, doit représenter une étape importante. Comme le Président Zelenskyy l'a annoncé en décembre dernier à l'occasion du Sommet sur l'ambition climatique, l'Ukraine est en train de travailler à sa deuxième contribution déterminée au niveau national. Nous nous sommes fixé comme objectif pour 2030 de ramener les émissions de gaz à effet de serre pour tous les secteurs de l'économie ukrainienne entre 36 et 42 % de ce qu'elles étaient en 1990, soit une réduction de 58 à 64 %.

L'objectif à long terme de l'Ukraine est de parvenir à la neutralité carbone. Nous ne ménagerons aucun effort pour réduire au minimum le temps que nous mettrons à atteindre cet objectif. Le renforcement des efforts internationaux visant à aider l'Ukraine à rétablir sa souveraineté et son intégrité territoriale à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues serait essentiel à cette fin.

Annexe 63**Déclaration de la Mission permanente des Émirats arabes unis
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Les changements climatiques sont le problème qui définit notre époque, et les Émirats arabes unis félicitent le Royaume-Uni de continuer à jouer un rôle de chef de file dans le domaine de l'action climatique et de maintenir cette question au centre des priorités du Conseil de sécurité.

Près de cinq ans après la signature de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, les efforts que nous déployons en vue de maîtriser le réchauffement climatique se heurtent à de nombreux obstacles. Les crises environnementales s'aggravent, et les températures mondiales continuent d'atteindre des records chaque année. Les sécheresses, les tsunamis et les inondations, entre autres catastrophes liées au climat, ont des incidences néfastes sur la santé, l'approvisionnement en produits alimentaires, le logement et, surtout, la sécurité de millions de personnes dans le monde entier. Ces tendances ont un effet d'entraînement et risquent d'influencer les migrations et les conflits en raison de la raréfaction des ressources.

La communauté internationale reconnaît de plus en plus que les effets des changements climatiques contribuent aux conflits et à l'instabilité. Il ne suffit cependant plus de le reconnaître. Il est temps que le Conseil de sécurité identifie des domaines d'action dans lesquels il peut contribuer à atténuer les effets néfastes des changements climatiques sur la stabilité et la sécurité mondiales. Les Émirats arabes unis voudraient souligner quatre recommandations à cet égard.

Premièrement, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies doivent s'appuyer davantage sur les énergies renouvelables et durables dans l'exécution des mandats confiés par le Conseil de sécurité. Il est important que l'ONU montre l'exemple et n'exacerbe pas la dégradation des conditions environnementales. Les Émirats arabes unis félicitent les dirigeants du Secrétariat de s'être engagés à utiliser 80 % d'énergies renouvelables d'ici à 2030, notamment durant la deuxième phase de la Stratégie environnementale pour les missions sur le terrain du Département de l'appui opérationnel. Il ne sera cependant pas possible d'atteindre cet objectif sans renforcer l'utilisation des énergies renouvelables au sein des missions de maintien de la paix, qui consomment la plus grande partie des ressources énergétiques utilisées par l'ONU.

Deuxièmement, les changements climatiques génèrent des risques de sécurité particuliers pour les femmes et les filles. Mais si nous voulons mieux comprendre l'incidence spécifique qu'ils ont sur les femmes et les filles, les Émirats arabes unis estiment qu'il est crucial que l'ONU et les États Membres veillent à ce que l'analyse des risques climatiques tienne compte des questions de genre. Une prise de conscience précoce du rôle crucial que jouent les femmes en matière de maintien de la paix a été l'un des facteurs ayant incité les Émirats arabes unis à mener leur programme de formation sur les femmes et la paix et la sécurité à l'intention des soldates de la paix, par le biais de l'Initiative Sheikha Fatima bint Mubarak en faveur des femmes et de la paix et la sécurité, élaborée en partenariat avec ONU-Femmes. Intégrer les perspectives des femmes dans tous les aspects de la paix et de la sécurité reste une priorité essentielle pour les Émirats arabes unis.

Troisièmement, les difficultés induites par les changements climatiques dans les pays vulnérables doivent être considérées comme des risques pour la sécurité, et la communauté internationale doit leur accorder la priorité. Les petits États insulaires en développement, de même que nombre des pays les moins avancés, sont en première ligne de la lutte contre les changements climatiques. Il est impératif, notamment dans

le cadre des efforts de maintien de la paix, de remédier aux difficultés causées par les changements climatiques si nous voulons que les mandats confiés par le Conseil de sécurité soient exécutés avec succès.

Quatrièmement, des modèles scientifiques utilisant l'imagerie géospatiale et autres technologies de pointe sont déjà utilisés pour prédire les lieux où une catastrophe climatique est susceptible de se produire. Le renouvellement des mandats des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales doit être éclairé par ces prévisions. Cela permettrait au Conseil de privilégier véritablement les mesures proactives plutôt que les mesures réactives. En outre, nous encourageons les opérations de maintien de la paix, selon que de besoin, à aider les gouvernements hôtes et le système des Nations Unies à effectuer des évaluations des risques et à appliquer des stratégies de gestion des risques liés au changement climatique.

Agir contre les risques climatiques qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales va nécessiter une réflexion novatrice et audacieuse de la part du Conseil. Il nous semble encourageant qu'un nombre croissant de membres du Conseil aient pris acte de la convergence entre changements climatiques et paix et sécurité internationales. Durant leur mandat au Conseil, en 2022 et 2023, les Émirats arabes unis seront déterminés à plaider pour des mesures concrètes et pragmatiques que le Conseil est en mesure d'adopter pour remédier aux incidences des changements climatiques sur la paix et la sécurité internationales.
